



TECHNOLOGIE
SAUVER LA MÉMOIRE
D'INTERNET

ÉTATS-UNIS — LES TRANS, CIBLES DES
CONSERVATEURS **MUSIQUE** — COMMENT
LE REGGAETON A CONQUIS LE MONDE



Courrier international

N° 1697 du 11 au 16 mai 2023
courrierinternational.com
France : 4,90 €

Algérie 530 DA, Allemagne 6,20 €,
Andorre 6 €, Canada 9,25 \$ CAN,
DOM 5,20 €, Espagne 5,20 €,
Grande-Bretagne £ 5,00, États-Unis 5,80 €,
Italie 5,50 €, Japon 1000 ¥,
Maroc 15 DH, Pays-Bas 6 €,
Portugal cont. 5,50 €,
Sénégal 2400 F CFA, Suisse 7,20 CHF,
TOM 1100 XPF, Tunisie 9 DT,
Afrique CFA autres 3600 F CFA.

TURQUIE

ERDOGAN, LA CHUTE ?

*Au pouvoir depuis vingt ans,
le président turc semble plus affaibli
que jamais face à une opposition
enfin unie. Au point de perdre
les élections du 14 mai ? Les analyses
de la presse étrangère.*



M 03183 - 1697 - F: 4,90 €





PEUGEOT

3008

HYBRIDE RECHARGEABLE



L'ALLURE FAIT
TOUTE LA DIFFÉRENCE

PEUGEOT i-Cockpit® avec vision de nuit.*
Conduite semi-autonome.*
Jusqu'à 59 km d'autonomie électrique.**

 UNE ALLURE
100% FRANÇAISE



A 27g CO₂/km

B

C

D

E

F

G

PEUGEOT RECOMMANDE TotalEnergies Consommation mixte WLTP⁽¹⁾ (l/100km) : 1,2.

(1) Ces valeurs peuvent varier en fonction des conditions réelles d'utilisation et de différents facteurs. Plus d'informations auprès de votre point de vente ou sur <https://www.peugeot.fr/marque-et-technologie/wltp.html> – Automobile PEUGEOT 552 144 503 RCS Versailles. * De série, en option ou indisponible selon les versions. ** L'autonomie de la batterie peut varier en fonction des conditions réelles d'utilisation. OPEn-Automobiles PEUGEOT 552 144 503 RCS Versailles.

Pensez à covoiturer. #SeDéplacerMoinsPolluer



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Erdogan, la chute ?

C'est sans doute l'une des élections les plus importantes de l'année 2023, l'une des plus observées, en tout cas, par la communauté internationale et la presse étrangère. Et c'est pourquoi nous y consacrons sans hésitation notre une cette semaine. Le 14 mai, plus de 64 millions de Turcs vont élire un nouveau chef de l'État ainsi qu'un nouveau Parlement. Un double scrutin qui s'apparentera en fait surtout à un référendum sur la présidence de Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis 2003. En vingt ans, Erdogan a marqué de son empreinte la vie politique turque, avec une nette dérive autocratique dans son exercice du pouvoir – arrestations arbitraires,

droits des minorités bafoués, liberté de la presse en net recul... Le président turc a aussi su se faire une place à part sur la scène internationale. À la fois membre de l'Otan et proche de Moscou, en froid avec l'Union européenne avec laquelle il a pourtant conclu un accord majeur sur les réfugiés en 2016, Erdogan a su jouer les médiateurs en Ukraine (en facilitant l'accord sur les céréales) tout en entretenant une relation privilégiée avec Vladimir Poutine. C'est dire si une grande partie du monde aura les yeux rivés sur son avenir. *"La présidentielle turque aura une influence considérable sur la sécurité en Europe et au Moyen-Orient, avance Politico. Le vainqueur pourra déterminer le rôle de la Turquie au sein de l'Otan, sa relation avec les États-Unis, l'Union européenne et la Russie, sa politique migratoire, le rôle d'Ankara dans la guerre en Ukraine et sa position face aux tensions en Méditerranée orientale."*

Rien de moins. Pas sûr pour autant qu'en cas de défaite d'Erdogan la politique étrangère d'Ankara change du tout au tout. Mais, assure un ancien diplomate turc à *Politico*, elle sera au minimum plus transparente, vis-à-vis de Bruxelles, de l'Otan (la Turquie pourrait lever son veto à l'adhésion de la Suède) et concernant la Russie. Cela reste à voir. En attendant, c'est la première fois depuis des années que le pouvoir d'Erdogan semble aussi contesté. Et l'opposition, aussi proche de l'emporter. Est-ce pour autant le crépuscule d'un dirigeant de plus en plus décrié en Turquie, notamment après le séisme du 6 février, qui a fait des dizaines de milliers de morts ? Si les sondages donnent pour le moment un léger avantage au candidat de l'opposition, Kemal Kılıçdaroglu, le vote s'annonce serré. Ce qui pourrait faire pencher la balance : les primo-votants (près de 6 millions de nouveaux électeurs),

les Turcs vivant à l'étranger (3 millions de personnes) et surtout le vote des Kurdes, soit 20 % de la population, qui se trouvent en position de faiseurs de rois et qui devraient pencher pour Kılıçdaroglu, explique la chaîne de télé indépendante **Medyascope**. Au cœur de l'élection, deux dossiers brûlants : la crise économique qui n'en finit pas et une inflation galopante, qui aurait atteint 64 % en 2022 selon des chiffres officiels très contestés – des économistes indépendants l'estiment à 137 %. *"Ça suffit, il faut qu'Erdogan parte maintenant. Certains prix ont triplé depuis l'an dernier, les gens s'enfoncent dans la pauvreté"*, lance un habitant de Gaziantep, ville conservatrice dans le sud-est du pays, cité par le quotidien turc de gauche **Evrensel**. L'incurie du régime dans l'acheminement des secours après le séisme, la corruption et le peu d'empressement d'Erdogan à se rendre dans les zones sinistrées pourraient aussi lui coûter cher, espère

le site de gauche **T24** : *"Le régime d'Erdogan gît désormais sous les ruines du séisme et rien ne le ramènera à la vie."* Un diagnostic prématuré. Car l'élection est encore loin d'être jouée. Il y a quelques jours, le ministre de l'Intérieur turc donnait le ton en dénonçant *"une tentative de coup d'État politique de l'Occident [...] pour éliminer la Turquie"*. Près de 600 000 militaires et membres des forces de l'ordre devraient être déployés dans l'ensemble du pays le jour du vote. Pour éviter toute manipulation ou pression, des centaines de milliers d'assesseurs ont été formés par l'opposition. Cela suffira-t-il à garantir la transparence du scrutin ? C'est l'une des nombreuses questions de cette élection.

En couverture :
Turquie : dessin de **Joep Bertrams** paru dans **De Groene Amsterdammer**, Pays-Bas
Internet : dessin de **Joe Magee**, Royaume-Uni



ROYAUME-UNI p.22

L'avènement de Charles III, roi des allumés

Longtemps moqué pour ses lubies, le nouveau monarque pourrait-il finalement incarner le pont parfait entre l'archaïsme de la monarchie et les défis sociétaux actuels ? **UnHerd** veut y croire.



Sommaire

SOUDAN p.12

Le Darfour, carrefour explosif

La province de l'ouest du pays est à un croisement géopolitique où s'imbriquent alliances et rivalités tribales ou étatiques, explique **Al-Jazeera**. Un débordement du conflit hors du champ de bataille est à craindre.

360 p.38

Sauvegarde qui peut!

Nous avons parfois le sentiment qu'Internet et Google se souviennent de tout, et que ce que nous publions en ligne y restera pour toujours. Mais rien n'est plus faux, explique **Ha'Aretz**. Archiver des milliards de pages est un défi dantesque. Qui doit s'en charger ?

AMÉRIQUE LATINE p.20

Le reggaeton à la conquête du monde

Les succès de Bad Bunny et d'autres témoignent d'une popularité inédite des artistes latino-américains, se félicite **Connectas**.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

Americas Quarterly New York, trimestriel.
Ha'Aretz Tel-Aviv, quotidien.
Connectas (connectas.org) Bogota, en ligne.
Dagens Nyheter Stockholm, quotidien.
Daraj (daraj.com) Beyrouth, en ligne.
The Economist Londres, hebdomadaire.
Evrensel Istanbul, quotidien.
Gandhara (gandhara.rferl.org) Kaboul, en ligne.
The Guardian Londres, quotidien.
Hakai Magazine (hakaimagazine.com) Victoria (Canada), en ligne.
Al-Jazeera (aljazeera.com) Doha, en ligne.
Medyascope (medyascope.tv) Istanbul, en ligne.
The New York Times New York, quotidien.
Nikkei Asia Tokyo, hebdomadaire.
The Observer Londres, hebdomadaire.
Oukraïnska Pravda (pravda.com.ua) Kiev, en ligne.
Politico Bruxelles, hebdomadaire.
Politiken Copenhague, quotidien.
La Repubblica Rome, quotidien.
T24 (t24.com.tr) Istanbul, en ligne.
The Spectator Londres, hebdomadaire.
The Times Londres, quotidien.
UnHerd (unherd.com) Londres, en ligne.
The Washington Post Washington,





**2 MOIS DE COTISATION
OFFERTS SOUS CONDITIONS**
pour toute adhésion du 2 mai
au 30 juin 2023 inclus.

Protégez dès maintenant ce que vous avez de plus précieux : votre famille.

**SECUR'Famille 2, pour vous aider à sécuriser
financièrement l'avenir de vos proches.**



**CAISSE
D'ÉPARGNE**

Vous être utile.

Banque & Assurances

Offre valable une fois par assuré, du 2 mai au 30 juin 2023 inclus, pour toute adhésion avec cotisations mensuelles au contrat SECUR'Famille 2. Les deux premières cotisations ne seront pas prélevées. Le montant des cotisations suivantes sera fixé selon les conditions normales prévues par le contrat. Pour plus d'informations, renseignez-vous auprès de votre conseiller ou sur www.caisse-epargne.fr

Communication à caractère publicitaire et promotionnel.

SECUR'Famille 2 est un contrat d'assurance en cas de décès de BPCE Vie. Les prestations d'assistance sont assurées et mises en œuvre par Inter Mutuelles Assistance. Entreprises régies par le Code des assurances.

BPCE – Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 180 478 270 euros – Siège social : 7, promenade Germaine Sablon 75013 PARIS - RCS Paris N° 493 455 042, intermédiaire d'assurance immatriculé à l'Orias sous le N° 08 045 100 www.orias.fr – Contrat d'assurance distribué par votre Caisse d'Épargne – ALTMANN + PACREAU – Crédit Photo : Getty Images.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

8. **Chili.** La tentation de l'extrême droite

D'un continent à l'autre

12. **Soudan.** Le Darfour, un carrefour explosif

15. **Moyen-Orient.** Le vent de l'histoire a tourné

16. **Thaïlande.** Les militaires sauront-ils céder la place ?

17. **Afghanistan.** Kandahar, nouveau siège du pouvoir

18. **États-Unis.** Les trans, plus visibles et plus vulnérables

20. **Amériques.** Comment le reggaeton a conquis le monde

22. **Royaume-Uni.** L'avènement de Charles III, roi des allumés

24. **Italie.** Le Tyrol du Sud renoue avec l'allemand

25. **Russie.** À Saint-Petersbourg, on brade les palais

26. **France.** La guerre des chèvres est déclarée

À la une

28. **Turquie :** pourquoi Erdogan peut perdre

Transversales

34. **Économie.** La Chine en mode camouflage

36. **Environnement.** La fonte du permafrost canadien

360°

38. **Numérique.** Sauvegarde qui peut !

42. **Culture.** Lesley Lokko, symbole d'une Afrique du futur

44. **Plein écran.** Mariia Loniouk, armée de son pinceau

45. **Jeu vidéo.** Le nouveau Zelda, déjà incontournable

46. **Histoire.** Puzzle pharaonique



SUR NOTRE SITE

Guerre en Ukraine.

La contre-offensive de Kïev a commencé

Rumeurs et désinformation font rage autour des manœuvres ukrainiennes sur le terrain. Mais les indices indiquant que la contre-offensive est déjà en cours se multiplient. Retrouvez au quotidien sur notre site les analyses et les reportages de la presse étrangère sur le conflit.

Témoignages. Sacs en nylon sur la tête, des Iraniennes moquent la répression

En Iran, des femmes détournent les mesures récemment prises par le pouvoir pour réimposer de force le port du voile, en utilisant shorts et cabas au lieu de châles et d'écharpes. Une lutte créative et non violente contre ce tour de vis, raconte le média d'opposition **IranWire**.

Le Courrier des recettes. La "currywurst", ou l'identité allemande en mutation

Pour retracer l'origine de cette saucisse, il faut remonter plus d'un demi-siècle d'histoire berlinoise. Aujourd'hui, ce symbole culinaire entre dans une ère nouvelle, faite de substituts de viande et d'alternatives véganes.

L'horoscope de Rob Brezsný Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

Agir face au dérèglement climatique et s'adapter. Chaque semaine, les pistes de la presse étrangère.

Climatiques

Le jeudi, notre nouvelle newsletter.

Inscrivez-vous sur courrierinternational.com

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : *Courrier international*
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de **129 €** au lieu de ~~237,20 €*~~

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de **159 €** au lieu de ~~290,60 €*~~

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

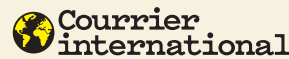
Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2023>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

*Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31/3/2024 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services.

Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales de *Courrier international* par voie postale. Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales des partenaires de *Courrier international* par voie postale.

Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CSV sont consultables et téléchargeables en suivant ce lien : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>



Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier 📧

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33
abonnements@saipm.com
États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310
expressmag@expressmag.co.m
Suisse : (41) 022 860 84 01
abonne@edigroup.ch



Édité par *Courrier international* SA, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication : François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Mai 2023. Commission paritaire n° 0727 c 82101.
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) **Rédactrice en chef** Virginie Lepetit (16 12) **Rédacteurs en chef adjoints** Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte **Direction artistique** Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delport (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) **7 JOURS DANS LE MONDE** François Gerles (chef de rubrique, 17 48) **EUROPE** Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Héléne Bienvenu (Pologne), Antoine Moutreau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitruave (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) **FRANCE** Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) **AMÉRIQUES** Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) **ASIE** Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chauveau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandjak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) Yuta Yagishita (Japon). **MOYEN-ORIENT** Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) **AFRIQUE** Hassina Mechâï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Bousson (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) **TRANSVERSALES** Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) **MAGAZINE 360°** Marie Béloëil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Ouméma Nechi **HISTOIRE** Mélanie Lifschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callet, Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditrice web, 17 36), Hoda Saliby (éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Emmanuelle Bour (SME) **COURRIER EXPAT** Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Lifschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **RÉVISION** Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérod, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable) **WEB DESIGN ET ANIMATION** Alexandre Errichello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé **ICÉNOGRAPHIE** Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) **MAQUETTE** Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia **CARTOGRAPHIE** Thierry Gauthé (16 70) **INFOGRAPHIE** Catherine Doutey (16 66)

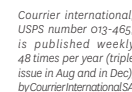
AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38), Florent Normand

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) **IMPRESION, BROCHAGE, ROUTAGE :** Maury, 45330 Malesherbes **ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO** Solal Abélès, Torunn Amiel, Giuseppe Ardiri, Etienne Bianchi, Lionel Blot, Antoine Berard, Jean-Baptiste Bor, Emma Bougerol, François Burkard, Cécile Chemel, Anne-Françoise Cochet, Geneviève Deschamps, Lucie Droulers, Corinne Duqueyroux, Elisabetta Di Matteo, Philippe Godefroy, Laureen Guhur, Mona Guichard, Mehdi Harmi, Lucie Hoarau, Hong-Kyung Kang, Valentine Morizot, Jean-Daniel Mougout, Ophélie Négros, Gabrielle Piroette, Derwell Queffelec, Maëlys Sour, Leslie Souvanlasy, Maddalena De Vio

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. 01 57 28 20 00 **Directrice générale** Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), **Directeur délégué, directeur de Marque** Courrier international Steve Dablin (01 57 28 38 84) **Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation** Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) **Directeur délégué, pôle Agences** François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) **Directeur délégué, pôle Opérations spéciales** Steve Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (16 06) **Gestion** Lucie Madalena (16 26) **Droits Blandine** Mosnat (16 52) **Comptabilité** 01 48 88 45 51 **Directeur de la diffusion et de la production** Xavier Loth **Directrice des ventes** Sabine Gude **Responsable commerciale internationale** Saveria Colosimo Morin (01 57 28 22 20) **Chef de produits** Valentin Moreau (01 57 28 33 99) **Communication et promotion** Christiane Montillet **MARKETING ET PRODUITS** Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 35), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino **Responsable du numérique** Kévin Jolivet, Louise Dugeai (développement web)

Modifications de services ventes au numéro, Réassortissements 0805 05 01 47 **Service clients Abonnements** Courrier international, Service Abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex 9 **tél. 03 21 13 04 31** Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h) **Courriel** abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine: 129 €. Autres destinations: <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>



Certifié PEFC
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
10-31-1282 pefc-france.org

Origine du papier: UK, Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Europhosphations: Potot - 0,0083 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres conformes à la norme Blue Angel.

Courrier international, USPS number 03-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by *Courrier International SA* c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to *Courrier International* c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.





Chili. La tentation de l'extrême droite

Le 7 mai, l'élection d'une assemblée constituante a été marquée par une forte poussée de la droite ultraradical. Celle-ci s'affiche comme le seul rempart face à la recrudescence des homicides et du narcotrafic, analyse ce magazine spécialisé sur l'Amérique latine.



—Americas Quarterly,
extraits (New York)

Pour un observateur extérieur, le résultat de l'élection du dimanche 7 mai est sans doute un choc. Le Chili qui, il y a tout juste un an, donnait l'impression d'avoir entamé sa mue progressiste, avec un président trentenaire et tatoué, Gabriel Boric, et une nouvelle Constitution en cours de rédaction, a apparemment pris la direction opposée. Depuis le scrutin de dimanche, les candidats de droite, qui ont recueilli 56 % des suffrages exprimés [dont 35 % pour la droite ultraradical du Parti républicain], sont désormais majoritaires pour rédiger une nouvelle Loi fondamentale.

Si de nombreuses raisons expliquent ce basculement à droite, notamment la colère des Chiliens face à l'inflation et les faux pas répétés du président, Gabriel Boric, et de ses alliés de gauche, c'est surtout la question sécuritaire qui a changé la donne. Le taux d'homicides au Chili a augmenté d'un tiers rien qu'en 2022, une réalité choquante pour un pays qui se targuait d'être l'un des plus sûrs d'Amérique latine. Et le Chili n'est pas le seul à être

touché : d'autres pays auparavant jugés paisibles, l'Équateur, l'Uruguay, l'Argentine, le Pérou et le Costa Rica, ont également vu la criminalité devenir un enjeu politique considérable.

Le taux d'homicides à l'échelle nationale est d'environ 5 pour 100 000 habitants, ce qui reste mesuré par rapport au Brésil (19), à la Colombie (26) et même aux États-Unis (6). Mais il n'y a pas que les meurtres. Selon les sondages, plus d'un Chilien sur trois déclare qu'un membre de sa famille ou lui-même a subi un vol ou une tentative de vol dans les trois derniers mois.

La modification des routes de la drogue fait des ports chiliens un point de départ idéal vers l'Amérique du Nord et l'Europe.

Les crimes les plus médiatisés – comme le meurtre de trois policiers en moins d'un mois, ou une victime décapitée en avril – donnent l'impression que l'État de droit n'a plus cours. Pas étonnant que 50 % des Chiliens considèrent l'insécurité comme le problème le plus pressant du pays.

✓ Élections. Dessin de Ramsès, Cuba.

Comment s'explique cette flambée de violence ? Les spécialistes de la sécurité et les dirigeants politiques mettent en avant plusieurs facteurs, notamment la présence de plus en plus prégnante de groupes mafieux internationaux. La modification des routes de la drogue fait également des ports chiliens un point de départ idéal vers l'Amérique du Nord et l'Europe pour les livraisons de cocaïne provenant de Colombie, de Bolivie et du Chili. "Ces groupes exploitent l'atout le plus important du Chili : notre réputation de sécurité et d'ouverture", explique un dirigeant politique. Il souligne que les accords commerciaux du Chili avec 65 pays différents facilitent le travail des trafiquants, qui cachent la drogue dans les livraisons de cerises ou de vin.

L'armée dans les rues ? La lutte contre la criminalité a rarement été une priorité de la gauche latino-américaine ; or, le gouvernement Boric se distingue en essayant de s'attaquer à un sujet "qui n'était pas sur nos radars quand nous sommes arrivés", comme me l'a confié un dirigeant. Le budget 2023 prévoit une augmentation de 4,4 % des dépenses de sécurité, et Boric a également lourdement investi dans des nouveaux équipements de police tout en envoyant l'armée pour empêcher l'afflux de migrants clandestins à la frontière avec le Pérou.

Ces mesures ne sont guère appréciées d'une partie de l'électorat de Boric, mais, comme le souligne un autre politique : "Si nous ne le faisons pas à notre façon, c'est-à-dire en privilégiant la démocratie et les droits humains, la droite fera bien pire."

Néanmoins, de l'autre côté du spectre politique, les dirigeants continuent d'exploiter ce thème à leur avantage : le parti de José Antonio Kast, un ultraconservateur qui avait perdu la présidentielle de 2021 face à Boric, a ainsi été le grand gagnant du scrutin de dimanche.

Pour ceux qui penseraient que seule la gauche est incapable de gérer l'insécurité, rappelons qu'en Équateur la flambée de meurtres et de violences liés aux gangs est justement l'une des raisons qui pourrait entraîner la chute du président de droite, Guillermo Lasso.

Aujourd'hui la violence risque d'être instrumentalisée par des dirigeants autoritaires prompts à proposer des solutions miracles. Ce n'est pas un hasard si la politique sécuritaire draconienne du président du Salvador, Nayib Bukele, qui a mis 2 % de la population adulte sous les verrous, souvent sans procédure régulière, séduit de plus en plus les autres pays d'Amérique latine.

Un sondage surprenant a montré le mois dernier que 53 % des Chiliens étaient favorables à une suspension des libertés fondamentales dans la région métropolitaine

Boric "grand perdant"



Plus de 12 millions de Chiliens ont élu, le 7 mai, les 50 membres d'une nouvelle assemblée constituante. Le Parti républicain de José Antonio Kast

"s'est imposé comme la principale force politique du pays", résume **La Tercera**. En remportant 22 des 50 sièges, cette formation ultraconservatrice jouira d'un droit de veto sur tous les articles du projet de nouvelle Constitution et obtient ainsi "la clé du processus constituant". Dans son éditorial, le quotidien de centre droit souligne que le gouvernement de gauche de Gabriel Boric est "le grand perdant". Le scrutin du 7 mai "est la deuxième grande défaite du gouvernement en moins d'un an". Au début de septembre 2022, les Chiliens avaient massivement rejeté, à 61,9 %, une première proposition de nouvelle Constitution, qui devait entre autres reconnaître des droits aux peuples autochtones et le droit à l'avortement. Le projet de nouvelle Constitution fera l'objet d'un nouveau référendum le 17 décembre.

de Santiago [qui compte environ 7 millions d'habitants] et au déploiement de l'armée dans les rues afin de mettre fin à la criminalité. À moins que Boric et tous les partisans de la démocratie du pays ne réussissent à travailler ensemble pour éradiquer l'insécurité, l'avenir du Chili risque fort de ressembler à son passé, avec des conséquences encore plus dévastatrices.

—Brian Winter,
publié le 8 mai

SOURCE



AMERICAS QUARTERLY

New York, États-Unis

Trimestriel

americasquarterly.org

Fondée en 2007, cette revue à but non lucratif dépend du Americas Society/Council of the Americas, organisations consacrées au dialogue dans les Amériques. Elle s'intéresse aussi bien à la politique qu'à l'économie et à la culture.

**LE DESSIN
DE LA SEMAINE**



Impasse à Hollywood



← Dessin de **Bénédicte** paru dans **24 Heures**, Lausanne.

ÉTATS-UNIS — Après l'échec des négociations avec l'Association des producteurs de cinéma et de télévision, les scénaristes d'Hollywood, qui réclament entre autres de meilleures rémunérations, ont déposé leur stylo le 2 mai. Plus d'une semaine après, "les deux parties restent à mille lieues l'une de l'autre, ce qui laisse présager une impasse", écrit **The New York Times** le 8 mai. Le puissant syndicat Writers Guild of America, qui représente 11 500 scénaristes, "a promis de rester en grève aussi longtemps qu'il le faudra".

L'Alberta en feu

CANADA — Des milliers d'évacués, des villages réduits en cendres, des installations pétrolières à l'arrêt : le 6 mai, la province de l'Alberta a déclaré l'état d'urgence. Une centaine de feux de forêt attisés par des vents violents s'y sont déclenchés, "dont 29 sont hors de contrôle", rapporte le **Calgary Herald**.

Fin de l'urgence

COVID-19 — Le 5 mai, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) "a mis fin à l'urgence sanitaire mondiale concernant le Covid-19", rapporte **El País**. Le bilan officiel depuis février 2020 fait état de 6,9 millions de morts, mais l'OMS estime que le chiffre réel dépasse les 20 millions.

Verbatim

"Aujourd'hui, la civilisation se trouve à nouveau à un tournant décisif. Une véritable guerre a de nouveau été lancée contre notre patrie. Mais nous avons riposté contre le terrorisme international."

Vladimir Poutine, PRÉSIDENT DE LA RUSSIE

Le 9 mai, le maître du Kremlin a tenu un bref mais virulent discours – relayé par le quotidien russe Komsomolskaïa Pravda –, accusant les ennemis du pays d'être de "nouveaux nazis".

SERBIE

Le contrôle des armes en question après deux tueries

Les médias serbes tentent de comprendre comment un adolescent et un jeune homme ont pu tuer 17 personnes en l'espace de quarante-huit heures. Et déplorent, pour beaucoup, la réponse apportée par l'équipe au pouvoir.

La Serbie contre la violence". Derrière cette banderole, raconte le quotidien **Danas**, des dizaines de milliers de personnes ont défilé en silence à Belgrade dans la soirée du 8 mai. Elles avaient répondu à l'appel lancé par plusieurs partis d'opposition de gauche et de droite, après deux tueries perpétrées en quarante-huit heures et qui ont, au total, fait 17 morts. La foule a réclamé la démission de dirigeants politiques taxés d'inaction, notamment celle du ministre de l'Intérieur, et la fermeture des médias accusés de propager une culture de violence.

Quelques heures après la seconde fusillade, le Parlement a approuvé en urgence les mesures annoncées par le président, Aleksandar Vucic, rapporte le quotidien **Nova**. Les autorisations de port d'armes seront limitées, et les contrôles des conditions de détention seront renforcés, y compris le contrôle médical et psychiatrique régulier des personnes autorisées à posséder des armes. Un moratoire de deux ans sur les permis de port d'armes et de chasse devrait également entrer en vigueur.

"Démilitariser" le pays. Quelque 765 000 armes, restes des guerres du début des années 1990, ont été recensées en Serbie. Avec 39,1 armes pour 100 habitants, le pays est le troisième au monde pour la circulation des armes. Peu après les tueries, Aleksandar Vucic a appelé à le "démilitariser". Il aurait aussi souhaité réintroduire la peine de mort pour les auteurs de tueries de masse. Mais sa Première ministre, Ana Brnabic, a refusé, indique l'hebdomadaire **Novi Magazin**. "Nous serions probablement les seuls en Europe, avec la Biélorussie", a-t-elle argumenté.

Le journal d'opposition **Danas** regrette quant à lui que le président ne joue que la carte de la répression. Il "rivalise avec les tabloïds en matière de sensationnalisme macabre", renchérit l'hebdomadaire **Vreme**.

En fustigeant "l'influence néfaste d'Internet, des jeux vidéo ainsi que des valeurs occidentales sur les jeunes", le ministre de l'Éducation, Branko Ruzic, a lui aussi provoqué la consternation d'une partie de la

population et des médias. "Qu'a voulu dire le ministre? Que le mal vient toujours de l'Occident? Moyen facile pour détourner la douleur et l'empathie des citoyens en l'orientant vers un soutien aux modèles illibéraux, à l'instar du régime de Poutine", s'était emporté

Vreme. Branko Ruzic a fini par remettre sa démission. Mais peu après la première tuerie, alors que des fleurs étaient déposées devant de nombreuses écoles, les réseaux sociaux, eux, étaient envahis par des messages de

soutien au jeune tueur, s'est alarmé **Blic**. "Qu'arrive-t-il à nos enfants?" se demandait le quotidien, décrivant des messages qui ont "de quoi inquiéter les parents et la société".

— **Courrier international**



**REVUE
DE PRESSE**

À la une



"LA SERBIE EN ÉTAT DE CHOC",

titrait, le 4 mai, **Danas** sur sa une imprimée en noir et blanc pour l'occasion. La veille, huit élèves et un gardien d'un établissement scolaire du centre de Belgrade avaient été tués par un adolescent de 13 ans. Selon le chef de la police de Belgrade, Veselin Milic, cité par le quotidien, l'auteur de la fusillade planifiait son acte depuis un mois. Une liste de ses camarades ciblés a été retrouvée dans son appartement, ainsi qu'un plan de l'école. Au lendemain de cette tuerie, un jeune homme de 21 ans a à son tour ouvert le feu depuis sa voiture dans plusieurs villages au sud de la capitale, faisant 8 morts et 13 blessés.



CONTROVERSE

Faut-il encadrer les paris en ligne ?

Fin avril, les autorités britanniques ont publié des recommandations visant à s'attaquer à l'addiction aux jeux d'argent. Certains applaudissent, invoquant les ravages causés par ces pratiques, mais d'autres déplorent une nouvelle intrusion de l'"État-nounou".

OUI

Il était grand temps

—The Times (Londres)

L'addiction aux paris en ligne coûte plus que de l'argent. Chris Bruney, un ingénieur de 25 ans, a mis fin à ses jours quelques heures après avoir été récompensé par un "bonus" de 400 livres sterling [460 euros] pour avoir joué et perdu des sommes exorbitantes. Pour le site qui l'encourageait à miser davantage, ce bonus n'était qu'une goutte d'eau dans l'océan : Bruney avait parié 119 000 livres [136 000 euros] en cinq jours.

L'addiction aux jeux d'argent débouche, estime-t-on, sur un suicide par jour. Tel est le bilan d'une industrie qui a transformé le smartphone en casino portable.

Le gouvernement a décidé de s'attaquer à ce fléau. Un livre blanc publié jeudi [27 avril] recommande de limiter le montant des mises et de vérifier la solvabilité des joueurs dont les pertes font soupçonner une addiction. Il propose également qu'une redevance soit versée par les sociétés de paris en ligne pour financer la recherche et le traitement de la dépendance au jeu. Il était plus que temps.

La réglementation britannique sur les jeux d'argent doit être modernisée de toute urgence. Selon un rapport du Parlement, notre pays compte autour de 300 000 joueurs pathologiques, et le comportement de 1,8 million de personnes fait craindre un "risque élevé" de dépendance. Les hommes jeunes sont particulièrement vulnérables. Les dommages collatéraux sont nombreux, parmi lesquels la perte de l'emploi, la perte du logement et la rupture affective. Le coût pour la société est estimé à 1,77 milliard de livres [2 milliards d'euros] par an. La loi de 2005 sur les jeux d'argent a libéralisé un secteur limité jusqu'alors aux officines de paris, aux hippodromes et aux casinos, le transformant en cette industrie brassant 10 milliards de livres [11,5 milliards d'euros] par an que l'on connaît aujourd'hui. Cette loi n'avait pas été pensée pour les jeux d'argent sur écran tactile, dont la rapidité et la facilité d'utilisation encouragent les pratiques excessives.

Comme l'addiction échappe par nature au contrôle de la raison, les campagnes de prévention alertant sur les dangers des jeux en ligne, seules, ne fonctionneront jamais. Des mécanismes pour limiter l'accès à ces jeux sont nécessaires. À cet égard, le livre blanc propose un "léger" contrôle des personnes affichant une perte nette de 125 livres [143 euros] en l'espace d'un mois ou de 500 livres [572 euros] en un an, et des contrôles plus poussés sur les personnes enregistrant 1 000 livres [1 143 euros] de perte nette en un jour ou 2 000 livres en quatre-vingt-dix jours. Concernant la population la plus vulnérable, les 18-24 ans, les mises par joueur pourraient être limitées à un montant compris entre 2 et 4 livres [2,30 à 4,60 euros], ce qui semble raisonnable pour tout le monde. Aucune limite n'existe à l'heure actuelle.

Bien entendu, ces contrôles suscitent des inquiétudes légitimes sur la liberté de dépenser son propre argent et la protection de la vie privée. Certes, les parieurs pathologiques ne représentent qu'une petite partie des joueurs. Environ un quart du chiffre d'affaires du secteur des jeux en ligne est assuré par 1 % des joueurs, et plus de la moitié par les gros parieurs, qui représentent 5 % des utilisateurs. Les chercheurs ont montré une corrélation entre les fortes dépenses et l'addiction. D'après les estimations du gouvernement, seuls 3 % des comptes de jeux en ligne seront soumis à cette intrusion.

Lobbying. Les mesures proposées pourraient coûter jusqu'à 1 milliard de livres [1,14 milliard d'euros] à l'industrie du jeu. Certains, dont plusieurs députés, estiment que les sociétés de paris s'en tirent à bon compte après toutes ces années d'abus et de profits.

L'industrie des jeux d'argent excelle dans l'art du lobbying, comme en témoignent les sommes considérables consacrées aux cadeaux et aux avantages offerts aux députés. Le ministère des Finances réfléchira certainement à deux fois avant de mettre des bâtons dans les roues d'un secteur qui verse 2 milliards de livres [2,3 milliards d'euros] d'impôts. La rédaction du livre blanc a été reportée à plusieurs reprises, et il y aura d'autres consultations avant que ces mesures s'appliquent. Une chose est sûre, c'est qu'il ne faut pas les édulcorer.

Pour Judith Bruney, les programmes "VIP" tels que ceux qui ont piégé son fils devraient être interdits. "Nous ressentons chaque jour la douleur de la mort

de Chris", a-t-elle déclaré. L'industrie du pari en ligne joue avec la vie de ses clients depuis trop longtemps.

—publié le 27 avril

NON

C'est une atteinte à la vie privée

—The Spectator (Londres)

Le livre blanc sur les jeux d'argent a fini par être publié après quatre reports successifs, et c'est une nouvelle victoire pour les fans de l'État-nounou. Il va ouvrir d'immenses brèches dans les remparts qui protègent la vie privée. Comme l'a annoncé la ministre de la Culture, Lucy Frazer, la réforme de la loi sur les jeux d'argent sera axée sur des "contrôles de la vulnérabilité financière" : toute personne qui perdra plus de 125 livres [143 euros] en l'espace d'un mois sera soumise à une vérification de solvabilité. Et toute personne qui perdra 1 000 livres [1 143 euros] en un jour ou 2 000 livres en quatre-vingt-dix jours pourra faire l'objet d'une enquête bancaire sur ses revenus.

Par ailleurs, ce que les adultes auront le droit de faire dépendra désormais de leur âge : les mises maximales pour les machines à sous en ligne seront de 2 livres pour les moins de 25 ans et de 15 livres pour les plus de 25 ans. Le livre blanc propose également de réduire de moitié les montants à partir desquels les contrôles financiers s'appliqueront aux 18-24 ans. Voilà un moyen infaillible de pousser les joueurs les plus jeunes et les moins expérimentés vers un marché noir dangereux.

Ces contrôles sur les antécédents et les revenus des joueurs sont si lourds qu'ils portent à penser qu'une épidémie de dépendance au jeu sévit dans tout le Royaume-Uni. Ce qui est loin d'être le cas.

Le rapport publié par Christopher Snowden de l'Institute of Economic Affairs (IEA) en 2021 montrait que le nombre de joueurs pathologiques n'avait pas bougé depuis le début de leur recensement, en 1999 : ils ne représentaient pas 60 % ni 6 % de la population, mais 0,6 %. Ce chiffre a encore baissé depuis pour s'établir à 0,3 % actuellement. Bien que le Royaume-Uni abrite l'un des plus grands

marchés réglementés de jeux d'argent du monde, avec un poids estimé à 14 milliards de livres [16 milliards d'euros], le nombre de joueurs pathologiques reste bien en dessous de la moyenne mondiale. Et ce malgré toutes les évolutions numériques (et la plus grande facilité d'accès) que le secteur a connues ces dernières années.

On sait qui sont ces joueurs compulsifs : des hommes âgés de 25 à 35 ans. Mais au lieu que seuls ceux qui ont des pratiques problématiques soient ciblés et aidés, tous les adultes risquent désormais une enquête sur leur compte en banque et de voir déterrer leur passé financier, ce qui pourrait bien freiner (ou suspendre pendant une durée indéfinie) une activité légale.

Ciblage. À quoi sert le Parti conservateur s'il cède à tout bout de champ à la panique morale ? Après la "taxe soda" et l'emballage neutre des paquets de cigarettes, voilà que les torys jouent de nouveau les nounous avec une intervention qui ne repose sur rien de solide. Ils semblent également aveugles aux conséquences possibles de leurs décisions, qui risquent notamment de pousser la minorité de joueurs ayant un vrai problème entre les mains de criminels.

Tout cela porte également la marque d'un certain snobisme. On peut dépenser tout son argent ailleurs que dans le jeu. Un sac à main coûteux ou des vacances de luxe peuvent amener les gens aux mêmes seuils de dépenses, et même bien au-delà. Les problèmes d'achats compulsifs touchent environ 0,75 % de la population (soit deux fois plus de monde que les problèmes liés au jeu). Pourtant, aucun de ces achats n'est soumis à des vérifications de solvabilité et du revenu annuel pour que la banque (et l'État) puisse déterminer ce que les gens peuvent se permettre. Et une telle chose ne doit pas arriver. Comme les problèmes liés au jeu, les problèmes d'achats compulsifs sont graves pour ceux qui en souffrent, mais ils ne constituent certainement pas une épidémie. Une telle situation requiert des interventions ciblées, et non des mesures de répression visant tout le monde.

Comme la plupart du temps avec les politiques de l'État-nounou, les grands perdants seront les personnes à faibles revenus. Lorsque ces contrôles s'appliqueront, ceux qui ont des revenus élevés auront le droit de jouer et ceux qui ont des bas salaires, même s'ils ne font de mal ni à eux-mêmes ni à personne d'autre, en seront privés.

—Kate Andrews, publié le 27 avril

COURS DU SOIR GÉOPOLITIQUE

LE MOYEN-ORIENT CONTEMPORAIN

A partir du 1^{er} juin, au cours de 6 séances qui auront lieu dans l'auditorium du *Monde* et à distance, Alain Frachon et Benjamin Barthe proposeront un retour sur l'histoire tourmentée du Moyen-Orient, de 1920 et la période des mandats à nos jours et l'émergence des puissances du Golfe.

Alain Frachon est éditorialiste au *Monde*. Ancien directeur de la rédaction, il a été correspondant notamment à Téhéran, à Washington et à Jérusalem.

Benjamin Barthe est chef adjoint du service international du *Monde*. Spécialiste du Moyen-Orient, il a reçu le prix Albert-Londres pour une série de reportages sur la bande de Gaza.

avec **Alain Frachon**
et **Benjamin Barthe**



d'un continent à l'autre.

afrique



| | |
|-----------------|----|
| Moyen-Orient... | 15 |
| Asie | 16 |
| Amériques..... | 18 |
| Europe | 22 |
| France | 26 |

Soudan. Le Darfour, un carrefour explosif


FOCUS

La province de l'ouest du pays est à un croisement géopolitique où s'imbriquent alliances et rivalités tribales ou étatiques. Un débordement du conflit hors du champ de bataille est à craindre.



—Al-Jazeera, extraits (Doha)

A lors que le conflit s'intensifie au Soudan, les analystes préviennent que le vide du pouvoir au Darfour, province de l'ouest du pays, pourrait attirer des combattants et des armes venus des États voisins, dont la Libye, la République centrafricaine et le Tchad.

La sécurité de la région est compromise par le bras de fer qui oppose l'armée soudanaise aux Forces de soutien rapide (RSF), un groupe paramilitaire commandé par Mohamed Hamdane Daglo, dit "Hemeti", chef du clan Mahariya de la tribu Rizeigat [tribu arabe à majorité musulmane, au Soudan et au Tchad], dans le Darfour.

Divers acteurs régionaux ont des intérêts proches de ceux des RSF, comme le général libyen Khalifa Haftar [lui-même issu de la puissante tribu des Ferjany, Haftar

contrôle la Cyrénaïque, dans l'est de la Libye], à la tête de l'Armée nationale libyenne (ANL) auto-proclamée [non reconnue par la communauté internationale] – une force qui inclut des membres de sa famille, des milices tribales, mais aussi des mercenaires, selon Jalel Harchaoui, spécialiste de la Libye à l'institut Clingendael, un cabinet de consultants néerlandais.

Contrebande. Ces dernières années, souligne Harchaoui, des groupes arabes directement liés à la famille de Haftar ont consolidé leur contrôle sur les routes lucratives de la contrebande qui passent par la ville de Koufra, dans le désert, à la frontière entre le Darfour, le Tchad et l'Égypte. Drogue, voitures et, souvent, des réfugiés et des migrants transitent par Koufra, si bien que les RSF sont l'un des principaux partenaires commerciaux de l'ANL,

de quoi inciter Haftar à soutenir Hemeti, ajoute Harchaoui.

Or Hemeti n'est pas le seul dirigeant tribal à compter au Darfour. Son rival est Musa Hilal, du clan des Mahamid de Rizeigat, qui était à l'origine à la tête des janjawids, ces redoutables milices arabes soutenues par le gouvernement [soudanais]. Elles lui avaient servi de fer de lance dans la campagne génocidaire orchestrée par l'État contre les populations principalement non arabes en révolte contre Khartoum. [Ces milices se désignant comme arabes ont été encouragées par le président Al-Bachir pour réprimer brutalement, en 2003, les populations non arabes lors de la guerre civile qui a ravagé la région du Darfour.]

Par conséquent, les groupes armés à la frontière sud du Soudan pourraient opter pour l'un ou l'autre camp et appuyer ou, au contraire, trahir Hemeti afin de

préservier les routes de la contrebande, régler leurs comptes avec des forces rivales ou aider leurs proches au Darfour.

Alliances. Comme la 128^e brigade [une milice puissante en Libye], une unité mercenaire qui se bat pour l'ANL et compte dans ses rangs de nombreux combattants mahamid [tribu arabe] soudanais, qui profitent depuis des années de la guerre et des trafics dans des villes libyennes telles que Syrte [où est né Kadhafi, et qui est située sur la côte méditerranéenne du pays] et Sebha [la plus grande ville de la région sud de la Libye, le Fezzan]. "La 128^e comprend beaucoup de Soudanais, mais ces gens ont en quelque sorte oublié leur passé, commente Harchaoui. Ils ne [se souciaient pas du Darfour]. Mais ça pourrait peut-être changer."

Plus de dix ans après que les janjawids ont terrorisé le Darfour

sous Hilal, le gouvernement soudanais a fait monter Hemeti en puissance afin de mettre sur la touche Hilal, lequel a été arrêté en 2017, et ainsi s'emparer de ses mines d'or. Maintenant, les combattants du clan des Mahamid pourraient chercher à régler leurs comptes en aidant l'armée soudanaise à affaiblir Hemeti au Darfour, poursuit Harchaoui.

Depuis le Tchad, des combattants proches de Hemeti pourraient venir à son aide. Son cousin, Bichara Issa Djadallah, joue le rôle de conseiller du président tchadien, Mahamat Idriss Déby, et commande la Force mixte Tchad-Soudan (FMTS), chargée de surveiller la frontière du Darfour.

Il y a deux mois, la CIA a averti que Hemeti était impliqué dans un projet de coup d'État contre Déby, issu de la tribu Zaghawa [surtout implantée dans le Darfour du Nord et le nord-est du Tchad],

← Dessin de De Angelis, Italie.

depuis longtemps au pouvoir au Tchad aux dépens de la population arabe du pays.

Malgré ces informations, Déby hésite apparemment à appuyer un côté ou l'autre, de peur de s'engager aux côtés des perdants, avance Remadji Hoinathy, spécialiste du Tchad à l'Institute for Security Studies. "Ce qui ne veut pas dire que les Arabes du Tchad ou des combattants zaghawa ne vont pas intervenir pour soutenir leurs parents au Darfour, dit Hoinathy. Des habitants de la région nous ont dit que l'armée soudanaise et Hemeti appelaient respectivement non-Arabes et Arabes à les rejoindre."

En Centrafrique, le gouvernement de Faustin-Archange

Depuis le Tchad, des combattants proches de Hemeti pourraient venir à son aide.

Touadéra s'efforce de rester neutre, indique John Lechner, spécialiste du Groupe Wagner et des groupes rebelles au Sahel.

Il précise que plusieurs groupes armés centrafricains [dont les groupes nés de l'éclatement de la Séléka, une coalition armée qui a compté dans ses rangs des mercenaires tchadiens, libyens et soudanais] ont récupéré des armes et des recrues du Darfour par le passé. "Je pense que les groupes armés [de Centrafrique] se tiendront pour l'essentiel à l'écart des combats. Mais si les populations [du Darfour], dans lesquelles ces groupes armés centrafricains recrutent, se retrouvent impliquées dans le conflit, alors, certains d'entre eux pourraient rentrer au pays pour se battre – pas forcément au nom des groupes armés, mais individuellement", fait-il observer.

Lechner insiste qu'il est peu probable que ce conflit renforce les groupes armés centrafricains au point qu'ils soient capables de renverser le pouvoir dans leur pays.

Mais si les RSF sont sérieusement affaiblies au Darfour, beaucoup de leurs combattants pourraient rejoindre les groupes armés de la région, y compris en Centrafrique. Quoi qu'il en soit, peu de gens considèrent que Hemeti puisse être vaincu dans son fief.

— **Mat Nashed,** publié le 1^{er} mai

Les racines du mal

Le Soudan est aujourd'hui l'objet d'une rivalité sanglante entre deux généraux. Mais les origines de cette déflagration soudanaise sont anciennes.

— **The Guardian** (Londres)

La rapidité avec laquelle le Soudan a basculé est le premier signe que cette crise était en gestation depuis longtemps. L'effondrement du pays est le résultat d'une succession d'échecs, de complications et de complaisances qui couvaient depuis si longtemps en arrière-plan que ceux qui en étaient conscients se disaient qu'ils dureraient éternellement.

Jusqu'à ce qu'un groupe paramilitaire, les Forces de soutien rapide (RSF), et l'armée entrent en guerre pour le contrôle du pays – prenant la population soudanaise au piège entre eux. La capitale, Khartoum, est désormais une zone de guerre, théâtre de scènes surréalistes, avec des chars, des frappes de missiles et des panaches de fumée qui s'élèvent au-dessus de la ville.

Le conflit a éclaté exactement quatre ans après la formidable révolution [en 2019] qui, contre toute attente, avait réussi à chasser le président Omar Al-Bachir au bout de près de trente ans de dictature, de pillage économique et de génocide – engendrant de ce fait un vide du pouvoir pour lequel les deux forces s'affrontent.

La tragédie du Soudan est celle d'un pays qui a osé demander plus et en paie aujourd'hui le prix. Il rejoint la triste procession de ces États arabes qui, ces dix dernières années, n'ont renversé des dictateurs que pour voir foulés aux pieds leurs espoirs de démocratie.

Au mieux, avec de la chance, comme cela a été le cas en Égypte sous le règne d'Abdel Fatah Al-Sissi [élu président en 2014], après la révolution [de janvier 2011], l'ancien régime est simplement revenu au pouvoir, se montrant cette fois encore plus brutal et paranoïaque.

Dans le scénario du pire, tel que l'ont vécu la Libye, le Yémen et la Syrie, l'État a sombré dans la guerre civile, provoquant un exode de réfugiés qui se sont

lancés dans un périlleux voyage vers l'Europe.

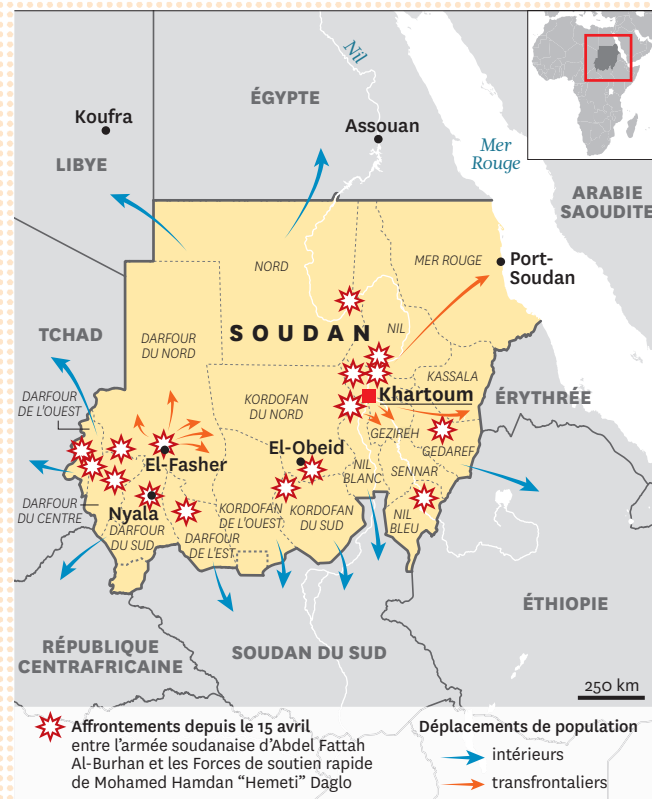
Mais la tragédie du Soudan, c'est aussi celle d'un pays où il est grand temps de regarder le passé en face. Les événements de ces dernières semaines ont commencé il y a vingt ans, dans la région occidentale marginalisée du Darfour. Une révolte contre le gouvernement y a été impitoyablement réprimée par un groupe de combattants et de pillards baptisé les janjawids [milices arabes qui, au Darfour, ont commis des exactions et crimes contre les populations non arabes de la région].

Génocide. [Omar Al-]Bachir, un militaire porté au pouvoir par un coup d'État soutenu par les islamistes en 1989, se refusait à impliquer sa précieuse armée dans l'affaire et a plutôt préféré attiser les différends tribaux et ethniques en appuyant les janjawids pour qu'ils agissent à sa place. Des centaines de milliers de gens ont été tués, les femmes systématiquement violées, et des millions de personnes ont été déplacées.

Attirant l'attention de la communauté internationale, le génocide s'est traduit par des sanctions contre le régime, et Al-Bachir a été inculpé par la Cour pénale internationale (CPI). Mais au Soudan, rien n'a changé. Les janjawids ont acquis une existence officielle sous le nom de RSF et sont devenus plus puissants sous la férule du chef de guerre Mohamed Hamdane Daglo (connu sous le nom de "Hemeti"), dont les ambitions n'ont cessé de croître depuis que Bachir l'a laissé accumuler actifs et influence du moment qu'il le protégeait.

Hemeti n'a pas respecté sa part du marché et a emboîté le pas au mouvement en faveur de la démocratie en 2019 – et, avec l'armée, il a fini par mettre Al-Bachir à l'écart [en avril 2019].

D'autres protagonistes se sont retrouvés mêlés au sort du Soudan. La communauté internationale a imposé des sanctions maladroites qui n'ont fait que saper la capacité de la population → 14



L'or de Hemeti et les armes de Wagner

●●● L'or est le "carburant" du conflit au Soudan. Certes, la population soudanaise est pauvre, mais le sous-sol du pays regorge de "ressources importantes en pétrole, en or et d'autres minéraux précieux comme l'argent, le fer", détaille **Le Soir**. La sécession du Soudan du Sud, en 2011, a privé Khartoum de "75 % de ses réserves pétrolières". Le pays s'est alors tourné vers l'exploitation de l'or, dont les principales mines sont situées au Darfour. Hemeti, originaire de cette région, a assis son contrôle sur le trafic du métal précieux, devenant ainsi l'homme le plus riche du pays. Les appétits russes et émiratis pour l'or expliquent en partie leur soutien à Hemeti. Avant le conflit, l'or soudanais a inondé le marché intérieur émirati. Par un système complexe, "Dubai, l'une des principales plaques tournantes du commerce de l'or dans le monde, a fourni les moyens nécessaires pour échanger cet or contre de l'argent liquide. Une fois de plus, les Émirats arabes unis sont apparus comme un pôle d'échange essentiel reliant les

acteurs locaux aux puissances mondiales", affirme **Middle East Eye**. Pour ce qui est des intérêts russes, le Groupe Wagner s'est enrichi grâce à des concessions aurifères au Soudan, note le site panarabe. Cet or soudanais lui a permis de financer ses opérations sur le continent africain. Ces liens expliquent que, dès le début du conflit opposant Hemeti à Al-Burhan, Wagner a fourni des missiles aux RSF, selon les informations de **CNN**. Mais la Russie a aussi un intérêt géostratégique dans le pays. Moscou souhaite construire une base navale à Port-Soudan afin de la relier à sa base de Tartous, en Syrie, et d'étendre son influence sur la mer Rouge. Le but, analyse **The New Arab**, est de "dominer ainsi le trafic maritime de la Méditerranée à l'océan Indien". Or, rappelle le média saoudien, la mer Rouge est "la principale artère d'exportation de pétrole", où transitent 4,5 millions de barils par jour. La Russie pourrait "contrôler l'approvisionnement mondial en pétrole".

— **Courrier international**



↳ Dessin d'Osama Hajjaj,
Jordanie.



CARTOON MOVEMENT

13 ← soudanaise à résister à son gouvernement despotique.

Une horde de gouvernements et de monarchies non démocratiques et cyniques en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ont soutenu aussi bien l'armée que la milice après la révolution de 2019, afin d'empêcher que fleurissent les espoirs démocratiques dans leur arrière-cour.

Enfin, récemment, la Russie s'est associée avec la milice soudanaise pour l'extraction de l'or et établir un partenariat dans le domaine de la sécurité.

Il est difficile de l'admettre, mais la faute n'en incombe pas seulement aux dirigeants locaux et aux acteurs internationaux. Dans le pays et parmi ceux qui se retrouvent aujourd'hui pris entre deux feux, d'aucuns ont approuvé la situation, selon le principe à courte vue que ce qui se passait hors de Khartoum ne comptait pas.

Le régime d'Al-Bachir a engendré une classe nombreuse qui s'est développée sous son pouvoir, et ce dernier l'a encouragée à ignorer délibérément les événements.

La guerre qui déchire aujourd'hui Khartoum n'est qu'un échantillon de ce que plusieurs régions dans tout le pays ont subi pendant des années, alors que la capitale connaissait la paix et des phases de prospérité.

Cette déconnexion est la source de cruels ressentiments, elle a fracturé l'identité nationale

et abandonné l'immense arrière-pays à l'anarchie, aux mercenaires et aux seigneurs de la guerre.

Ainsi, la brève période d'espoir dont le Soudan a fait l'expérience au lendemain de la révolution de 2019 n'a pas tardé à être rattrapée par la réalité. Les slogans qui appelaient à la démocratie, même s'ils ont un temps été scandés dans tout le pays, ont

Cette guerre n'est qu'un échantillon de ce que plusieurs régions ont subi pendant des années.

bien vite été occultés par les exigences des diverses factions, groupes rebelles, partis civils et intérêts solidement ancrés des élites, tous ayant leur vision de ce que devait devenir le Soudan après la révolution.

On pourrait croire que je rédige là la nécrologie de mon pays natal. Mais en fait, c'est une tentative, peut-être naïve, d'envisager un futur quel qu'il soit pour le Soudan en resituant ce conflit dans un contexte plus général d'irresponsabilité internationale et de renonciation locale.

Si j'ose imaginer cet avenir d'après-guerre, c'est parce que quelque chose de nouveau est effectivement né de la révolution de 2019 : la détermination du peuple soudanais à ne

plus accepter le règne de l'armée, aussi importante que soit la classe de ses bénéficiaires.

Cette résolution a coûté la vie à des centaines de personnes, tuées par les forces de sécurité, au cours des quatre dernières années, pour avoir réclamé l'expulsion de l'armée et de toutes les milices du pouvoir.

À ce bilan s'ajoutent maintenant des centaines d'autres victimes, tandis que les Soudanais fêtaient l'Aïd en s'abritant des bombes et des balles de deux camps qui ne se sont jamais souciés de l'intérêt du peuple. Un moment terrible, sans aucun doute.

Mais peut-être peut-on espérer, si cela veut dire que le peuple soudanais, une fois pour toutes, a compris que la paix ne pourra jamais durer tant qu'elle ne sera la paix que pour quelques-uns et non la paix pour tous.

— Nesrine Malik,
publié le 23 avril

SOURCE

THE GUARDIAN

Londres, Royaume-Uni
Quotidien, 134 443 ex. (2019)
theguardian.com

L'indépendance et la qualité caractérisent ce titre né en 1821. Orienté au centre gauche, il est le titre de référence de l'intelligentsia, des enseignants et des syndicalistes.



Contexte

Des rivalités personnelles et un choc idéologique

Tama Media a interrogé Mohamed Naji, rédacteur en chef du site **Sudan Tribune** depuis 2003. Pour le journaliste soudanais, qui répond longuement au média panafricain, les prémices du conflit intérieur soudanais sont aussi à chercher dans une opposition très personnelle entre les deux protagonistes militaires à l'origine du conflit. "Le général Abdel Fattah Al-Burhan représente l'élite traditionnelle issue du nord du pays, associée au courant islamiste au pouvoir sous l'ancien président Omar Al-Bachir ; Hemedi, lui, est le porte-parole des régions périphériques, prétendant rendre le pouvoir aux civils", analyse ainsi Mohamed Naji. "Ces conflits entre les deux hommes sont donc en passe

de se transformer en guerre civile. Les civils prennent maintenant les armes et attaquent les groupes ethniques de Hemedi pour se venger. Sur les réseaux sociaux, des Darfouriens publient des messages avec beaucoup d'amertume et de ressentiment afin d'encourager les gens à prendre les armes", précise-t-il à Tama Media. Il s'alarme tout autant de l'onde de destruction armée que ce conflit peut créer dans la région tout entière, soulignant que "des rapports récents montrent que dans l'État du Darfour de l'Ouest, à la frontière avec le Tchad, des affrontements alimentés par d'anciennes rivalités ethno-culturelles et l'accès aux ressources sont également en train de s'envenimer".

Analyse

La Russie vient combler le vide

●●● Le pays en conflit est une métaphore des défis que le Sahel représente pour l'Occident en général et pour l'Union européenne en particulier, affirme **El Mundo** dans un éditorial consacré à la situation du pays africain. Pour le quotidien espagnol, la tragédie actuelle est une allégorie de la complexité des facteurs et des intérêts qu'il faut démêler dans le nœud national et géopolitique soudanais. L'éditorial appelle donc à sortir des analyses binaires.

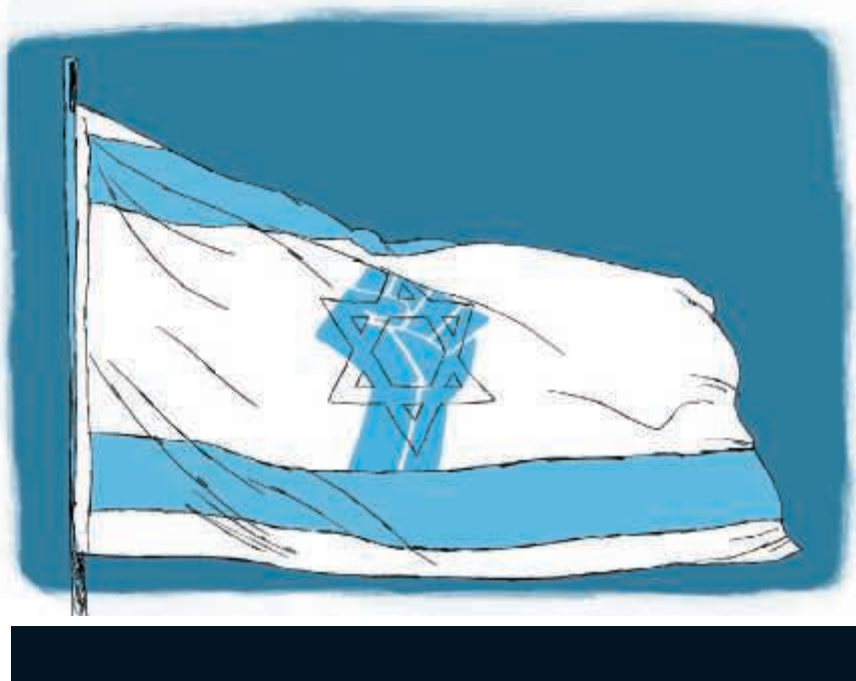
La situation soudanaise opère également comme une métaphore du retrait des États-Unis et de l'Europe de la région, tandis que la Russie vient combler le vide laissé par les Occidentaux. "L'abandon

de ce corridor continental" a également laissé la place à des puissances régionales, l'Égypte, l'Éthiopie, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, qui, par leurs parrainages opposés aux deux généraux rivaux, enveniment une situation intérieure déjà meurtrière pour la population soudanaise. Enfin, le Soudan est une métaphore de la sécurité européenne. Car même si l'Ukraine monopolise à juste titre l'attention de l'Europe, cette dernière ne peut pas faire l'économie de s'intéresser à "ce ventre géopolitique". "Nous ne pouvons pas perdre de vue le Sahel. Bref, il faut regarder vers le sud pour ne pas perdre le nord", conclut **El Mundo**.



Politique. Le vent de l'histoire a tourné

Fondateurs ou précurseurs d'un modèle politique calqué sur l'Occident, les Ashkénazes d'Israël, les chrétiens du Liban ou les laïcs de Turquie sont de plus en plus marginalisés dans leur pays.



—Daraj (Beyrouth)

Le Moyen-Orient connaît de grandes transformations, qui vont bien au-delà du politique [ou de la géopolitique]. [Une transformation profonde de la structure sociodémographique dans certains pays est en marche depuis des décennies], comme en atteste le déclin des Ashkénazes en Israël, des chrétiens au Liban et des laïcs en Turquie.

Il s'agit d'un changement prodigieux, car ce sont ces groupes politiques, ethniques ou religieux qui ont fondé leurs États-nations respectifs. En Turquie, autour de la figure de Kemal Atatürk, chef militaire et fondateur de la République turque en 1923; au Liban, avec l'établissement, sous le mandat français, en 1920, du Grand Liban, et en

Israël, à travers le Parti travailliste, qui dirigea le pays dès sa création, en 1948.

Dans les trois cas, ces groupes voulaient calquer leur création étatique sur un modèle occidental. Ce n'est pas le lieu ici de juger de leurs réussites ou échecs. Ce qui nous intéresse, c'est le constat que tous les trois sont aujourd'hui en perte de vitesse, à cause notamment des évolutions démographiques.

Les laïcs turcs ont commencé à perdre leur position dominante en 2003, avec l'accession de Recep Tayyip Erdogan au pouvoir, d'abord comme Premier ministre, puis, à partir de 2014, comme président.

Même si les laïcs devaient remporter les élections [présidentielle et législatives, fixées au 14 mai prochain], cela ne signifiera pas un retour à la situation antérieure. Ne serait-ce que parce que



ANALYSE

l'armée a été brisée en tant qu'institution [gardienne des principes kémalistes]. Les laïcs ont même dû s'allier avec des islamistes "modérés" tels qu'Ahmet Davutoglu [ancien Premier ministre allié d'Erdogan, mais qui a rompu avec lui].

Au Liban aussi, les chrétiens se sentent en marge du pays dont ils ont été les fondateurs. Certains expliquent leur affaiblissement par la guerre civile qui fit rage de 1975 à 1990, d'autres par le rôle joué par la Syrie [pendant les années d'occupation de 1976 à 2005]. Mais aussi bien à la fin de la guerre civile qu'après le départ des troupes syriennes, le rétablissement de leur statut passé s'est avéré n'être qu'une chimère.

Partout au Moyen-Orient, de bruyantes affirmations identitaires contribuent à la décomposition des États et menacent l'unité nationale.

De même en Israël, où les Ashkénazes ont perdu leur rôle de premier plan par étapes successives. À commencer par la première défaite électorale du Parti travailliste, en 1977, qui permit pour la première fois au Likoud d'accéder au pouvoir, sous le Premier ministre Menahem Begin.

Ensuite, par l'immigration des [Juifs arrivés des pays issus de l'ex-Union soviétique] et la hausse du nombre de Séfarades, qui ont entraîné l'accélération d'implantations de colonies [dans les Territoires palestiniens], et ont contribué à propulser des partis extrémistes – religieux et nationalistes – au pouvoir.

On peut par ailleurs y voir une ressemblance avec la situation en Irak. Là-bas, ce sont les sunnites [qui avaient formé la colonne vertébrale de l'État moderne depuis sa création, en 1919, jusqu'à la chute de la dictature de Saddam Hussein, en 2003, mais qui se trouvent depuis marginalisés].

Pis, ils n'ont pas trouvé leur place lors de la mobilisation révolutionnaire de 2019 à 2020, largement dominée par les chiites, qui n'ont pas cru nécessaire de faire en sorte que la mobilisation transcende les clivages confessionnels.

Ce qui permet de faire un parallèle avec ce qui se passe aujourd'hui en Israël, avec les manifestations hebdomadaires contre Benjamin Nétanyahou et ses alliés extrémistes religieux pour dénoncer le danger

qu'il représente pour la démocratie, pour les prérogatives de la Cour suprême et pour les droits des LGBTQI [ces manifestations sont majoritairement le fait des Ashkénazes].

Même chose au Liban, où les chrétiens ont massivement participé au mouvement du 14 mars 2005 [pour réclamer le départ des troupes syriennes], puis à l'élan révolutionnaire de 2019 [contre la corruption et l'ensemble de la classe dirigeante]. Bien qu'ils ne le formulent guère de manière explicite, leur état d'esprit dominant est qu'il faudrait réviser l'ordre politique du Liban, avec des demandes qui vont de la décentralisation renforcée jusqu'à la partition du pays, en passant par le fédéralisme.

Même observation en Turquie, où les laïcs rechignent à prendre pleinement en compte les Kurdes, qui représentent pourtant un cinquième de la population. Cela s'est encore vu tout récemment, quand ils n'ont pas pu s'entendre avec le Parti démocratique des peuples (HDP), le plus grand parti kurde de Turquie.

Le fait est qu'ils parviennent encore à se maintenir sur l'échiquier politique principalement grâce aux échecs du président Recep Tayyip Erdogan plutôt qu'en raison de [leurs propres succès, y compris] leur capacité à combler le profond fossé qui les sépare des milieux croyants.

Un peu partout au Moyen-Orient, de bruyantes affirmations identitaires contribuent à la décomposition des États et menacent l'unité nationale. Et cela emporte sur son passage toute possibilité de porter un projet de transformation politique.

—Yasmine Ibrahim, publié le 28 février

SOURCE



DARAJ

Beyrouth, Liban

daraj.com

Daraj, "Escalier", est un média alternatif né en 2017 à Beyrouth. Tenu par des journalistes du Liban et d'autres pays arabes, il accorde une vraie place au reportage et à l'enquête, et traite de sujets rares dans les autres médias de la région.



LES MOTS DES AUTRES

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



asie

Thaïlande. Les militaires sauront-ils céder la place ?

Le parti d'opposition Pheu Thai était donné favori avant les élections générales du 14 mai. Mais la junte, qui s'appuie sur la monarchie, n'accepte que les résultats qui lui conviennent, rappelle ce politologue thaïlandais.



CAGLE CARTOONS

—**Nikkei Asia**, *extraits* (Tokyo)

Le scrutin [du 14 mai] en Thaïlande est sans doute le plus déterminant de l'histoire du pays. Ce qui se joue, ce sont les rôles et les fonctions que l'électorat entend donner à l'armée et à la monarchie. Pour sortir du malaise dans lequel le royaume est plongé depuis près de vingt ans, il faudra trouver des compromis entre institutions traditionnelles et démocratiques.

Un cycle d'instabilité politique a commencé en 2005. Cette année-là, Thaksin Shinawatra, alors Premier ministre, et son parti Thai Rak Thai sont reconduits au pouvoir en emportant 75 % des sièges au Parlement, contre 49 % aux législatives précédentes, en 2001. Le Thai Rak Thai devient la première formation politique thaïlandaise à achever un mandat complet et à pouvoir former un gouvernement sans coalition.

Cette victoire écrasante place dès lors Thaksin et ses partisans en porte-à-faux avec l'immense popularité du roi Bhumibol Adulyadej [sur le trône de 1946 à sa mort, en 2016]. Thaksin représente une menace existentielle pour les trois piliers de la monarchie que sont l'armée, la justice et l'administration.

À partir de février 2006, des soupçons de corruption et de conflit d'intérêts pesant sur le Premier ministre servent de prétexte aux manifestations des "chemises jaunes", un prélude au coup d'État militaire qui survient en septembre de la même année. La justice ordonne la dissolution du Thai Rak Thai, Thaksin est contraint à l'exil et condamné par contumace. Une nouvelle Constitution inspirée par les militaires est adoptée en 2007 dans le but de marginaliser son nouveau parti, le Pheu Thai (Parti pour les Thaïs).

Cela n'empêche nullement le Pheu Thai de remporter largement

le scrutin suivant, fin 2007. Rebelote : manifestations des "chemises jaunes" et nouvelle dissolution du parti de Thaksin par la justice. Spoliés, les électeurs du Premier ministre déchu forment le mouvement des "chemises rouges" et descendent à leur tour dans la rue. La répression par l'armée des manifestations de 2009-2010 fait plus de 80 victimes.

Le scénario se répète en 2011, quand Yingluck Shinawatra, la sœur de Thaksin, conduit de nouveau le Pheu Thai à une victoire écrasante dans les urnes, ce qui entraîne là encore une vague de manifestations, puis un putsch militaire en 2014.

Dans la Constitution de 2017, la junte réserve un tiers des sièges du Parlement à des représentants nommés. Une garantie pour son chef, Prayuth Chan-ocha, Premier ministre. Et de fait, celui-ci conserve ainsi le pouvoir après les élections législatives de 2019.

Aujourd'hui, en surface, le même scénario se joue. Le Pheu Thai, désormais dirigé par la fille de

Thaksin, Paetongtarn Shinawatra, 36 ans, devrait l'emporter largement face aux partis proches de la junte que sont le Palang Pracharat (PPP) et United Thai Nation (UTN).

Depuis vingt ans, les Thaïlandais n'ont donc cessé de plébisciter des formations politiques pro-Thaksin. Voilà qui en dit long sur l'incompétence du système monarchique conservateur. Avec deux coups d'État, deux Constitutions et d'innombrables manœuvres judiciaires, celui-ci disposait pourtant de tous les pouvoirs pour refaçonner la Thaïlande comme bon lui semblait.

Si le système en place est aussi inapte à conquérir les cœurs et les esprits, c'est parce qu'il refuse d'entendre les Thaïlandais lambda qui aspirent à construire un avenir meilleur dans l'après-Bhumibol. Il refuse de voir que les fidèles sujets sont peu à peu devenus des citoyens plus éclairés. Certes, Thaksin s'est lancé en politique comme on fait des affaires, mais il a mesuré tout le pouvoir potentiel de cette majorité vivant dans les campagnes et les bidonvilles, et il entendait leur offrir, à eux et à leurs enfants, des perspectives d'avenir.

Ses adversaires ont eu beau dénoncer le populisme de l'ère Thaksin, aujourd'hui tous les partis en lice pour les législatives promettent aides et subventions à gogo. Le camp de l'ancien Premier ministre a imposé son idéologie, ces élections le prouvent.

Lèse-majesté. La société thaïlandaise évolue. Les oubliés de toujours peuvent désormais se faire entendre. Mais les pouvoirs en place refusent le changement, préférant le maintien, voire la restauration, de l'ordre ancien, celui de la seconde moitié du xx^e siècle. Voilà pourquoi ce sont des formations pro-Thaksin qui depuis 2001 portent toutes les élections, et pourquoi le Pheu Thai s'achemine encore vers la victoire.

La grande nouveauté de ce scrutin réside dans l'émergence du parti Move Forward, populaire en particulier chez les jeunes. En 2019, Future Forward, dont il est l'héritier, avait fini troisième aux législatives. Dénonçant les coups d'État militaires et l'opacité de la monarchie, Future Forward a été dissous par la justice en février 2020. Une année

de manifestations dans les écoles et les universités de tout le pays a suivi. Pour faire taire cette jeunesse, le pouvoir a eu recours à l'intimidation, à la coercition et à des procédures judiciaires abusives, à l'image des poursuites pour crime de lèse-majesté, utilisées à tort et à travers. Les coupables sont passibles de trois à quinze ans de prison, et il est rare d'être mis en examen sans être condamné. [Selon l'organisation des avocats thaïlandais pour les droits humains, 1895 personnes ont été poursuivies pour raisons politiques depuis juillet 2020.]

Voilà en tout cas la Thaïlande dotée d'un parti politique prometteur et non aligné sur Thaksin. Les partis Move Forward et Pheu Thai appellent l'un comme l'autre à réviser la Constitution et à revoir

Pour faire taire la jeunesse, le pouvoir a recours à l'intimidation et à la coercition.

la place de l'armée dans les institutions, ainsi que la conscription. Mais le programme de Move Forward est plus audacieux, promettant l'élection directe des gouverneurs des provinces, une réforme foncière et d'autres changements politiques qui ébranleraient les prérogatives et les privilèges de l'ordre ancien.

Après ce scrutin, de deux choses l'une : soit la Thaïlande s'installe plus fermement et plus durablement encore sous la férule d'un État bureaucratique conservateur et monarchiste, soit elle choisit de rebondir avec un gouvernement différent, capable de la tourner de nouveau vers l'avenir.

Dans ce dernier cas, on n'assistera pas forcément à un renversement radical de l'ordre établi. Un compromis est possible, dans lequel le parti arrivé en tête pourrait former un gouvernement et mettre en œuvre les réformes économiques structurelles qui s'imposent, tout en procédant à une libéralisation politique progressive. Mais, si les résultats de ces élections sont une fois encore méprisés, le déclin politique et la marginalisation économique du pays se poursuivraient, et l'agitation sociale pourrait reprendre.

—**Thitinan Pongsudhirak**, publié le 25 avril

AFGHANISTAN

Kandahar, nouveau siège du pouvoir

Plusieurs porte-parole clés du gouvernement ont quitté Kaboul pour la ville du sud du pays, où réside le chef suprême des talibans. Signe, pour certains, que des fissures se créent au sein du groupe armé.



—Gandhara (Kaboul)

La ville de Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan, est le berceau historique et la base politique des talibans. Et maintenant, sous le règne du groupe armé, la deuxième ville du pays est apparemment en train de devenir la capitale nationale de facto.

Plusieurs responsables ont récemment été transférés de Kaboul, la capitale, à Kandahar. Le mollah Haibatullah Akhundzada, le chef suprême des talibans, y réside, et il ne quitte que rarement le fief pachtoune du sud de l'Afghanistan [les talibans sont presque tous d'ethnie pachtoune]. D'après les observateurs, la décision d'Akhundzada de déplacer les bureaux de deux porte-parole talibans à Kandahar s'inscrit dans sa volonté de renforcer son emprise sur le pouvoir. Ce alors que les rumeurs font état de tensions entre certains des principaux ministres talibans installés à Kaboul et un puissant groupe de religieux dirigés par Akhundzada à Kandahar.

Contrôle. "On a l'impression que le pouvoir politique est en cours de transfert de Kaboul à Kandahar", nous explique Sami Yousafzai, journaliste et commentateur afghan chevronné qui suit les talibans depuis leur apparition, dans les années 1990. "Akhundzada est en train de créer un gouvernement parallèle à celui de Kaboul."

Ces derniers mois, des hauts responsables des talibans auraient critiqué Akhundzada, l'accusant de monopoliser le pouvoir et de s'entourer de religieux ultraconservateurs qui partagent ses opinions extrémistes. La politique répressive d'Akhundzada suscite l'hostilité des Afghans et a isolé le gouvernement des talibans, non reconnu sur la scène internationale. Sous sa férule, les talibans ont privé les femmes d'une grande partie de leurs droits, étouffé la presse libre et commis des violations des droits de l'homme.

Akhundzada, religieux intransigeant et ancien juge, tranche toutes les questions importantes dans le système du clergé taliban.

Après la prise de pouvoir par le groupe, en août 2021, ce sont des ministres qui se sont chargés de la gestion quotidienne du gouvernement. Mais, depuis quelques mois, Akhundzada tente d'intervenir dans les moindres détails des affaires de l'État, affirme Yousafzai. "Il s'implique maintenant dans la nomination des commandants de

district, des fonctionnaires et des directeurs des divers départements du gouvernement, précise-t-il. Il nomme ses fidèles partout."

Zabihullah Mujahid, le principal porte-parole du mouvement, a transféré son bureau de Kaboul à Kandahar le 6 avril, selon Abdul Mateen Qani, porte-parole du ministre de l'Information et de la Culture. Inamullah Samangani, un autre porte-parole important du gouvernement, chef du centre des médias et de l'information des talibans, s'est lui aussi installé depuis peu à Kandahar.

La ville, qui a toujours été un grand centre politique, fut brièvement la capitale de l'Afghanistan lors de sa fondation, en 1747. Nombre des rois qui ont régné sur le pays jusqu'à ce que la monarchie soit renversée en 1973 étaient originaires



de la région de Kandahar. Les talibans y ont fait leur apparition pendant la guerre civile, vers le milieu des années 1990. Le fondateur du groupe, le mollah Mohammad Omar, a continué à utiliser Kandahar comme capitale de facto même après la prise de

Kaboul par les talibans en 1996. Le mouvement islamiste intégriste a été chassé du pouvoir par l'invasion sous commandement américain en 2001. Andrew Watkins, spécialiste de l'Afghanistan au United States Institute of Peace, un cabinet de consultants de Washington, estime que le transfert de Mujahid est l'un des signes les plus visibles d'une tendance qui semble confirmer qu'Akhundzada s'efforce de consolider son influence. Selon Watkins, Akhundzada tient à contrôler le "discours public", ce qui a "toujours été une priorité pour les talibans", ajoute l'expert.

Les talibans nient que la décision de transférer des hauts

responsables soit liée à une lutte pour le pouvoir. Mujahid a déclaré qu'une partie de ses services s'était installée à Kandahar pour se rapprocher des réunions et des autres activités du chef des talibans : "Ce déménagement ne revient pas à transférer la capitale à Kandahar."

Les observateurs en doutent. "Il y a des factions au sein du mouvement qui veulent davantage de pouvoirs, nous a affirmé Tariq Farhadi, analyste politique afghan qui vit en Europe. Ce qui brosse un tableau inquiétant pour l'avenir des talibans."

—Ikramullah Ikram, Abubakar Siddique, publié le 18 avril

SOURCE



GANDHARA

Kaboul, Afghanistan gandhara.rferl.org "Gandhara" fait référence à une ancienne région correspondant à l'actuelle vallée de Peshawar, dans l'extrême nord du Pakistan, depuis la vallée de l'Indus jusqu'aux montagnes qui s'étendent vers Kaboul, en Afghanistan. Il s'agit d'un site d'information anglophone émanant des médias américains Radio Free Europe et Radio Liberty.

ILS REFONT LA FRANCE

Anaïs BOUTON

Tous les vendredis de 19h15 à 20h00 | Disponible en podcast



En partenariat avec





amériques

États-Unis. Plus visibles, les trans sont devenus plus vulnérables

De mieux en mieux représentées dans les films, la culture et les arts, et de plus en plus visibles dans la société en général, les personnes trans subissent aujourd'hui une forte hostilité de la part des conservateurs.



—The Washington Post, extraits (Washington)

Quand l'auteur de livres pour enfants Kyle Lukoff a commencé à écrire *Call Me Max* ["Appelle-moi Max", non traduit en français], c'était un acte téméraire. Alors qu'une vague de censure frappait les États-Unis – des demandes d'interdiction portant majoritairement sur des livres écrits par des personnes LGBTQI [lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queers et intersexes] et des membres de minorités visibles –, Kyle Lukoff s'est intéressé aux reproches formulés par les parents, les élus et les militants conservateurs. À les

entendre, ces livres contenaient du langage grossier et des contenus trop osés pour les enfants.

Alors Lukoff, qui est un homme trans, a essayé d'en écrire un qui soit inattaquable et aussi simple que possible. *"Je voulais que les gens ne puissent plus se cacher derrière des arguments fallacieux. Je voulais les forcer à reconnaître qu'ils n'aimaient pas ce livre parce qu'il parle d'une personne trans"*, explique-t-il.

Dans son livre, un enfant appelé Max demande à son professeur de l'appeler par le nom qu'il a choisi, et non par celui inscrit sur la feuille d'appel. Il partage ses sentiments sur son identité avec ses parents. Il se fait de nouveaux amis.

Le gouverneur républicain de Floride, Ron DeSantis, a montré une image du livre avant de promulguer une loi, l'année dernière, qui interdit aux élèves de la maternelle au CE2 de discuter de tout sujet lié à la sexualité ou à l'identité de genre.

Pop culture. Kyle Lukoff avait donc réussi son pari. Mais *"ce que je n'avais pas prévu, reconnaît-il, c'était à quel point ce succès serait déprimant"*.

Les enjeux n'ont jamais été aussi considérables pour les personnes trans aux États-Unis. Leurs droits reculent dans tout le pays, et certains artistes voient leur travail violemment remis en cause.

En même temps, les artistes, auteurs et performeurs trans ont plus d'occasions de s'exprimer, et le grand public se voit proposer des portraits de personnes transgenres plus nuancés que jamais.

Les réalisateurs trans présentent leurs films dans des festivals comme celui de Sundance, des musiciens trans remportent des récompenses aux Grammy Awards, et des écrivains trans deviennent des auteurs à succès. Même des jeux vidéo populaires comme *Les Sims 4* permettent désormais aux joueurs de créer des personnages trans.

Mais ce renforcement de leur visibilité, et donc de l'acceptation de ces communautés et de leur meilleure compréhension, s'accompagne d'une vulnérabilité accrue.

Bien avant d'entrer dans la culture populaire, les artistes trans n'avaient d'autre choix que de s'exprimer pour eux-mêmes. Les écrivains fondaient leurs propres maisons d'édition pour publier leurs livres. Ils créaient leurs propres super-héros. Des artistes comme Juliana Huxtable, Greer Lankton et Loren Cameron explorait les strates de leur identité à travers des poèmes, des tableaux et des photographies.

Dans la culture populaire, les représentations des trans ont

"Ce que je n'avais pas prévu, c'était à quel point ce succès serait déprimant."

Kyle Lukoff,
AUTEUR POUR ENFANTS

toujours été le fruit de l'imagination des personnes cisgenres [dont l'identité de genre correspond au sexe qui leur a été assigné à la naissance] : des reflets directs de leurs peurs, de leur fascination, de leurs pulsions et de leur méconnaissance de la transidentité.

À la télévision et au cinéma, la représentation des trans était souvent stéréotypée, un transgenre était soit un méchant (un tueur en série transformiste), soit une victime (des travailleurs sexuels assassinés dans des séries policières; des patients hospitalisés à cause de complications dans leur transition dans les séries médicales).

✓ Tre'vell Anderson, journaliste et essayiste non binaire. Photo Marvin Joseph/The Washington Post

Dans les émissions de télé, le public sifflait les apparitions de trans. Dans des comédies populaires, les personnages masculins cis avaient la nausée à l'idée de coucher avec une femme trans. *Grand Theft Auto* et d'autres jeux vidéo comprenaient des descriptions peu flatteuses de personnes trans. Les grandes maisons d'édition méprisaient ou ignoraient les auteurs trans.

Agressions. Pour les militants, cela a influencé l'opinion des Américains sur le quotidien des personnes trans. *"En 2023, la vaste majorité des Américains reconnaît n'avoir jamais rencontré en vrai une personne trans. Et donc tout ce qu'ils savent sur le sujet vient des médias"*, souligne Nick Adams, vice-président de l'institut GLAAD, qui milite en faveur d'une meilleure représentation des LGBTQI dans les médias.

Il est donc également plus facile pour les médias, les influenceurs et les dirigeants politiques de diffuser de fausses informations sur les transgenres et d'en faire un épouvantail.

Selon un récent sondage du *Washington Post*, la discrimination et le harcèlement sont encore une réalité pour la plupart des personnes transgenres. Plus de six adultes trans sur dix déclarent avoir été victimes de discriminations et d'agressions verbales. Un quart raconte avoir été agressé physiquement.

Et ces représentations problématiques affectent également la façon dont les trans se perçoivent.

Leur visibilité s'est nettement améliorée ces dernières années. Grâce à Internet et aux réseaux sociaux, il n'a jamais été aussi facile pour les trans, jeunes et moins jeunes, de se sentir moins isolés et d'obtenir davantage d'informations. Le travail des artistes trans et les histoires décrivant des personnages trans réalistes sont entrés dans la culture populaire, notamment à la télévision.

De 2021 à 2022, il y a eu 42 personnages trans réguliers et récurrents à la télévision, sur le câble ou les plateformes de streaming. Quarante et un d'entre eux étaient joués ou doublés par des acteurs trans.

Cette évolution permet de mieux représenter la réalité, mais elle a aussi une influence sur le nombre de personnes qui se

déclarent ouvertement trans et non binaires. Le sondage précédemment évoqué montre que les jeunes en particulier ont moins d'hésitation à faire leur coming out (environ neuf trans sur dix âgés de 18 à 34 ans en ont parlé à leurs amis et à leurs familles; pour les trans de 35 ans et plus, ce nombre passe à quatre sur cinq). Et pour ceux et celles qui ont parlé à leur famille, près de sept personnes sur dix soulignent que celle-ci a fait preuve d'au moins un peu de soutien.

“Je ne veux pas être réduite à mon changement de sexe.”

Jen Richards,
SPÉCIALISTE DE SHAKESPEARE

Pourtant leur visibilité plafonne depuis deux ans. Les personnages trans restent rares sur le grand écran. Dans tous les films sortis des plus grands studios d'Hollywood ces cinq dernières années, il n'y en avait qu'un seul (Anybodys dans le film *West Side Story* sorti en 2021), et c'était un rôle secondaire.

Jen Richards, autrice, actrice et productrice qui vit à Los Angeles, s'est amusée à forger l'équivalent trans du test de Bechdel (qui évalue comment les personnages féminins sont représentés à l'écran. Pour passer le test, une œuvre doit comprendre au moins deux femmes et montrer ces deux femmes en train de discuter de quelque chose d'autre que d'un homme.)

Quelle est donc la version trans des critères du test de Bechdel? Il y a dix ans, “le critère aurait été : il y a une personne trans dans le film et elle est vivante, plaisante Richards. Maintenant je dirais que

le critère c'est s'il y a plus d'une personne trans dans le film et qu'elles discutent ensemble. Et qu'on connaît leur nom.”

Jen Richards reconnaît volontiers les avancées de ces cinq dernières années : “Le fait même que j'ai pu faire carrière est au-delà de ce que je pouvais espérer quand j'ai débuté.” Elle a obtenu une nomination aux Emmy Awards en 2016 pour la série web *Her Story*, qu'elle a coécrite, coproduite et dans laquelle elle joue un rôle. À l'époque, des comédiens cis comme Jared Leto et Eddie Redmayne jouaient encore des rôles de trans – et ont été récompensés pour ces performances. Ce qui serait impensable aujourd'hui.

Mais elle déplore une certaine “timidité” quand il s'agit de raconter des histoires de trans ou de montrer des personnages trans. Certes, Jen Richards et d'autres auteurs trans à Hollywood ne manquent pas de travail, elle a même vendu et développé plusieurs émissions. Mais aucun de ces programmes n'a été diffusé.

“La droite a tellement réussi à diaboliser les trans, à en faire des boucs émissaires, que c'est désormais un thème très sensible, affirme Jen Richards. Même les gens les mieux intentionnés dans l'industrie marchent sur des œufs.”

Dans les métiers de la création – que ce soit à Hollywood, dans le secteur des jeux vidéo, de l'édition, des médias ou des arts –, les trans sont encore obligés de passer par des cisgenres pour financer, produire et distribuer leur travail.

À cause de cet état de fait, les histoires sont toujours un peu les mêmes : elles se focalisent sur leur transition ou leur coming out. Aussi sympathiques et émouvants que soient ces films, ils sont également biaisés. Parce que, dans

Contexte

La nouvelle croisade de la droite

●●● Lorsque la Cour suprême américaine a légalisé, il y a huit ans, le mariage homosexuel sur l'ensemble du territoire, les conservateurs ne savaient plus à quel saint se vouer. Ce jugement de la plus haute juridiction américaine est, en effet, venu “leur ôter leur principal cheval de bataille, celui qui leur permettait de galvaniser leur base et de mobiliser leurs plus gros donateurs”, souligne **The New York Times**. Ils se sont donc mis en quête d'une nouvelle cause, et aujourd'hui “les efforts qu'ils déploient pour restreindre les droits des personnes transgenres partout où ils le peuvent

ont supplanté ceux jadis déployés contre les unions homosexuelles”. Cette nouvelle quête leur a permis “de revigorer tout un réseau d'organisations conservatrices, de multiplier les levées de fonds et même d'imposer leur ligne d'action dans les conseils scolaires et les assemblées des différents États”, poursuit le quotidien new-yorkais. Et cette véritable “campagne anti-trans” s'est encore accélérée après que Donald Trump a quitté la Maison-Blanche. Dans un second article, le *New York Times* souligne que rien que ces trois derniers mois 10 États ont passé des lois interdisant

notamment aux mineurs “les bloqueurs de puberté, la thérapie hormonale et la chirurgie pour les enfants de moins de 18 ans”.

Et la question trans va très certainement s'inviter dans la campagne électorale en vue de la présidentielle de 2024, souligne le journal. Les deux candidats pour l'instant les mieux placés dans le camp républicain, Donald Trump et l'actuel gouverneur de Floride, Ron DeSantis – s'il n'est pas officiellement dans la course, il pourrait sous peu annoncer sa candidature à l'investiture républicaine –, “ont tous deux féroceement soutenu des mesures anti-trans”.

ce genre d'histoire, être trans est un problème qui doit être résolu. Le personnage est souvent isolé et s'inquiète de savoir comment les cisgenres vont réagir face à cette nouvelle identité. Les difficultés et la souffrance de la transition – qui peut être l'un des moments les plus difficiles de la vie d'une personne trans – passent au premier plan.

Diversifier les récits. Les professionnels trans sont de plus en plus agacés par ces clichés. Ce prisme restrictif invisibilise également un aspect crucial de leur vie : l'entourage et la famille qu'ils se sont choisis. “Cette famille de cœur, c'est notre bouée de sauvetage, notre consolation, notre réconfort”, confie Tre'vell Anderson, journaliste et essayiste non binaire.

“Je ne veux pas être réduite à mon changement de sexe”, précise Jen Richards, qui a étudié la mythologie et le folklore. Elle est également spécialiste de Shakespeare. “Mais on ne me sollicite que pour des sujets sur le genre.”

“Nous aurons fait un énorme bond en avant quand nous aurons assez confiance pour raconter nos propres histoires”, résume Nick Adams, du Glaad. Pour lui, c'est le meilleur moyen de combattre l'animosité qui se développe contre les trans

dans certaines communautés et Parlements locaux du pays.

“Il faut explorer toutes les pistes pour créer un monde où les transgenres et les non-binaires seront en sécurité, et la visibilité fait partie de ce combat”, souligne Adams.

Il faut, pour commencer, diversifier les histoires racontées. L'organisation Glaad réclame plus de représentation de cette communauté dans les comédies, où le public partagerait un rire complice avec les personnages trans au lieu de s'en moquer.

C'est également bon pour les affaires, relève Adams : les LGBTQI sont un public en pleine expansion. Selon un sondage Gallup de 2022, le pourcentage d'Américains qui s'identifient comme LGBTQI a doublé au cours des dix dernières années.

Ces histoires ne sont pas seulement précieuses pour le public, qu'il soit cisgenre ou transgenre. Tout le processus de création permet également aux transgenres de s'affirmer, alors que les élus essaient de faire passer des lois pour en faire des citoyens de seconde zone.

Kyle Lukoff, l'auteur de livres pour enfants, n'écrit pas pour augmenter la visibilité des trans. Il écrit parce qu'il est écrivain, dit-il, non par militantisme. Certes,

ses ouvrages peuvent aider les autres à mieux comprendre les transgenres ou donner à réfléchir aux jeunes trans, et peut-être que le succès de son livre pourrait permettre de faire pression pour obtenir une législation qui protège les personnes transgenres. Mais, ajoute-t-il, ses livres sont “impuissants” sans les bonnes personnes au pouvoir.

S'il déteste le climat actuel, il arrive à en faire abstraction quand il s'assoit à sa table de travail. Depuis les vagues de censure, Kyle Lukoff est devenu moins prudent, avoue-t-il : “Quoi que je fasse, ils vont s'en prendre à moi. Alors pourquoi devrais-je me taire?”

—Anne Branigin,
publié le 13 avril

4000

PROPOSITIONS DE LOIS ANTITRANS

au moins ont été déposées dans les Parlements des États rien que sur les quatre premiers mois de 2023, dénombre **The Washington Post** à partir de données de l'Union américaine des libertés civiles (Aclu). Ce chiffre a explosé, puisque 150 propositions de loi avaient été déposées sur toute l'année 2022 et guère plus d'une cinquantaine sur l'année 2020. “Au moins 36 textes déposés [depuis janvier] sont devenus des lois, soit davantage que le nombre total pour 2022.”

SOURCE



THE WASHINGTON POST
Washington, États-Unis
Quotidien, 475 000 ex
washingtonpost.com

Traditionnellement au centre droit, le journal se distingue par sa couverture très pointue de la vie politique américaine, ses analyses, ses reportages, ainsi que par ses chroniques de tous bords politiques.



—Connectas, extraits
(Amérique latine)

Rares sont les personnalités publiques, tous domaines confondus, qui parviennent à faire la couverture de l'hebdomadaire américain *Time*. Et c'est encore plus inhabituel que celle-ci soit rédigée dans une autre langue que l'anglais et qu'elle soit consacrée à une vedette d'un genre musical latino. Bad Bunny a pourtant réussi cet exploit : sa photo apparaît en couverture de l'édition [du 10 avril] de ce magazine destiné au public anglo-saxon. Deux mois plus tôt, l'artiste portoricain avait participé au spectacle d'ouverture des Grammy Awards.

Bad Bunny, "Mauvais Lapin", a été l'artiste latino-américain le plus écouté sur Spotify pendant trois années consécutives. C'est en chantant en espagnol, du reggaeton surtout, qu'il a réalisé cette prouesse.

Depuis son apparition, il y a plus de deux décennies, ce style musical urbain est la cible de multiples critiques. Il y a notamment ceux qui affirment qu'il constitue un mauvais exemple pour les nouvelles générations. Le genre a néanmoins de plus en plus d'influence sur des questions sociales comme les rôles de genre ou la politique. Par ailleurs, sa popularité – et donc celle de plusieurs

Tendance. Comment le reggaeton a conquis le monde

Les succès de Bad Bunny et d'autres musiciens sont la preuve de la popularité sans précédent des chanteurs latino-américains, qui dépasse de loin l'influence de la région sur le plan géopolitique.

artistes latinos – connaît une croissance indéniable sous d'autres latitudes.

L'Amérique latine perd de son poids économique et politique sur l'échiquier mondial, certes, mais, sur la scène culturelle, elle est en passe de conquérir la planète. Cela pourrait d'ailleurs offrir à ses habitants une occasion en or de faire parler dans le reste du monde de certains

enjeux qui les concernent.

Il y a six ans à peine, Bad Bunny – Benito Antonio Ocasio Martínez de son vrai nom – commençait sa carrière. Quelques années plus tard, Madonna, la reine de la pop, enregistrerait des remix avec deux chanteuses de musique urbaine : la Brésilienne Anitta, en 2019, et la Dominicaine Tokischa,

en 2022. Aujourd'hui, Bad Bunny et Madonna ne sont que quelques exemples d'un engouement réel pour les rythmes latino-américains.

Marco Antonio Chávez-Aguayo, chercheur à l'université de Guadalajara, au Mexique, explique qu'au xx^e siècle, avec l'émergence de l'industrie [musicale], des enregistrements et d'autres rythmes, "le centre [de la production musicale] s'est déplacé de l'Europe aux États-Unis, et [que] les produits américains comme la pop, le rap et le hip-hop ont commencé à s'imposer". À son avis, ce centre se trouve maintenant en Amérique latine, même si le chercheur admet qu'il est peut-être trop tôt pour l'affirmer.

Féminisme. En 2020, Víctor Lenore, un journaliste espagnol spécialisé, écrivait que Bad Bunny était le nouveau Bob Dylan. Il affirme aujourd'hui que la culture populaire latino-américaine a de plus en plus d'influence aux États-Unis et dans le reste du monde : "En Espagne, par exemple, on a ce préjugé colonial, presque inconscient, qui nous fait croire que ce qui se fait en Amérique latine a moins de valeur que ce qui vient de Londres, New York ou Los Angeles."

"Heureusement, les jeunes qui sont aujourd'hui âgés de 15, 25 ou 30 ans n'ont plus ce préjugé. Ils se tournent beaucoup plus naturellement vers la musique latine, et c'est d'ailleurs un des éléments décisifs."

← Le chanteur Bad Bunny en concert à Bogota, en Colombie. Photo Carlos Ortega/EPA/EFE/Newscom/MaxPPP

On peut dire la même chose des artistes. Ceux d'aujourd'hui n'ont pas de complexes, et ils respectent leurs racines culturelles, explique le journaliste. *“Par exemple, quand Julio Iglesias [né à Madrid en 1943] a voulu conquérir le marché latino-américain, il est allé vivre à Los Angeles et a enregistré un disque en anglais pour séduire le public américain. C'était pourtant un grand artiste, déjà très populaire. Les choses ont changé depuis, on en a plusieurs exemples très importants, en particulier au Mexique. On peut penser par exemple à Luis Miguel [né en 1970] ou à Juan Gabriel [1950-2016], qui ont toujours refusé de faire un album en anglais.”*

D'après Víctor Lenore, une autre raison permet d'expliquer le succès du reggaeton : les réseaux sociaux. *“L'industrie anglo-saxonne préférerait toujours promouvoir ses propres artistes. Mais désormais, avec l'algorithme de YouTube, on nous propose d'enchainer avec une autre chanson latine. Ça a été un changement de paradigme fondamental, qui a permis de placer les artistes latino-américains sur un pied d'égalité avec les artistes anglo-saxons.”*

“Il n'y a rien de plus anti-impérialiste que le travail derrière ce rap festif.”

Víctor Lenore,
JOURNALISTE ESPAGNOL

Bien des choses ont changé entre l'apparition du reggaeton, à la fin des années 1990, et la montée en popularité de Bad Bunny. Aujourd'hui, il n'est pas rare que des chansons appartenant au genre fassent la promotion de valeurs comme le féminisme. D'après Marco Antonio Chávez-Aguayo, aussi connu sous le nom de “D' Reggaeton”, cette évolution a permis à cette musique de se tailler une place de choix parmi les styles musicaux de ce siècle. *“Tant les artistes underground que les artistes mainstream se servent du reggaeton pour dénoncer le machisme, le colonialisme ou d'autres idéologies.”*

Le chercheur signale un autre changement : l'émancipation des femmes. *“Le titre Bichota (l'un des succès de la chanteuse colombienne Karol G) vient du mot bitch. En gros, ce qu'elle dit, c'est : ‘Je suis la salope. Je suis celle qui prend les décisions. J'assume mon corps, mes relations, mes émotions...’ Ce sont des discours qu'on n'entendait pas au début du reggaeton, ni dans d'autres styles musicaux.”*

Le genre exploite aussi beaucoup les collaborations entre artistes et le mélange des différents rythmes latinos, ajoute Marco Antonio Chávez-Aguayo :

“Toutes les chansons ne sont pas du reggaeton du début à la fin. Il arrive souvent qu'on ait recours à d'autres traditions rythmiques comme la salsa, la cumbia, le tango, la bachata et le flamenco.”

Ces mélanges présentent au monde toute la variété musicale de la région, et les collaborations entre artistes permettent à ces derniers d'atteindre de nouveaux publics.

L'influence latine se limite cependant encore à la scène culturelle. S'il est vrai que l'industrie musicale de la région est en plein essor partout dans le monde, les sujets qui intéressent l'Amérique latine ne font toujours pas partie des priorités politiques internationales. Il n'est pas exagéré de dire que les pouvoirs politiques en place dans la région sont faibles. D'ailleurs, à l'heure actuelle, aucun dirigeant latino-américain ne jouit d'une influence comparable à celle de nombreux chanteurs de reggaeton.

Catharsis. D'après l'historien péruvien Eduardo Torres Arancivia, les membres de la jeune génération s'intéressent moins qu'avant aux discussions politiques sur les idéologies et les relations qu'elles entretiennent avec le pouvoir : *“L'art leur permet cependant de s'extirper de cette réalité qui leur semble si complexe ou si frustrante, parce que c'est aussi une échappatoire. Dans sa catharsis, l'art fait apparaître un univers de remplacement, où l'on peut réaliser ce qui ne peut l'être dans la réalité politique.”*

Víctor Lenore constate que les artistes exercent une forte influence en tant que leaders sociaux. *“On critique le reggaeton parce qu'il fait la promotion d'un mode de vie délinquant. Il y a une part de vérité là-dedans, mais, d'un autre côté, on peut aussi citer [le Portoricain] Daddy Yankee : ‘Avant moi, les jeunes de mon quartier voulaient être narcotrafiquants ; maintenant, ils veulent tous être chanteurs.’”*

Le journaliste évoque aussi la fois où Ricky Martin, Residente et Bad Bunny ont participé aux manifestations organisées en 2019 pour réclamer le départ du gouverneur de Porto Rico Ricardo Rosselló [qui a fini par démissionner] à la suite d'un scandale mêlant corruption et propos homophobes.

“Bad Bunny a fait un geste politique extrêmement fort : il a refusé de l'argent et préféré rejoindre les rangs des manifestants.” *“Il était en tournée en Europe, et il gagnait un demi-million ou un million d'euros par concert, mais il a choisi de rentrer à San Juan pour prendre la tête des protestations.”*

Eduardo Torres Arancivia n'y voit quant à lui qu'un geste ponctuel. Il explique que beaucoup d'artistes ne sont pas du tout impliqués sur le plan politique, du moins pas de la façon traditionnelle. Il n'a pas tort, certes, mais il n'est pas toujours nécessaire de prendre position contre un dirigeant ou une idéologie en particulier pour influencer le débat public, les perceptions du monde et les mesures qui sont prises pour le faire évoluer. Il existe bien d'autres manières d'agir.

Par exemple, Víctor Lenore trouve curieux que les sociétés qui dénoncent l'impérialisme ne voient pas le pouvoir anti-impérialiste du reggaeton. *“Il n'y a rien de plus anti-impérialiste que le travail qu'il y a derrière ce rap festif et hétérosexuel sur lequel on aime danser. Car ce qu'on fait, en réalité, c'est rejeter les produits culturels que la puissance dominante essaie de nous vendre.”*

Bad Bunny l'a bien compris, comme on peut le voir dans une interview qu'il a donnée au quotidien espagnol *El País* : *“Il faut arrêter de penser que les gringos sont des dieux... C'est faux.”*

La région se démarque dans les autres branches de l'industrie culturelle, certes, mais ses succès ne sont pas comparables à ceux que récoltent les grandes figures de la musique populaire latino-américaine.

Mais Marco Antonio Chávez-Aguayo est optimiste : *“Je crois que tout cela peut nous servir de référence. [...] Le reggaeton nous permet de faire connaître d'autres traditions latines, et de promouvoir notre langue, notre façon de penser, de faire la fête, ainsi que notre identité.”*

— Grisha Vera,
publié le 14 avril

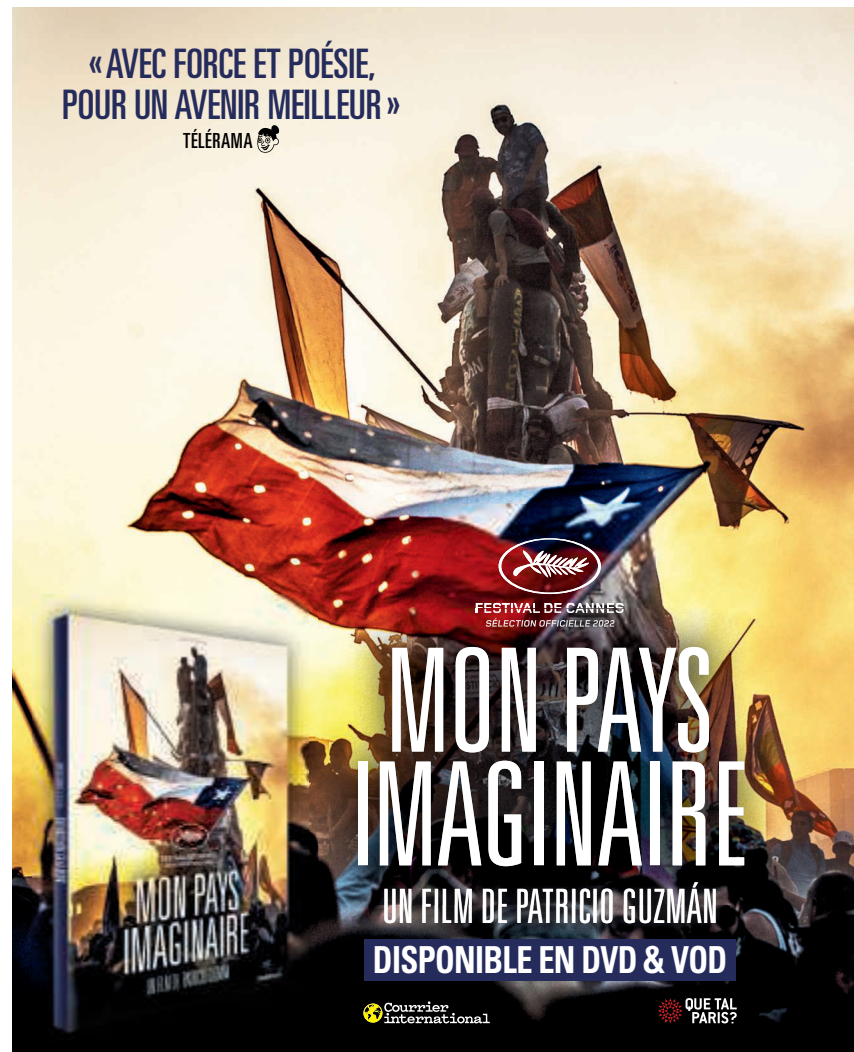
SOURCE



CONNECTAS

Amérique latine
connectas.org

Connectas est la principale plateforme journalistique de collaboration entre les médias d'Amérique latine. Grâce à la solidité des contenus qu'elle publie, notamment concernant des affaires sur lesquelles des dirigeants de la région ont été contraints de s'expliquer, elle bénéficie d'une reconnaissance internationale. Lancé en 2013 par Carlos Eduardo Huertas, un journaliste colombien, également chef de projet au Centre international pour les journalistes (ICFJ) de Washington, le média est soutenu par cette institution.





europe

Royaume-Uni. L'avènement de Charles III, roi des allumés

Longtemps moqué pour ses lubies environnementales et architecturales, le nouveau monarque britannique pourrait finalement incarner le pont parfait entre l'archaïsme de la monarchie et les défis sociétaux actuels, veut croire ce journaliste dans un texte passionné.

—UnHerd, *extraits*
(Londres)

La pluie tombe dru sur la place du Parlement en cette semaine de la fin d'avril. L'étrange escorte policière à vélo de Rishi Sunak [Premier ministre britannique] se fraie un chemin dans le centre de Londres en hurlant. La capitale ressemble à un Burning Man bruneux et gothique. Des hordes de manifestants d'Extinction Rebellion se blottissent les uns contre les autres dans leurs tenues violettes et orange, comme des pénitents d'une ville romaine défunte.

Disparues les étranges processions de prêtresses accusatrices vêtues d'écarlate qui marquaient leurs premières manifestations. Les protestataires se sont retirés dans l'espace esthétiquement sûr d'un bar de syndicat étudiant ramenant aux années 1990, une atmosphère lourde d'effluves de *snakebite* [cocktail bière-cidre], de tabac à rouler et de manifestations contre les bretelles d'autoroute qui sont probablement leur mythe fondateur, l'Arcadie perdue du monde de la protestation écolo. Et entre ces deux mondes, traversant silencieusement la foule dans sa voiture avec chauffeur, inscrutable derrière les vitres en verre dépoli, est assis le pont vivant entre ces deux Angleterre : le roi.

Cela fait toujours bizarre de dire le roi. Impossible de ne pas savourer l'expression comme si elle était entre guillemets. Aucun autre titre britannique n'incarne autant la tension entre la magie perdue du royaume et la banalité de la vie publique moderne. Notre nouveau roi, qui remplace la grand-mère usée par les soucis qui incarnait la diminution de l'État britannique de l'après-guerre, demeure un mystère, mi-mystique athonite, mi-dandy dorloté.

De même que l'éco-mysticisme païen d'Extinction Rebellion et la passivité-agressivité à sonnette insistante de la cavalerie cycliste de Sunak, le roi représente deux voies divergentes pour l'avenir du Royaume-Uni. Pour ses partisans, dont je suis, qui sont enclins à voir en lui – mi-sérieusement, mi-ironiquement – une figure de proue du post-libéralisme, un champion des petites exploitations agricoles familiales et d'un mode de vie disparu, le roi peut encore être le présage d'une certaine renaissance.

Dualité. Pour ses détracteurs, il représente tout ce qui ne va pas dans l'establishment du XXI^e siècle. Certains voient en lui le héraut d'une éco-austérité imposée aux masses pendant que les élites conserveront leur richesse et leur satisfaction ; pour d'autres, sa trahison

d'une employée de la famille royale accusée de racisme illustre tout ce qu'il y a de plus déstabilisant et de plus nocif dans la vie britannique moderne. Il y a en Charles deux rois qui attendent d'être couronnés, de même qu'il y a deux Grande-Bretagne qui cherchent à naître.

Pendant des décennies, on s'est moqué de lui, on l'a considéré comme un excentrique.

Comment Charles va-t-il régner et faire passer cette étrange dualité, l'antique et le moderne, dans la vie publique ? Pendant des décennies, on s'est moqué de lui, on l'a considéré comme un excentrique, un toqué qui parlait à ses plantes et louait la dureté rustique de la vie paysanne traditionnelle depuis l'intérieur de son palais. On le qualifiait de bizarre, et c'était entendu comme une insulte, comme quand on qualifiait le Royaume-Uni de "pays normal" en levant les yeux au ciel. En fait, c'est un compliment. Le Royaume-Uni n'est pas un pays normal, quoi que cela puisse vouloir dire, et Dieu merci.

Depuis le début de l'histoire, le pays a toujours été considéré comme un endroit étrange et distinct du reste de l'Europe et

du monde, un espace insulaire peuplé de gens excentriques et aux coutumes à peine compréhensibles. Dans l'adolescence embarrassée de son règne, entre le moment où il a hérité de son rôle de roi et celui où il portera la couronne, Charles a peut-être dissimulé sa propre bizarrerie pour tenter de correspondre à ce qu'il croit que le Royaume-Uni moderne veut qu'il soit. Ce n'est que maintenant, alors qu'il se prépare à assumer le rôle de roi, qu'il commence à laisser sa bizarrerie se manifester.

Considérons le symbole de l'Homme vert [une figure folklorique liée au printemps et à la nature] qui apparaît en bas des invitations au couronnement. Qu'est-ce que ce choix, qui a fait l'objet de tant d'analyses, nous apprend sur notre nouveau roi ? Si l'Homme vert est si fascinant, ce n'est pas parce qu'il s'agit d'un symbole païen recouvert d'ornements chrétiens – ce que beaucoup pensent mais que les spécialistes du folklore démentent –, mais parce qu'il arbore une ambiguïté délibérée : c'est un symbole chrétien de renaissance dont la puissance vient de ce qu'il fait discrètement référence à des racines plus anciennes, plus profondes. Ce symbole est tellement riche en significations divergentes, tellement bizarre, qu'on ne pourra jamais en trouver une interprétation définitive. Il a été créé pour susciter la perplexité, inciter au débat et ce faisant pour qu'on découvre des vérités cachées. Il est temps que l'Homme vert se déchaîne dans les hautes sphères, que Charles enrichisse la vie publique britannique de ses propres ambiguïtés fertiles.

Comment par exemple, notre Homme vert de roi va-t-il combler le fossé entre les éco-manifestants, qui craignent un avenir proche apocalyptique, et les

À la une



MERCİ

"Merci à tous et à chacun", titre en une **The Times**, le 9 mai. Le quotidien conservateur relaie les remerciements du roi à ces sujets. "Le fait de savoir que nous avons votre soutien et vos encouragements [...] a été le plus grand cadeau de couronnement possible", a écrit Charles dans sa première déclaration officielle.



COLLECTOR

L'hebdomadaire monarchiste **The Sunday Telegraph** publie, sans titre, une "édition collector" au lendemain de la cérémonie. "Charles est un nerveux, célèbre pour ses tics [...]. Mais hier il était parfaitement immobile, assure le titre. Voilà à quoi ressemblent l'engagement et le dévouement."



DIVERSION

"Était-ce de la magie ou juste un vain tour de passe-passe ?" s'interroge **The Guardian** le 8 mai. Le quotidien de gauche semble trancher : "L'attention d'un public moderne peut-elle vraiment être retenue par [ce] spectacle, alors qu'on arrête les manifestants républicains, que les gens font la queue devant les banques alimentaires [...], alors que le pays s'effondre ?"

✓ Le roi Charles III.

Dessin de Pedro Silva, Portugal.

tenants de la tendance opposée, qui redoutent l'arrivée d'une époque d'éco-austérité? En ces temps où notre dépendance vis-à-vis de l'énergie russe et notre oubli de la puissance nucléaire poussent les familles ordinaires dans des difficultés financières, les commentateurs favorables au développement de l'immobilier adhèrent largement à l'argument selon lequel l'antique parc immobilier britannique nécessite une meilleure isolation, preuve qu'il existe un chemin commun dans notre sphère politique divisée.

Le roi Charles, promoteur infatigable du savoir-faire traditionnel, pourrait expliquer à la population un point encore peu connu : c'est précisément parce que le parc immobilier britannique date d'avant le xx^e siècle et a été construit avec des matériaux traditionnels respirants, la chaux par exemple, qu'une isolation avec des matériaux modernes, imperméables, aggraverait le problème. Cette vérité simple, que les professionnels du patrimoine connaissent bien, est entièrement occultée. Et qui aurait une meilleure tribune pour défendre cette voie la plus judicieuse pour l'avenir? Car si on peut isoler nos logements victoriens avec des matériaux traditionnels en recrutant et en formant une main-d'œuvre spécialisée, les méthodes que Charles a passé toute sa vie à promouvoir auront permis de résoudre un grand problème politique et économique.

Humble. De même, l'effondrement du modèle de l'agriculture intensive souligne le conflit entre ceux qui pensent que celui-ci permet d'assurer la sécurité alimentaire et ceux qui pensent qu'il détruit les champs, les forêts et les cours d'eau, ne nourrit pas le pays, n'assure pas la santé de la population ni l'activité des agriculteurs. Défenseur de longue date de la petite exploitation familiale, Charles peut combler ce fossé. Au lieu de faire un cours magistral sur le moyen de faire mieux, il pourrait montrer en quoi les systèmes d'exploitation agricole respectueux de la nature sont meilleurs en convertissant les 16 hectares des jardins privés de Buckingham Palace en une ferme en activité. En passant à l'action, le roi pourrait devenir

un pont vivant entre la capitale et la campagne, entre l'ancien mode de vie et le nouveau.

Si ces idées peuvent sembler insignifiantes et excentriques par leur petite échelle, leur simplicité leur donne force. Si notre nouveau roi a été placé au sommet du pays par le destin, il se caractérise depuis longtemps par son amour et son attachement sin-

Il est rare qu'un chef d'État dorme dans des cottages de paysan pour se détendre.

cières pour l'humble et le vernaculaire même s'il ne l'exprime qu'en prenant de temps en temps des vacances loin du luxe de super-riche de son existence habituelle. Il est rare qu'un chef d'État répare les haies et dorme dans des cottages de paysan et des monastères pour se détendre (même si ses quartiers ressemblent davantage à ceux d'un abbé qu'à une cellule de moine); il peut maintenant partager avec le pays tout entier les pouvoirs de régénération que ces plaisirs simples lui procurent.

Ce n'est qu'en convertissant les plaidoyers du prince de Galles en actes et en démonstrations que notre Homme vert de roi, et la monarchie, pourra devenir un élément central de la vie publique britannique. Pour combler les divisions de l'époque à venir et faire du couronnement une véritable période de renaissance nationale, il y a pire que de suivre la bizarrerie de Charles III.

— **Aris Roussinos,**
publié le 28 avril

SOURCE



UNHERD

Londres, Royaume-Uni
www.unherd.com

Fondé par le journaliste conservateur Tim Montgomerie en 2017, *UnHerd* est décrit comme "non partisan". Il publie des articles de journalistes, d'intellectuels, de militants et de personnalités politiques de tous bords. Le média en ligne dit se concentrer sur "les événements importants, sans les distractions".



✓ "C'est comme à l'époque victorienne." "Exactement. On a autant de pauvres qu'à l'époque." Dessin de Chappatte paru dans *Der Spiegel*, Hambourg.

un parfait équilibre entre tradition et modernité, un événement "religieux mais pas sectaire", "historique mais pas ennuyeux" que l'on a pris soin d'adapter aux évolutions de la société britannique. Il ajoute : "Il y a soixante-dix ans, il aurait été impensable qu'un hindou lise un extrait [de l'Épître aux Colossiens] dans l'abbaye de Westminster. Aujourd'hui, non seulement c'est pensable, mais en plus cela s'est produit, et cet hindou est le Premier ministre du pays."

Un tel argumentaire ne convainc pourtant pas les réfractaires à la monarchie. **The Guardian** estime notamment que le faste du couronnement fait partie de la stratégie de la famille

God save the king!

Le sacre de Charles III a eu lieu le 6 mai dans l'abbaye de Westminster. Pour la presse britannique, ce jour "historique" annonce un renouveau de la monarchie.

La couverture médiatique était à la hauteur de l'événement. À l'occasion du couronnement du roi Charles III, ce samedi 6 mai, tous les médias britanniques ont publié, minute par minute, des informations sur la cérémonie, les rituels, le faste déployé, mais aussi sur les à-côtés : les vêtements des invités, la procession et l'ambiance festive entourant le sacre.

"La plupart des gens n'avaient encore jamais eu l'occasion d'assister à la splendeur et à l'apparat d'un couronnement", explique **The Times**. La dernière cérémonie britannique en date était celle de 1953, lorsque Élisabeth II, la mère du roi Charles, avait été couronnée à Westminster. Soixante-dix ans après, l'événement du jour a rassemblé, selon le titre conservateur en faveur de la monarchie, "des dizaines de milliers de personnes, venues malgré les risques de pluie pour assister à la procession", pendant que "beaucoup d'autres faisaient la fête dans les rues et brandissaient des banderoles".

À l'intérieur de l'abbaye de Westminster, la cérémonie s'est déroulée selon la tradition. "Vêtu de la veste en velours cramoisi de son grand-père, le roi Charles a prêté serment et a été oint d'huile

sacrée avant que la couronne de saint Édouard ne soit placée sur sa tête", rapporte la **BBC**. Son épouse, Camilla, qui avait longtemps été destinée à rester reine consort, a elle aussi été ointe et couronnée. Le média public se réjouit : "L'ère du roi Charles et de la reine Camilla a commencé!"

Religion et symbolisme. "Ce moment historique, regardé dans le monde entier [par plus de 14 millions de téléspectateurs sur les chaînes de la BBC], représente l'accomplissement du destin du monarque", affirme quant à lui le **Daily Mirror**. Le journal monarchiste de gauche rappelle que le couronnement n'est pas seulement un événement où se retrouvent "les dirigeants, les célébrités, les familles royales du monde entier, ainsi que les hommes et les femmes politiques britan-

niques, et les héros du quotidien". C'est aussi une "cérémonie profondément empreinte de religion et de symbolisme" durant laquelle Charles III a repris l'engagement de sa mère de "servir" le peuple du Royaume-Uni et du Commonwealth.

"Ce couronnement a permis de renouveler notre héritage", commente de son côté le **Daily Telegraph**. Le quotidien conservateur voit dans le couronnement

On a pris soin d'adapter le couronnement aux évolutions de la société britannique.

royale pour se maintenir au pouvoir. Pour le journal républicain, "le peuple n'a pas besoin du roi, mais le roi a besoin du peuple : l'importance de ses performances publiques dépend précisément de l'audience qui y assiste [et de l'entrain du public]". Or les "God save the king" entonnés par la foule peuvent autant être interprétés comme un soutien à la famille royale que comme la simple volonté de participer à un "événement historique".

Pour les opposants à la monarchie, l'heure n'était d'ailleurs pas à la fête. Le chef du principal mouvement républicain du Royaume-Uni a été arrêté sur le parcours du cortège du roi Charles III, avec d'autres organisateurs d'une manifestation antimonarchiste. Des militants pour le climat ont également été interpellés. La police londonienne avait indiqué sur Twitter qu'elle aurait "un très faible niveau de tolérance" à l'égard de ceux qui chercheraient à "gâcher" la journée du couronnement. Il n'y a finalement eu aucune poursuite contre les personnes arrêtées.

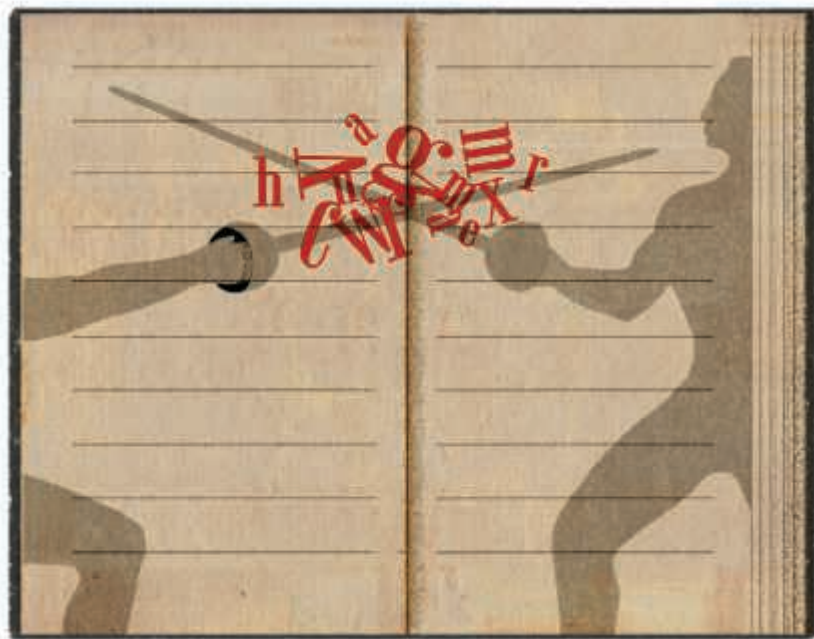
— **Courrier international**



ITALIE

Le Tyrol du Sud renoue avec l'allemand

Sous le régime fasciste, la population de cette région majoritairement germanophone a subi une italianisation forcée – qui a concerné aussi les noms propres. Certains voudraient réparer cette injustice.



—La Repubblica, extraits (Rome)

Vue d'Italie, du Sud donc, c'est le Haut-Adige. Vu d'Autriche, c'est-à-dire du Nord, c'est le Tyrol du Sud. Mais qu'est-ce que ça change au juste ? Tout, peut-être.

Il y a cent ans, Benito Mussolini qualifiait la minorité allemande, qui est ici en réalité une majorité, de "relique ethnique". Aujourd'hui encore, cette plaie n'est pas pleinement cicatrisée.

"Un mensonge répété mille fois passe pour une vérité. Ainsi, l'italianisation du Tyrol du Sud a changé la perception que les Italiens ont de ce territoire", explique l'écrivain Andrea Franzoso, qui, il y a un an, a quitté Milan pour s'installer dans cette région.

Mais de quel mensonge parle-t-on au juste ? Le dernier acte de ce drame historique est la récente requête lors d'un conseil provincial de réviser toute la

toponymie du Tyrol du Sud. Mais pour comprendre cette question il faut remonter bien plus loin.

La région du Tyrol du Sud fut baptisée pour la première fois Haut-Adige sous l'occupation napoléonienne. Cette dénomination sera ensuite reprise par les fascistes [à la suite de la Première Guerre mondiale, lorsque l'Italie récupéra ce territoire de l'Empire austro-hongrois]. Un nom utile pour le régime, soucieux

de donner une teinte tricolore au nom du Tyrol, autrement trop germanique.

L'italianisation de ce territoire débute en 1923, et la figure centrale de toute l'opération sera un certain Ettore Tolomei, un géographe fasciste qui va créer 8 000 dénominations italiennes pour renommer les lieux du Tyrol du Sud. Il ne s'agissait pas simplement de traductions de l'allemand vers l'italien, mais, souvent, d'un véritable travail d'imagination. Les

décrets fascistes n'ayant jamais été abrogés, ces noms sont restés jusqu'à aujourd'hui.

Le linguiste Cristian Kollmann, 52 ans, diplômé de l'université de Munich, en Bavière, est un véritable passionné de cette question. Cela tient peut-être à son nom, auquel manque le *h* du milieu, car l'officier d'état civil italien a voulu l'écrire de la manière la plus italienne possible. Aujourd'hui, Kollmann dirige le parti indépendantiste Süd-Tiroler Freiheit (Liberté sud-tyrolienne), et il explique sa bataille en ces termes : "Un nom possède une forte valeur émotionnelle et affective. Lorsqu'on falsifie un nom, on viole la dignité d'une personne et d'un lieu."

Mais, un siècle plus tard, ne vaudrait-il pas mieux oublier et passer à autre chose ? Cristian Kollmann n'en démord pas : "Un mal reste un mal même un siècle plus tard. Il n'est pas possible de bâtir une coexistence pacifique sur la base de décrets fascistes."

L'homme extirpe ensuite un gros volume de la bibliothèque de son bureau, qui se trouve rue du Haut-Adige, à Bolzano [appelée Bozen en allemand]. On y trouve la liste de milliers de patronymes allemands qui ont été italianisés sous le fascisme : c'était un mal nécessaire pour conserver son emploi dans la fonction publique. Ainsi, les Grumer sont devenus Dal Grumo ; les Gucker, Cucchi

ou Cucco ; les Koss, Gozzi ; les Preiss, Brisi ; les Rutz, Roggia, etc.

En bas de la rue du Haut-Adige, voici le centre de la capitale sud-tyrolienne, où se dresse un symbole du fascisme des plus contestés. Il s'agit du monument de la Victoire, érigé en mémoire de la Première Guerre mondiale, et portant une inscription en latin. Traduction :

"Lorsqu'on falsifie un nom, on viole la dignité d'une personne et d'un lieu."

Cristian Kollmann,
CHEF DU SÜD-TIROLER FREIHEIT

"Ici se trouvent les frontières de la patrie. C'est d'ici que nous avons enseigné aux autres la langue, le droit, les arts."

Malgré les tensions, le Parti populaire sud-tyrolien (Südtiroler Volkspartei), qui dirige cette province depuis la fin de la [Seconde Guerre mondiale], a toujours prôné une approche plutôt réformiste sur la question territoriale et identitaire. Et celle-ci a porté ses fruits. En effet, en 1971, alors que 63 % de la population du Tyrol du Sud était de langue allemande, 86 % des postes des administrations publiques étaient occupés par des Italiens. Aujourd'hui, les germanophones sont 69 % et occupent 69 % des postes. Si la province est parvenue à cet équilibre, c'est grâce au principe de "proportionnalité ethnique" adopté en 1976.

Autre résultat obtenu : 90 % des recettes fiscales restent désormais dans le Tyrol du Sud, qui affiche des indices économiques et de qualité de vie parmi les meilleurs d'Italie. Voilà sans

↳ Dessin de Beppe Giacobbe paru dans *Il Corriere della Sera*, Italie.

doute pourquoi, sur la question des noms, le Parti populaire sud-tyrolien est plus frileux : il redoute de rouvrir des discussions potentiellement sans fin. Comme l'a expliqué plusieurs fois le président de la province de Bolzano, Arno Kompatscher, l'autonomie doit reposer sur la reconnaissance des langues, des cultures, mais aussi des sentiments de chacun. Y compris des Italiens. Mais tous ne sont pas de son avis.

À 71 printemps, Eva Klotz, fille de Georg Klotz, condamné par contumace pour des attentats à la bombe contre l'État italien, est la porte-drapeau de l'indépendantisme le plus radical. Selon elle, le Tyrol du Sud reste "encore une zone grise du point de vue identitaire. L'État italien ne le voit pas d'un bon œil. Je suis convaincue que [...] l'État central attendra d'être certain que la majorité de nos habitants souhaite rester en Italie – cela veut tout à fait se produire car l'assimilation se fait petit à petit – et, à ce moment-là, ils nous proposeront un référendum. Ce qui n'a jamais été fait jusqu'à présent."

Lors des dernières élections législatives, Eva Klotz a écrit sur son bulletin de vote "Los von Rom" ("Quitter Rome"). Pour renouer avec l'Autriche. Dans une lettre ouverte publiée avant le scrutin, elle avait qualifié la chef de Fratelli d'Italia, Giorgia Meloni, de "louve fasciste déguisée en brebis". "Je suis une patriote tyrolienne", revendique-t-elle. Allez donc lui expliquer que, par les temps qui courent, le mot "patriote" lui a été emprunté par ses pires ennemis, Giorgia Meloni en tête.

—Matteo Pucciarelli,
publié le 1^{er} avril

REPORTAGE



SOURCE

LA REPUBBLICA

Rome, Italie
Quotidien, 241 000 ex.
repubblica.it

Né en 1976, le titre se veut le journal de l'élite intellectuelle du pays. Orienté à gauche, avec une sympathie affichée pour le Parti démocrate, c'est un des quotidiens les plus vendus en Italie. La Repubblica est réputée pour ses grandes plumes.



RUSSIE

À Saint-Pétersbourg, on brade les palais

Depuis l'invasion russe de l'Ukraine, le marché immobilier dévisse. Et les beaux hôtels particuliers de l'île Kamenny ne trouvent plus preneurs.

—Dagens Nyheter (Stockholm)

Derrière leurs hautes grilles, les hôtels particuliers sont déserts, abandonnés. Aux fenêtres, les propriétaires ont accroché de grandes pancartes bien visibles : « À vendre ».

C'est sur l'île Kamenny (« île de Pierre »), sur la Neva, que se trouvent les adresses les plus prestigieuses de Saint-Pétersbourg. Une villa en vente offre 1 100 m² de surface habitable sur un terrain de 2 551 m². Autant d'espace au cœur d'une ville de plusieurs millions d'habitants comme Saint-Pétersbourg, cela vaut une fortune – en temps de paix.

Les hôtels les plus anciens et les plus vénérables sont totalement escamotés. Les rues qui y conduisent ont été fermées et un périmètre de plusieurs centaines de mètres autour des maisons est bouclé par des murs de béton. Si l'on en croit les médias russes, la plupart des amis de Vladimir Poutine possèdent des biens immobiliers sur l'île – l'oligarque Guennadi Timtchenko, son vieux camarade Arkadi Rotenberg, le « banquier » de Poutine Iouri Kovaltchouk et l'homme d'affaires Nikolaï Shamalov, l'ancien beau-père de la fille de Poutine.

L'île est la chasse gardée de la classe supérieure russe, qui y a élu domicile derrière des murs hérissés de caméras de vidéosurveillance. Or, depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'immobilier s'est effondré, si bien que les riches propriétaires tentent de se défaire de leurs biens.

Ces tentatives désespérées de faire sortir ces actifs du pays sautent particulièrement aux yeux sur cette île d'à peine plus de 1 km². Les panneaux « À vendre » s'y bousculent.

Les transactions sont rares, voire inexistantes, soupire une agente immobilière de Saint-Pétersbourg. « On a des tas de biens à vendre mais personne pour les acheter. Le plus difficile, c'est le haut de gamme. Personne n'a de quoi investir en ce moment », poursuit-elle sous le couvert de l'anonymat.

En moyenne, le marché a fondu de 10 % dans l'ensemble du pays, d'après des chiffres officiels remontant à début 2023. Et la chute des prix est plus marquée encore à Moscou et Saint-Pétersbourg. « Ici, à Saint-Pétersbourg, les prix ont dévisé de 30 %, à Moscou de 40 %. En ce moment, j'essaie de vendre une maison dans la périphérie de Saint-Pétersbourg. On l'avait mise à 30 millions de roubles [330 000 euros]. Personne n'était intéressé. On est descendu à 22 millions [244 000 euros], et on n'a toujours aucune proposition », se désole l'interviewée.

Hausse des taux. Au lendemain de l'agression contre l'Ukraine, le 24 février 2022, la Banque centrale russe a relevé ses taux directeurs, qui s'établissent désormais à 7,5 %, entraînant une hausse marquée des taux d'emprunt dans la plupart des établissements bancaires.

« Plus personne ne peut emprunter. La seule manière d'acquérir un logement actuellement, c'est d'avoir suffisamment d'argent

de côté », constate l'agente. Comme beaucoup d'autres en Russie, elle n'imputera pas l'envolée des taux à l'invasion de l'Ukraine. Au lieu de quoi, elle évoque « la situation géopolitique ».

Si les consommateurs n'ont pas les moyens d'emprunter, les banquiers n'ont pas non plus les reins suffisamment solides pour prêter. Toutes les banques russes sont persona non grata sur les marchés financiers européens et américain depuis le début de la guerre. Résultat, elles ont nettement durci l'accès au crédit pour les emprunteurs.

Beaucoup de Russes qui ont fui à l'étranger n'ont plus qu'une hâte : se défaire de leurs actifs avant que les prix ne s'enfoncent plus bas encore. Mais certains ne veulent pas retourner en Russie, craignant pour leur sécurité.

« J'ai plusieurs clients qui n'osent pas rentrer pour l'instant, si bien que je me retrouve obligée de vendre la maison avec une procuration qu'ils m'envoient depuis l'étranger. Seulement voilà, les procurations étrangères n'ont pas de valeur juridique en Russie. On ne peut vendre un bien qu'avec une procuration russe... » explique l'agente, qui décrit un marché totalement grippé :

« Le pire, c'est pour les vendeurs qui ont mis beaucoup de billes dans leur bien et qui l'ont rénové à grands frais. Maintenant, ils ont besoin d'argent pour pouvoir commencer leur nouvelle vie à l'étranger. Seulement, ils n'arrivent pas à s'en débarrasser. Or c'est maintenant qu'il faut vendre, parce qu'après ce sera pire. »

Sur l'île Kamenny, beaucoup de biens en vente font peine à voir. Le crêpi se détache par plaques entières. Les parcs sont parsemés de matériaux de construction à l'abandon ou de toilettes de chantier laissées là par les ouvriers.

Plusieurs maisons sont des demi-ruines envahies par la végétation et n'ont pas été rénovées depuis l'époque soviétique : les propriétaires ont acheté la précieuse parcelle en attendant l'autorisation de pouvoir démolir l'ancienne habitation. L'autorisation n'est jamais arrivée, toutes les vieilles bâtisses de l'île étant protégées. La plupart datent d'avant la révolution [de 1917], car elles ont été construites par l'aristocratie à la fin du XIX^e siècle. Sous le régime soviétique, elles servaient de résidences d'apparat.

« Ensuite, les maisons et les terrains ont été rachetés par des nouveaux riches, dans les années 1990

et au début des années 2000. Ils voulaient avoir une adresse prestigieuse, mais ils ne s'intéressaient pas du tout à l'histoire culturelle du lieu », observe Alexander Kononov. L'homme copréside l'association Staryj Peterburg (« Vieux Pétersbourg »), dont l'objectif est de préserver les merveilles architecturales du centre historique.

Barrières illégales. Les nouveaux propriétaires de l'île Kamenny voulaient raser les palais datant d'avant 1917, mais ils se sont heurtés à l'opposition des habitants. Beaucoup de maisons ont pu être sauvées. Toutes ne sont pas décaties ; un grand nombre a été rénové. Alexander Kononov ne s'en lamente pas moins.

« Chaque maison ou presque est un chef-d'œuvre de l'Art nouveau du XIX^e siècle tardif. Auparavant, quand on déambulait sur l'île, toutes ces maisons côte à côte formaient un ensemble. Aujourd'hui, une bonne partie de l'île est interdite d'accès, et le reste a été défiguré par les propriétaires qui ont fait mettre des barrières qui sont laides, en plus d'être illégales », déplore-t-il.

Les propriétaires actuels voulaient aller plus loin encore et boucler toute l'île. Plusieurs tentatives pour créer un quartier résidentiel sécurisé interdit au public ont été entreprises dans les années 2010.

Si elles ont échoué, c'est grâce à la résistance obstinée des habitants. Les projets de construire sur l'île une résidence pour Vladimir Poutine ont également fait long feu.

Aujourd'hui, les riches désertent donc l'endroit de leur propre chef. Alexander Kononov craint que ce ne soit pas de bon augure pour tous ces vieux hôtels particuliers. « Dans un monde idéal, tous ces murs et toutes ces barrières seraient démontés et l'île deviendrait un musée en plein air. Mais je ne vois pas l'État russe mettre des sous dans l'acquisition de toutes ces bâtisses. »

—Anna-Lena Laurén, publié le 22 avril



REPORTAGE





france

Société. La guerre des chèvres est déclarée

Dans l'Aude, en Occitanie, une chevrrière est entrée en conflit avec ses voisins viticulteurs. Son cheptel prolifère sans mesure. Il erre librement dans la campagne et s'attaque aux broussailles comme aux bourgeons de vignes.



—The New York Times, extraits (New York)

Dans ce coin du Sud-Ouest aride, Valérie Corbeaux vit perchée sur des collines rocailleuses avec son troupeau de chèvres.

Elle ne destine aucune de ses bêtes à l'abattoir, pas plus qu'elle n'exploite leur lait pour en faire du fromage. Non, cette ancienne Parisienne se promène avec ses biquettes, les nourrit de foin et peut passer la nuit dans sa vieille bergerie pour prendre soin d'elles quand elles sont malades. Ces créatures ne sont pas moins dignes d'amour et de liberté que les êtres humains, dit-elle.

Le hic, c'est que les chèvres ne cessent de se reproduire.

Et de partir en vadrouille toujours plus loin, franchissant les routes départementales et

pénétrant dans des vignobles où, on le sait, elles grignotent les pousses sur ces cultures dont le produit – le vin des Corbières – fait vivre toute la région.

Quand, en 2020, les chèvres sont venues brouter à tort et à travers sur ses deux hectares de cépage vermentino, Julie Rolland a décroché son téléphone pour résoudre le problème avec Valérie Corbeaux comme cela se fait à la campagne : de femme à femme, entre agricultrices, entre passionnées.

Cette ancienne ophtalmologiste a repris le vignoble de ses parents peu après la mort de sa mère. Pour elle, la vigne est plus qu'une vocation – c'est un pan vivant de son histoire personnelle.

Cette fois-là, Valérie Corbeaux avait une assurance, qui a payé

pour les dégâts commis par son troupeau. Depuis, elle a perdu son assurance, et le problème, lui, n'a fait que s'aggraver.

“Le problème, ce ne sont pas les chèvres ; c'est la personne qui ne les gère pas”, assène Julie Rolland, 42 ans,

qui compare son rituel quotidien (appeler les pouvoirs publics locaux les uns après les autres) à une scène tout droit sortie de la bande dessinée Astérix. “Nous sommes piégés dans une caricature pathétique de l'administration française, poursuit la viticultrice. J'ai envie de hurler en permanence. Il y a des lois ! Qu'est-ce qu'ils attendent ?”

Et maintenant que le printemps est là, ses appels se sont faits plus pressants. Si les chèvres engouffrent les tendres bourgeons de ses vignes, Julie Rolland



va perdre des revenus, encore une fois, et un peu plus de son patrimoine. “Je suis seule, je ne peux pas patrouiller sur toutes mes terres. Qu'est-ce qu'il faut que je fasse ? Que j'achète un fusil et que je m'en occupe toute seule ? On se met à avoir des idées folles.”

C'est une histoire bien française de liberté et de bureaucratie. Un feuilleton sur la ruralité et la nature, et sur la vision que chacun s'en fait. Une histoire de gestion des incendies et de conflits de voisinage, où passe (de loin) Brigitte Bardot. Mais, surtout, c'est une histoire de chèvres.

Nul ne sait exactement combien de têtes compte le troupeau de M^{me} Corbeaux. De sa bergerie perchée à quelque 25 kilomètres de Narbonne, elle les estime à 500, environ.

En contrebas dans les vignes, ses voisins assurent que beaucoup sont devenues sauvages et prolifèrent. Lors d'un comptage réalisé pendant un week-end il y a peu, on en a dénombré “au moins 600”, précise Stéphane Villarubias, directeur territorial de l'Office national des forêts (ONF). Le problème étant qu'elles sont difficiles à compter, “elles filent comme des nuages et disparaissent dans les bois”, poursuit-il. “Nous en sommes à nous demander s'il n'y a pas plusieurs troupeaux.”

Une chose est sûre, et pour tout le monde : les bêtes sont trop nombreuses pour être gérées par une seule personne.

“C'est trop de travail”, confirme Valérie Corbeaux elle-même, pour qui 500 est déjà un chiffre “énorme”. Elle a 55 ans, des problèmes cardiaques... “Cela fait trois ans que je demande de l'aide avec mes bous.”

Valérie Corbeaux n'est pas née parmi les chèvres. Elle qui a grandi dans le béton du X^e arrondissement de Paris a été à la tête

d'une société de logiciels. Et puis, à 30 ans, elle a eu une révélation. “Je gagnais beaucoup d'argent, je travaillais beaucoup, je n'avais même pas le temps de dépenser ce que je gagnais, raconte-t-elle. Et je me suis dit : ‘Une vie comme ça, ça ne sert à rien. Je veux être utile.’”

Elle part alors s'installer à Avignon, dans le Sud-Est, avec l'idée de travailler comme énergéticienne. C'est là, sur une foire médiévale, que son chemin croise celui de deux chevreux.

“J'étais hypnotisée.” Pour les acquérir, elle les troque contre une glacière électrique d'une

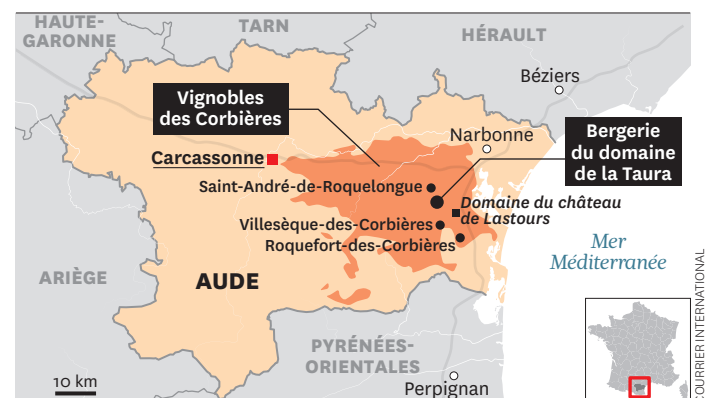
Une chose est sûre : les bêtes sont trop nombreuses pour être gérées par une seule personne.

valeur de 500 euros qu'elle vient juste d'acheter pour se lancer dans la vente de vin.

Les deux bêtes sont devenues cinq, puis 40. Valérie Corbeaux a abandonné toute velléité de travailler pour prendre soin d'elles, à plein temps. “Ce sont mes bébés”, dit-elle en répartissant le foin par terre dans un coin de la bergerie où se pressent des femelles adultes (au nombre de 52, compte-t-elle), et un chevreau, encore chancelant sur ses pattes, né il y a une heure à peine. “Je pourrais mourir pour mes chèvres.”

Des années durant, elle n'a cessé de changer de lieu de vie, en quête de l'endroit idéal où ses chèvres pourraient être “efficaces et utiles, et où [elle pourrait s']occuper d'elles en leur offrant la vue la plus naturelle possible”.

Et puis, enfin, le coup de chance : elle déniche ce domaine de 680 hectares, de la garrigue pour ainsi dire déserte, et pose ses valises. Elle a alors 70 bêtes.



↓ Les chèvres de Valérie Corbeaux. Le bouc dont les cornes sont marquées de violet a récemment été castré.
 ↓↓ Un ouvrier dresse une clôture contre les chèvres.

Les chèvres ont longtemps fait partie de ces paysages de rocaïlle broussailleuse. Elles étaient considérées comme des pare-feu vivants, car elles broutent et nettoient les broussailles et l'herbe sèche, qui sont de véritables torches en cas d'incendie, rappelle Luc Castan, le maire de Roquefort-des-Corbières, dont le père éleva le dernier troupeau du village, dans les années 1970. L'été dernier, alors que les feux ravaageaient la région, l'élu s'était battu pour faire revenir les chèvres : "Les incendies ont commencé quand il n'y a plus eu de chèvres."

Précisément, Valérie Corbeaux entendait faire revivre l'éco-pâturage, assure-t-elle. Elle avait même commencé à recevoir des subventions européennes pour son travail – un total d'environ 35 000 euros par an d'aides, précise-t-elle, qui viennent de s'arrêter.

Les quatre premières années, elle pouvait suivre ses chèvres à pied. Et puis le groupe de boucs, de plus en plus nombreux, s'est mis à s'aventurer toujours plus loin. Et, en 2019, des viticulteurs commencent à se plaindre.

Bouc émissaire. "Elles se sont mises à venir de plus en plus régulièrement, de plus en plus nombreuses", raconte l'un d'eux, Philippe Montanié, tout en observant aux jumelles un groupe d'une dizaine de caprins rôdant autour d'une rangée de ceps de sauvignon blanc, près de chez lui. "Ça fait cinq ans qu'on leur court après. Mes employés y passaient tous leurs après-midi. Deux viennent de démissionner. Leur métier, c'est le vin, pas les chèvres."

Selon le sous-préfet de Narbonne, dix viticulteurs au moins ont officiellement déposé plainte pour les dégâts causés à leurs cultures par les chèvres de Valérie Corbeaux.

D'autres, à l'image des propriétaires du domaine du château de Lastours, se sont contentés d'absorber leurs pertes. "Je préfère consacrer mon temps à vendre du vin", résume Thibaut de Braquilanges, le directeur du domaine, qui a déboursé 6 000 euros pour faire clôturer une parcelle.

Valérie Corbeaux, de son côté, assure avoir proposé de financer la clôture des vignes de Philippe Montanié et de Julie Rolland – cela



revenait moins cher que de le faire autour des 680 hectares du domaine qu'elle loue. Ils ont refusé. "Qu'est-ce qu'il vaut mieux faire, élever des murs pour nous protéger des bandits, ou bien les mettre en prison?" s'agace Julie Rolland. Au printemps dernier, une concertation a été lancée pour tenter de trouver un accord entre trois viticulteurs et la chevrrière, non en matière de compensation, mais pour faire cesser le problème. Ce fut un échec.

Depuis, la situation ne s'est pas améliorée. Pour ses voisins, Valérie Corbeaux est une irresponsable et une "pseudo-écologiste", qui non seulement sape leurs moyens de subsistance, mais nuit à l'environnement. Toutes leurs vignes sont en bio, soulignent-ils amèrement.

Valérie Corbeaux le reconnaît : ses chèvres ont fait des dégâts, et elle doit dédommager

les victimes. Mais, pour elle, les dégâts ont été surévalués pour augmenter les indemnisations demandées aux assurances. Ses adversaires sont des "voleurs" et des "bandits", et elle, facile à dépeindre en originale, vivant seule au milieu de la garrigue entourée par des chèvres qu'elle laisse paître en liberté, fait un bouc émissaire bien commode.

En France, les associations de chasseurs sont chargées du contrôle des populations d'animaux jugés "nuisibles", à commencer par les sangliers. Quand la menace est plus grande ou plus aléatoire, par exemple face à des ours rôdeurs, les pouvoirs publics font appel à des lieutenants de louteveterie. En 2021, ces experts de la chasse [collaborateurs bénévoles de l'administration] ont abattu un troupeau de vaches qui divaguaient à environ 70 kilomètres

de la ferme de Valérie Corbeaux. Le propriétaire des bovins était lui aussi un partisan de l'élevage en liberté.

La chevrrière a alors craint le même sort pour ses chères bêtes. Le maire d'une commune du coin l'en a d'ailleurs menacée dans une lettre officielle, tout en assurant ensuite que c'était du "bluff" pour lui faire peur et la pousser à agir. De son côté, le sous-préfet assure n'avoir jamais autorisé l'abattage de ces chèvres.

Mais, voyant chasseurs et viticulteurs unis contre elle, Valérie Corbeaux en a appelé à

"Il y avait un bouc au milieu de la route. Il avait des cornes énormes."

Anaïs Barthas,
 HABITANTE DES CORBIÈRES

une autre des forces vives de la France rurale, les militants de la cause animale. "Empêchez le massacre sauvage de mes 250 boucs de débroussaillage !" s'intitulait sa pétition publiée l'année dernière sur change.org. Plus de 46 000 signatures étaient venues la soutenir.

Ces derniers mois, sous les toits ocre des cafés et restaurants des villages des Corbières, les chèvres sont dans toutes les conversations. Tout le monde a son anecdote.

Un soir, en rentrant de chez sa mère, Anaïs Barthas somnolait

dans la voiture quand son petit ami, qui conduisait, a dû piler net : "Il y avait un bouc au milieu de la route, raconte-t-elle. Il avait des cornes énormes."

Catherine Maître, la maire de Villesèque-des-Corbières, a été réveillée récemment, un dimanche matin, par un appel affolé. Un groupe de chèvres errait sur la route à double sens qui serpente en haut de gorges sinueuses, et jusque dans le tunnel creusé dans la montagne. L'éluë a pris sa voiture et filé sur les lieux pour klaxonner tout ce qu'elle pouvait et disperser le bétail. "Je n'en dors plus, déplore cette ancienne viticultrice. J'ai tellement peur qu'il y ait un accident et des morts."

Justice. Au bout du compte, c'est une figure connue pour son amour des animaux, comme Valérie Corbeaux, qui est venue à la rescousse – en tout cas sa fondation. La Fondation Brigitte Bardot a ainsi financé un enclos grillagé de 160 hectares, pour 40 000 euros, sur les terres de la chevrrière. Elle s'est aussi engagée à payer les vétérinaires pour stériliser les mâles, afin de limiter la reproduction du cheptel.

En ce mois de mai et en juin, au moins trois audiences au tribunal sont prévues pour Valérie Corbeaux à la suite de plaintes des viticulteurs, d'accusations de mauvais traitements portées par les services vétérinaires et de faits de "divagation" de ses bêtes sur la voie publique.

Deux villages ont installé des enclos où ils ont placé de la nourriture pour attirer les chèvres vagabondes. Celles que M^{me} Corbeaux ne viendra pas récupérer (moyennant finance) seront données ou vendues, précise Catherine Maître, qui dit avoir une liste d'attente bien garnie.

Depuis sa bergerie perchée, Valérie Corbeaux dit espérer que, devant la justice, la lumière sera faite sur la réalité des dégâts causés par ses chèvres. Elle se réjouit qu'une solution ait été trouvée, mais elle en a les larmes aux yeux.

"Mes boucs, je les aime. Je ne crois pas qu'on ait le droit d'en faire ce qu'on veut – ni de les tuer ni de les castrer, insiste-t-elle. On leur doit plus de respect que ça."

— Catherine Porter,
 publié le 14 avril

à la une

TURQUIE

POURQUOI ERDOGAN PEUT PERDRE

Plus de 64 millions de Turcs sont appelés aux urnes le 14 mai pour élire un nouveau chef de l'État ainsi qu'un nouveau Parlement.

Un double scrutin qui s'apparentera davantage à un référendum sur la présidence de Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis vingt ans. La coalition d'opposition est donnée favorite, mais le vote risque d'être serré. Le séisme dévastateur du 6 février sera-t-il fatal aux ambitions du "sultan"?



Une élection cruciale pour l'Europe et l'Otan

L'issue de l'élection du 14 mai aura un impact majeur sur la politique étrangère turque. Les liens du pays avec l'Europe, la Russie et les États-Unis pourraient évoluer, ainsi que le rôle d'Ankara au sein de l'Alliance atlantique.

— **Politico**, extraits (Bruxelles)

Pour le président turc, Recep Tayyip Erdogan, l'élection du [14 mai] revêt une formidable signification historique. Elle a lieu cent ans après la fondation de la république laïque de Mustafa Kemal Atatürk et, si Erdogan l'emporte, il sera en mesure d'imprimer encore plus sa marque sur la trajectoire de ce poids lourd géostratégique de près de 85 millions d'habitants. L'Occident redoute qu'il n'en profite pour imposer un modèle de plus en plus conservateur sur le plan religieux ou pour se montrer plus belliqueux au niveau régional, tout en s'arrogant toujours plus de pouvoirs.

La présidentielle turque aura, par ailleurs, une influence considérable sur la sécurité en Europe et au Moyen-Orient. Le vainqueur pourra déterminer le rôle de la Turquie au sein de l'Otan, sa relation avec les États-Unis, l'Union européenne (UE) et la Russie, sa politique migratoire, le rôle d'Ankara dans la guerre en Ukraine et sa position face aux tensions en Méditerranée orientale.

Sur les grandes questions de politique étrangère, l'opposition turque est sûre de parvenir à dégeler les négociations sur l'entrée du pays dans l'Union européenne – lesquelles sont au point mort depuis 2018.

L'opposition promet en outre d'appliquer les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme qui appellent à la libération de deux des adversaires d'Erdogan les plus connus, en prison : Selahattin Demirtas, coprésident du Parti démocratique des peuples (HDP), prokurde, et Osman Kavala, défenseur des droits humains.

Mais, même avec un nouveau gouvernement, il sera difficile de rouvrir des négociations sur l'entrée de la Turquie dans l'UE. Dans le pays, le sentiment anti-occidental reste vif d'un bout à l'autre du spectre politique, estime Wolfgang Piccoli, cofondateur de Teneo, un cabinet spécialisé dans l'analyse des risques.

“La politique étrangère dépendra de la cohérence de la coalition, dit-il. C'est une coalition de partis qui n'ont rien en commun, si ce n'est le désir de se débarrasser d'Erdogan. Ils ont tous des priorités très différentes, ce qui aura un impact.”

L'Europe, quant à elle, n'a pas l'air prête à accueillir une nouvelle Turquie. “Ils se sont habitués à la notion d'une Turquie non-alignée, qui s'est écartée des règles et des valeurs de l'UE et trace sa propre route, décrit Asli Aydintasbas, membre de la Brookings Institution [un groupe de réflexion américain]. Si l'opposition forme un gouvernement, celui-ci se cherchera une identité européenne, et nous ne savons pas comment l'Europe réagira, si on parlera d'intégration ou d'un nouveau cadre de sécurité qui inclurait la Turquie.”

“Manifestement, il y a eu une érosion mutuelle de la confiance”, constate Sinan Ülgen, ancien diplomate turc, membre du groupe de réflexion Carnegie Europe. Il avance qu'en dépit des réticences que suscite une entrée de la Turquie dans

“Si l'opposition forme un gouvernement, celui-ci se cherchera une identité européenne.”

Asli Aydintasbas,
MEMBRE DE LA BROOKINGS INSTITUTION

l'UE il serait possible d'établir, dans d'autres domaines, un cadre complémentaire et mutuellement bénéfique, centré autour des questions d'union douanière et de libéralisation des visas, de la coopération sur le climat, la sécurité et la défense, ainsi que de l'accord sur les migrations.

Il est certain que l'opposition s'efforcera de revenir sur cet accord conclu avec l'UE en 2016, assure Ahmet Ünal Çeviköz, proche conseiller du candidat de l'Alliance de la nation, Kemal Kılıçdaroglu, principal opposant à Erdogan à l'élection présidentielle du 14 mai.

“Nous devons coordonner notre politique migratoire avec l'UE, dit-il. En Europe, beaucoup de pays considèrent la Turquie comme une sorte de réservoir où il est possible de bloquer les migrants venus de l'est, et c'est bien sûr quelque chose que la Turquie ne peut pas accepter.”

Après y avoir à l'origine opposé son veto, Ankara a finalement donné son feu vert, le 30 mars, à l'entrée de la Finlande dans l'Otan. Or, l'opposition

Repères

QUI VOTE ET POUR QUOI ?

Le 14 mai, plus de 61 millions d'électeurs sont appelés à voter pour le premier tour de l'élection présidentielle en Turquie. Si un second tour était nécessaire, il aurait lieu le 28 mai. La course semble se résumer à un duel entre le président sortant, Recep Tayyip Erdogan, et le candidat de l'opposition, Kemal Kılıçdaroglu, loin devant Muharrem Ince et Sinan Ogan, qui ne dépassent pas les 5 % dans les sondages. Les élections législatives auront également lieu le 14 mai, avec un mode de scrutin proportionnel de liste à un tour. À surveiller, le vote des Kurdes, qui représentent 20 % de la population, ainsi que celui des 6 millions de nouveaux électeurs et des 3 millions de Turcs inscrits sur les listes électorales à l'étranger qui, eux, ont pu voter entre le 27 avril et le 9 mai.

s'engage à aller plus loin et à lever le veto turc sur l'intégration de la Suède dans l'organisation, affirmant qu'elle pourrait donner son accord lors de la réunion annuelle de l'Alliance, le 11 juillet.

S'il était réélu, Erdogan pourrait lui aussi estimer que son pouvoir est suffisamment consolidé pour autoriser l'entrée de la Suède, suggèrent plusieurs spécialistes.

Par ailleurs, les relations militaires entre la Turquie et les États-Unis se sont sévèrement dégradées en 2019, quand Ankara a acheté des systèmes de missiles antiaériens russes S-400. En réaction, les États-Unis ont exclu Ankara du programme d'avions de combat F-35 et infligé des sanctions à l'industrie turque de la défense.

À la fin du mois de mars dernier, une rencontre entre Kılıçdaroglu et Jeff Flake, l'ambassadeur américain à Ankara, a ulcéré Erdogan, qui y a vu une ingérence dans le scrutin et a juré de “fermer la porte” au diplomate américain. “Nous devons donner une leçon aux États-Unis pendant ces élections”, a lancé le président, furieux, à ses électeurs.

Dans son projet politique, l'opposition signale son intention de réintégrer le programme F-35.

Après l'invasion russe de l'Ukraine, la Turquie s'est posée en intermédiaire. Elle continue à fournir des armes – en particulier des drones Bayraktar – à l'Ukraine, tout en refusant de sanctionner la Russie. Elle a également obtenu un accord qui, sous l'égide des Nations unies, permet aux exportations ukrainiennes de céréales de passer par la mer Noire malgré le blocus russe.

Ahmet Ünal Çeviköz affirme que, sous la direction de Kılıçdaroglu, le pays serait prêt à continuer de jouer les médiateurs et à prolonger l'accord sur les céréales, mais que l'accent serait mis sur le statut d'Ankara en tant que membre de l'Otan. “Nous nous contenterons de souligner le fait que la Turquie est membre de l'Otan et, dans nos discussions avec la Russie, nous nous efforcerons clairement d'établir une relation entre pairs.” → 30

Contexte

Sous tension

●●● “Le 14 mai 2023 est une tentative de coup d'État politique de l'Occident. Une tentative de coup d'État où tous les préparatifs sont en place pour éliminer la Turquie”, déclarait il y a quelques jours le ministre de l'Intérieur turc, Süleyman Soylu, rappelle le quotidien **Birgün**. Au sein de l'opposition, de nombreuses voix s'inquiètent du déroulé du scrutin et des violences dont il pourrait être émaillé. Plus de 600 000 militaires et membres des forces de l'ordre devraient être déployés dans l'ensemble du pays le jour du vote. Pour tenter de garantir la transparence du scrutin, les partis d'opposition et des associations de la société civile ont annoncé avoir formé plusieurs centaines de milliers d'assesseurs et d'observateurs.

29 ← Les échanges avec Moscou ont essentiellement pour moteur la relation entre Poutine et Erdogan, et cela doit changer, soutient Sinan Ülgen. “Aucun autre dirigeant turc n’entretenirait ce type de relation avec Poutine, il y aurait davantage de distance, dit-il. Cela ne veut pas dire que la Turquie s’alignerait sur les sanctions : elle ne le ferait pas. Mais, quoi qu’il en soit, la relation serait plus transparente.”

Selon l’opposition, le rôle de la Turquie en Syrie dépend avant tout des moyens de gérer la question des Syriens qui vivent sur son territoire. La Turquie abrite près de 4 millions de Syriens, et beaucoup de Turcs, en proie à une grave crise, font montre d’une hostilité croissante à leur égard. Kılıçdaroglu a promis de créer des conditions favorables au retour volontaire des Syriens chez eux.

“Notre approche consisterait à réhabiliter l’économie syrienne et à créer les conditions facilitant des départs volontaires”, explique Ahmet Ünal Çeviköz, qui reconnaît que cela nécessiterait de partager le fardeau au niveau international, mais aussi de reprendre langue avec Damas. “Un nouveau gouvernement turc sera davantage enclin à, en gros, serrer la main d’Assad”, dit Sinan Ülgen.

“Aucun autre dirigeant turc n’entretenirait ce type de relation avec Poutine, il y aurait davantage de distance.”

Sinan Ülgen,
ANCIEN DIPLOMATE TURC

Par ailleurs, la Turquie a durci sa rhétorique agressive vis-à-vis de la Grèce, le gouvernement d’Erdogan allant même jusqu’à avertir qu’un missile pourrait frapper Athènes. Mais l’arrière-plan des relations bilatérales a changé [depuis le séisme début février et le soutien apporté par le pays].

Signe de dégel, les ministres grecs de la Défense, Nikos Panagiotopoulos, et de l’Immigration, Notis Mitarakis, se sont rendus en Turquie le mois dernier. À cette occasion le ministre de la Défense turc, Hulusi Akar, a déclaré qu’il espérait que la Méditerranée et la mer Égée deviennent une “mer de l’amitié” entre les deux pays. Akar a dit attendre un moratoire avec la Grèce sur les exercices militaires et aériens en mer Égée entre le 15 juin et le 15 septembre.

“Le rapprochement entre la Turquie et la Grèce autour de leurs problèmes bilatéraux [en mer Égée] facilitera la coordination dans la réponse aux autres problèmes de la Méditerranée orientale, où les relations sont davantage multilatérales”, dit-il.

De l’avis des spécialistes, la Grèce, Chypre et la Méditerranée orientale sont essentielles pour la politique étrangère turque, ce qui ne changera pas vraiment avec un autre gouvernement. S’il y avait une différence, elle tiendrait plutôt au style. “C’est l’approche de ces questions litigieuses qui va nettement changer”, explique Ülgen. Nous reviendrons à un style plus adulte, plus diplomatique de gestion des différends et des litiges.”

—**Nektaria Stamouli,**
publié le 17 avril

À la une



**LA DÉRIVE
AUTORITAIRE**

22 février 2017 —

Il y a six ans, *Courrier international* confiait son dossier de une à **Cumhuriyet**, alors l’un des derniers journaux d’opposition turcs. Sa rédaction racontait la montée de la censure et de la répression en Turquie, sous l’égide d’Erdogan. Dans les mois qui ont précédé et suivi ce dossier spécial, une grande partie de la rédaction était incarcérée.



**LA TURQUIE
CONTRE LE RESTE
DU MONDE**

14 octobre 2020 —

Haut-Karabakh, Syrie, Libye, mer Égée... Il y a trois ans, la presse étrangère expliquait pourquoi le régime d’Erdogan intervenait sur tous les fronts. “Militairement, le pays est peut-être plus fort que jamais, mais il ne s’agit là que d’un subterfuge pour surcompenser une société déchirée et désenchantée”, expliquait déjà le quotidien israélien **Ha’Aretz**.

KEMAL KILIÇDAROĞLU, LE CONTRE- MODÈLE

Face à un président autocratique et fragilisé par le séisme et la crise économique, le candidat de l’opposition, favori des sondages, a montré qu’il avait le profil pour remettre la Turquie sur les rails, s’enthousiasme ce journaliste.

—**T24,** extraits (Istanbul)

Du droit, de la loi et de la justice [slogan lancé par le leader du Parti républicain du peuple (CHP), Kemal Kılıçdaroglu, en 2017], voilà ce dont la Turquie manque le plus et ce dont elle a le plus besoin. La nuit où Kemal Kılıçdaroglu a été désigné comme candidat commun de la Table des six [aussi appelée “Alliance de la nation”, la coalition qui réunit six partis d’opposition], c’était ce slogan qui était repris à Ankara par des milliers de voix réclamant le retour de la justice au nom des millions de personnes qui l’espèrent.

Comment ce but peut-il donc être atteint ? En faisant subir, le 14 mai, une défaite électorale cuisante à ce régime autocratique qui ne trouve plus d’autre issue que de glisser vers la dictature.

En nous unissant autour de Kemal Kılıçdaroglu. C’est lui qui s’est trouvé être le candidat le plus méritant d’une coalition qu’il a lui-même formée. Il a su, en son sein, faire preuve d’esprit d’équipe, se comporter de manière égale avec tous et jouer son rôle de *primus inter pares*, de “premier parmi les pairs”.

C’est aussi à lui que l’on doit la marche pour la justice qui, en 2017, a sonné le réveil de l’opposition, puis la victoire de 2019 lors des élections locales [où l’opposition a remporté les grandes villes du pays, dont Istanbul et Ankara].

Il a su placer les bonnes personnes aux bons postes dans le parti, comme il a su s’adresser à toutes les composantes de la société.

Il a su aussi demander pardon aux religieux pour les erreurs commises dans le passé [par les tenants d’une laïcité de combat contre la



religion] et proposer de remplacer l’actuelle polarisation extrême par la paix sociale.

Il a su élever la voix contre les fléaux de la drogue qui ravagent la jeunesse [en particulier la méthamphétamine, qui touche les quartiers les plus pauvres des grandes villes], de la paramilitarisation [certains groupes islamistes et ultranationalistes proches du pouvoir n’hésitant pas à s’armer et à s’afficher comme d’éventuels supplétifs des forces de sécurité], de la corruption [Kılıçdaroglu s’en prenant fréquemment aux “cinq bandits”, propriétaires de cinq des plus grandes holdings du pays et connus pour leur facilité à décrocher de juteux contrats publics] et de l’injustice.

Si la Turquie doit sortir du régime autocratique pour s’orienter vers un leader qui saura se contenter d’un seul mandat, revenir, comme le propose la Table des six, à un régime parlementaire qui fera preuve de capacité d’écoute et d’arbitrage, alors

Kemal Kılıçdaroglu a le meilleur profil possible pour accomplir cette tâche.

Ne nous y trompons pas : plus qu’une élection à venir, c’est un référendum qui nous attend, portant sur cette question simple : oui ou non au régime d’un seul homme ?

La réponse à cette question, que nous attendions pour le 14 mai, nous est parvenue le 6 février, à l’occasion du tragique séisme qui a endeuillé une région de la taille du Portugal, plus grande que de nombreux pays du Moyen-Orient, et causé la mort dramatique de dizaines de milliers de nos concitoyens.

L’homme qui nous gouverne seul n’a su que faire. Lui qui d’ordinaire est partout était soudain invisible. Dans un des pires moments de



ÉDITO



CARTOON MOVEMENT

crise qu'ait connus ce pays, il était occupé à faire ce qu'il sait le mieux faire : édicter des interdictions [l'annonce de l'état d'urgence ou la fermeture du réseau social Twitter, où des internautes critiquaient l'inaction du pouvoir] et les appliquer contre la population, alors que des dizaines de milliers de personnes prisonnières des décombres attendaient qu'on vienne les secourir.

Dans ces heures critiques, Kemal Kılıçdaroglu a fait montre de la stature d'un chef d'État et s'est immédiatement déplacé dans la zone.

Recep Tayyip Erdoğan a perdu l'élection présidentielle le 6 février, tandis que Kemal Kılıçdaroglu y montrait qu'il méritait de devenir le treizième président de la République turque.

Le régime d'Erdoğan gît désormais sous les ruines du séisme et rien ne le ramènera à la vie. Les dégâts matériels causés par le séisme sont évalués à 100 milliards de dollars. Une somme qui vient s'ajouter à la facture énorme de la crise dans laquelle est plongé le pays du fait de la politique économique absurde de ce régime et de ses mauvaises décisions en la matière.

Il faudra au pays, pour pouvoir se relever, bénéficier de l'aide des institutions de crédit internationales et du monde occidental, et il n'est pas besoin d'être un devin pour prédire que l'homme qui nous gouverne seul aura du mal à l'obtenir.

Le ballon de baudruche gonflé par le pouvoir de la "grande et puissante Turquie" a été crevé par le séisme. Les sauveteurs grecs, pays que notre homme unique menaçait d'envahir il y a peu, ont été plus rapides à intervenir que les équipes de sauvetage et d'aide humanitaire du gouvernement.

Dans onze départements du pays, la

population, qui y votait très largement pour l'AKP [le Parti de la justice et du développement, fondé par Erdoğan], s'est retrouvée livrée à elle-même à se demander où était cet État dont on lui avait vanté la puissance et dont elle implorait le secours.

D'après l'ONG américaine Freedom House, la Turquie est catégorisée depuis le référendum présidentiel de 2018 comme faisant partie des pays "non libres", c'est-à-dire non démocratiques.

D'après un rapport de 2022 de Reporters sans frontières, le pays se classe 149^e sur 180 en matière de liberté de la presse, juste devant la Syrie, l'Iran, la Russie ou la Chine.

Le régime d'Erdoğan gît désormais sous les ruines du séisme et rien ne le ramènera à la vie.

Enfin, l'ONG anticorruption Transparency International place la Turquie en 109^e position, soit parmi les pays les plus gangrenés par la corruption. Le programme commun de la Table des six promet justement de s'en prendre à ces problèmes majeurs.

L'homme qui devra mettre en place ce programme, Kemal Kılıçdaroglu, a notamment été choisi en raison de la disqualification d'Ekrem Imamoglu [maire d'Istanbul] à la suite des procès et des condamnations prononcées contre lui pour empêcher sa candidature.

Sa nomination a été accueillie par certains avec des cris de désespoir, en raison de sa faible popularité dans les sondages, comparée à celle d'Imamoglu. Mais quel sondage avait prévu la victoire d'Erdoğan à la mairie d'Istanbul en 1994 ou celle d'Imamoglu en 2019 ? Qui avait prévu

qu'en 2002 l'AKP, créé deux ans auparavant, prendrait seul les rênes du pays ?

La probabilité pour le pouvoir de perdre les élections était déjà très élevée. Après le choc du séisme du 6 février, elle est devenue presque tangible. Le choix de Kılıçdaroglu et la façon dont l'opposition a fait campagne depuis ont rendu sa victoire certaine.

D'autres voix au sein de l'opposition se sont alarmées de l'appartenance confessionnelle de Kılıçdaroglu [de confession alévie, une religion hétérodoxe inspirée de l'islam chiite mais avec des apports soufis et chamaniques]. Elles s'inquiètent des chances qu'un candidat qui ne soit pas musulman sunnite soit élu dans ce pays, et redoutent qu'Erdoğan et ses affidés n'en fassent un instrument de leur propagande électorale.

Pourtant, il a été désigné par la Table des six, qui compte en son sein Temel Karamollaoglu [leader d'un petit parti islamiste d'opposition], qui fut maire de Sivas [théâtre en 1993 d'un massacre contre des artistes et intellectuels alévis qui fit 37 morts], ou des anciens ministres de l'AKP comme Ahmet Davutoglu ou Ali Babacan.

Que ces figures se soient mises d'accord sur sa candidature est le signe que son appartenance confessionnelle est loin d'être un handicap. L'élection de Kılıçdaroglu en 2023 sera le signe d'un gigantesque pas en avant vers la concorde nationale et la démocratie.

Il ne lui restera alors plus qu'à saisir la main tendue par la gauche et le HDP (le Parti démocratique des peuples, prokurde).

Le printemps turc a commencé le 6 mars, avec sa nomination quinze jours avant le Norouz [fête iranienne et kurde du Nouvel An]. Le 14 mai, quelques jours après l'Hydrellez [fête du printemps, célébrée principalement par les Tziganes de Turquie], les fleurs fleuriront.

—Cengiz Candar, publié le 8 mars

SOURCE



T24

Istanbul, Turquie
t24.com.tr

T24 est un journal en ligne créé en 2009. Il dispose d'une large gamme d'éditorialistes, de journalistes mais aussi d'universitaires et d'intellectuels engagés, qui livrent quotidiennement leurs analyses et points de vue sur l'actualité. Il suit une ligne politique plutôt proche de la gauche libérale, en opposition à la presse conservatrice et nationaliste.

↑ Recep Tayyip Erdoğan et Kemal Kılıçdaroglu. Dessin de Rahma, Turquie.

Chronologie

D'UN SÉISME À L'AUTRE

1999 — Un séisme d'une magnitude allant de 7,2 à 7,6 sur l'échelle de Richter, suivi de plus de 300 répliques, frappe le nord-ouest de la Turquie, faisant plus de 17 000 morts.

2003 — La mauvaise gestion du séisme de 1999 a profondément mécontenté l'opinion. Erdoğan devient Premier ministre, quatre mois après la victoire aux élections législatives du Parti de la justice et du développement (AKP), qu'il a cofondé. Il occupe cette fonction pendant onze ans.

2005 — Ouverture des négociations en vue de

l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Le processus est actuellement au point mort.

2013 — Un mouvement de contestation généralisé, parti de manifestations contre un projet de piétonnisation menaçant le parc Gezi, dans le quartier stambouliote de Taksim, se dresse contre le pouvoir. Sa sévère répression marque le tournant autoritaire du pouvoir d'Erdoğan.

2014 — Erdoğan devient le premier président turc élu – au premier tour – au suffrage universel direct.

2015 — Le gouvernement turc interrompt le processus

de paix avec les Kurdes.

2016 — Le pouvoir déjoue une tentative de coup d'État, qu'il attribue au mouvement du prédicateur – et ancien allié – Fethullah Gülen. Les mois suivants, Erdoğan mène des purges de grande ampleur parmi les gülenistes et les wopposants.

2019 — L'opposition ravit à l'AKP Istanbul et Ankara, les deux plus grandes villes de Turquie, lors des élections municipales.

6 février 2023 — Un séisme de magnitude 7,8, suivi de milliers de répliques, frappe le sud du pays, faisant plus de 50 000 morts.

Ça suffit, il faut qu'Erdogan parte maintenant!

Excédés par une crise économique qui perdure et une inflation galopante, de nombreux Turcs s'enfoncent dans la pauvreté et affirment vouloir désormais voter pour le "changement".

—Evrensel, extraits (Istanbul)

Nous sommes ici dans une épicerie du quartier de Vatan, à Gaziantep [ville conservatrice dans le sud-est du pays]. Le propriétaire travaille depuis vingt-huit ans comme ouvrier dans la zone industrielle toute proche, mais il tient aussi ce commerce avec ses enfants, afin d'avoir un complément de revenu.

Inquiet, il préfère ne pas donner son nom. "Même avec deux emplois, je ne m'en sors pas, j'ai trois enfants, dont le plus jeune a 14 ans, c'est lui qui m'aide au magasin, car je ne peux y être que le soir. Je suis obligé de tout payer à crédit et les factures d'eau et d'électricité ne cessent d'augmenter", se plaint-il.

"Avant, on pouvait espérer s'acheter un terrain ou une maison avec l'argent qu'on gagnait, mais aujourd'hui c'est absolument inimaginable de devenir propriétaire", regrette le père de famille.

Il explique ne pas suivre les élections de très près, mais il entend souvent ses collègues en parler à l'usine : "Il y a souvent des débats entre ceux qui pensent voter CHP [le principal parti d'opposition] et AKP [le parti islamo-nationaliste du président Erdogan]. Moi, je pense que j'irai voter CHP, s'ils l'emportent peut-être qu'il y aura du changement."

Ces reproches à l'égard du pouvoir sont avant tout de nature économique : "Ce n'est pas moi qui fixe le prix de l'électricité ou des loyers. C'est le gouvernement qui est responsable. Avant, tout était moins cher, ici tout le monde a perdu espoir en l'avenir, il faut que ça change."

Non loin de l'épicerie, un commerçant a déployé son étal de fruits et légumes. Les prix y sont très élevés. Près de 20 livres [1 euro] pour des oignons en mauvais état, le poivron à 37 livres le kilo [près de 2 euros].

Mahmut Bayram, le primeur, habite ici depuis vingt-cinq ans : "Les clients sont révoltés par les prix, parfois je n'arrive pas à vendre mes produits, mais s'ils pourrissent sur place j'en suis de ma poche. Il faut que le coût de la vie baisse, on ne peut pas continuer comme ça."

Lui aussi espère le changement pour le 14 mai. "Tout doit changer dans ce pays : le pouvoir d'achat, mais aussi toutes les injustices que l'on constate, toute la corruption et les affaires illégales, j'irai voter pour Kılıçdaroglu [le candidat de l'opposition], c'est certain, j'espère que les gens vont prendre conscience de la situation et se mobiliser", souhaite-t-il.

Sahin Aslan est assis sur un trottoir sur l'avenue principale du quartier et ne dit pas autre chose que les autres habitants : "Ça suffit, il faut qu'Erdogan parte maintenant. J'ai un fils qui veut se marier mais nous repoussons sans cesse la date parce que nous n'avons pas de quoi payer la cérémonie. Certains

prix ont triplé depuis l'an dernier, les gens s'enfoncent dans la pauvreté, faisons confiance au prochain gouvernement, peut-être qu'il améliorera les choses."

—Mahsun Kiliç, publié le 20 avril



REPORTAGE



SOURCE

EVRENSEL

Istanbul, Turquie
Quotidien, 6 000 ex.
evrensel.net

Publié depuis 1995, Evrensel (Universel) est un quotidien de la gauche turque. Se revendiquant du socialisme, le quotidien est proche du petit parti de gauche radical Emek Partisi (parti du travail). La plupart du contenu du quotidien est mis en accès libre sur le site internet du journal.

→ Dessin de Zemgus Zaharans, Lettonie.



Contexte

Une économie en crise

●●● La Turquie est depuis plusieurs années en proie à une crise économique, marquée par une dépréciation monétaire et une envolée des prix ayant entraîné une érosion du pouvoir d'achat des Turcs. Après avoir atteint 36 % en 2021, l'inflation annuelle a culminé à 64 % en 2022, d'après des chiffres officiels très critiqués – un groupe d'économistes indépendants l'estime à 137 % sur la même période. Et les prix continuent de grimper depuis début 2023, mais plus lentement, selon le quotidien **Hürriyet**. En effet, la monnaie nationale, elle, a atteint son plus bas historique au mois d'avril : 1 euro s'échange désormais à plus de 21 livres turques, contre moins de 15,50 livres il y a un an et un peu plus de 5 livres il y a cinq ans. La prise de contrôle de la politique économique du pays par le président Recep Tayyip Erdogan en 2021, qui tente depuis de maintenir une forme de croissance économique à travers une politique monétaire en contradiction avec toutes les théories dominantes, a aggravé la crise. En cas de victoire, l'opposition a promis de revenir à une forme d'orthodoxie économique et monétaire et de restaurer surtout l'indépendance de la Banque centrale. Mais elle devra faire face à une situation économique compliquée, même si certains se montrent optimistes, comme cet analyste financier anglais interrogé par le quotidien **Cumhuriyet** : "Les économistes de l'opposition sont connus et respectés par les investisseurs étrangers [...]. Une nouvelle lune de miel avec l'Occident pourrait encourager les investisseurs à acheter des valeurs en livres turques."

En janvier dernier, le président turc, à la peine dans les sondages, avait augmenté de 50 % le salaire minimum, ce qui lui avait permis de regagner en popularité. En cas de réélection, il a promis d'augmenter encore les salaires et les pensions de retraite.

← "Ça sent le roussi."
Dessin de Joep Bertrams paru dans **De Groene Amsterdammer**, Pays-Bas.

LE CHOIX PAR DEFAUT DES KURDES

Marginalisés, les Kurdes, qui représentent 20 % de la population en Turquie, sont considérés comme les faiseurs de roi des prochaines élections. Orphelins de leur leader politique en prison, ils devraient se tourner vers Kemal Kılıçdaroglu pour se débarrasser d'Erdogan.

— Medyascope, extraits (Istanbul)

Nous sommes à quelques jours des élections. Comme dans beaucoup de scrutins précédents, on y parle beaucoup des Kurdes, de leurs partis et de leurs candidats. Le principal sujet de débat est bien sûr le choix du HDP [Parti démocratique des peuples, pro-kurde] – qui, pour l'occasion, s'appellera Parti de la gauche écologiste [pour contrer les menaces d'interdiction du HDP] – de ne pas présenter de candidat à la présidentielle et de soutenir celui de l'opposition, Kemal Kılıçdaroglu.

Pour traiter de ces sujets, je me suis fait inviter à un *iftar* [un repas de rupture de jeûne du ramadan], dans le quartier majoritairement kurde de Kanarya, à Istanbul.

Je me présente donc un soir au domicile de Monsieur Zübeyir [en turc, on accole Monsieur ou Madame au prénom des personnes, et pas à leurs noms] et de sa famille. À l'entrée du hall de l'immeuble, je suis accueillie par une affiche défraîchie de Selahattin Demirtas [charismatique leader du HDP, emprisonné depuis 2016 malgré de nombreux jugements de la Cour européenne des droits de l'homme exigeant sa remise en liberté].

La famille chez laquelle je me trouve est originaire de Mardin [dans le sud-est du pays] et compte neuf enfants, dont la plupart se



CARTOON MOVEMENT

sont mariés et ont quitté le domicile familial. Zübeyir et son épouse vivent avec un de leurs fils, sa femme et leur jeune enfant. Mais, à mon arrivée, je suis accueillie par deux autres fils et belles-filles, ainsi que par un voisin.

En attendant de pouvoir manger après l'appel à la prière, nous faisons connaissance.

La mère de famille, Naile, parle très peu le turc. Son mari, Zübeyir, a été poursuivi par la justice pour avoir participé à un sit-in demandant la libération de détenus politiques kurdes, mais le procès a finalement été abandonné. Son voisin, Monsieur Mehmet, est, lui, actif de longue date au sein du HDP. Le plus jeune fils de la famille, âgé de 23 ans, n'est pas parmi nous. En raison de sa participation à une manifestation interdite, il est poursuivi par la justice et s'est enfui à l'étranger.

Un peu avant l'*iftar*, les femmes de la maison commencent à dresser la table à même le sol, comme de coutume. L'hospitalité kurde n'est plus à prouver, et nous avons au menu une soupe de yaourt, du *karniyarik* [des aubergines fourrées à la viande], de la salade, des pois chiches et du riz à la viande.

Malheureusement, j'ai moins la possibilité d'échanger avec les femmes de la maisonnée qu'avec les hommes, celles-ci passant la moitié de la soirée dans la cuisine à préparer le repas et faire la vaisselle. La discussion sur le soutien

SOURCE

MEDYASCOPE
Istanbul, Turquie
medyascope.tv

Créée en 2015 à Istanbul par le célèbre journaliste turc Rusen Çakir et une vingtaine d'autres journalistes, Medyascope est l'une des rares chaînes de télévision indépendantes de Turquie. Le média est financé par des fondations européennes et américaines, et sa diffusion se fait sur Internet, notamment sur les réseaux sociaux.

à Kılıçdaroglu commence donc entre hommes, avant de se répandre à toute la tablée.

Monsieur Zübeyir fait valoir qu'ils ne connaissent que trop bien le CHP [principal parti d'opposition, créé par Mustafa Kemal Atatürk, le fondateur de la République turque, et que préside Kılıçdaroglu] et son attitude passée face aux Kurdes : le silence du parti alors que les dirigeants politiques turcs étaient jetés en prison et les maires kurdes démis de leurs fonctions a été déplorable.

Mehmet Bey, le voisin, considère, lui, qu'il n'y a aucune différence entre l'AKP [le parti islamo-nationaliste au pouvoir de Recep Tayyip Erdogan] et le CHP, "quand il s'agit des Kurdes, ils sont tous d'accord entre eux", regrette-t-il.

"Ils nous traitaient de terroristes, puis ils ont commencé à appliquer ce terme à toute la coalition d'opposition."

Sara,
KURDE, HABITANTE D'ISTANBUL

Pourtant, lorsque je pose la question de leur vote à venir à la présidentielle, toute la table répond à l'unisson : Kılıçdaroglu. "Je n'ai pas très envie de voter pour lui, mais je n'ai pas d'autre choix", commente Mehmet Bey. Pour lui, la priorité est de se débarrasser du pouvoir actuel, c'est la seule chance de mener une vie digne en tant que membre d'une minorité.

Comme il le souligne, Kılıçdaroglu ne pourra pas espérer l'emporter sans les voix des Kurdes, que lui a offertes le HDP en appelant à voter pour lui. "Mais si le HDP avait appelé à soutenir Erdogan, personne n'aurait obéi", dit-il.

Dans le sud-est du pays [majoritairement kurde], certains chefs de tribu, propriétaires terriens et "gardiens de village" [des milices rémunérées par l'État dans le cadre de la lutte contre la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré comme terroriste par la Turquie et une grande partie de la communauté internationale], se détachent du parti au pouvoir à Ankara, rappelle-t-il.

La plus jeune des belles-filles, Sara, déplore que l'on parle aussi souvent des Kurdes à la télévision sans jamais en inviter un. "Ils nous traitaient de terroristes, puis ils ont commencé à appliquer ce terme à Kılıçdaroglu et même à Akserner [figure de l'opposition d'extrême-droite] et à toute la coalition d'opposition. Combien de millions de terroristes y a-t-il donc dans ce pays?"

Si la perspective d'une victoire de Kılıçdaroglu ne suscite pas d'allégresse, celle d'une défaite d'Erdogan fait naître chez eux de l'espoir et de la joie. Après un café turc au lait, Zübeyir et son épouse Naile me raccompagnent dehors. Ils se disent ravis d'avoir pu partager leurs points de vue, qui sont, selon eux, trop souvent inaudibles et peinent à trouver des relais médiatiques dans ce pays.

—Edanur Tanis,
publié le 20 avril

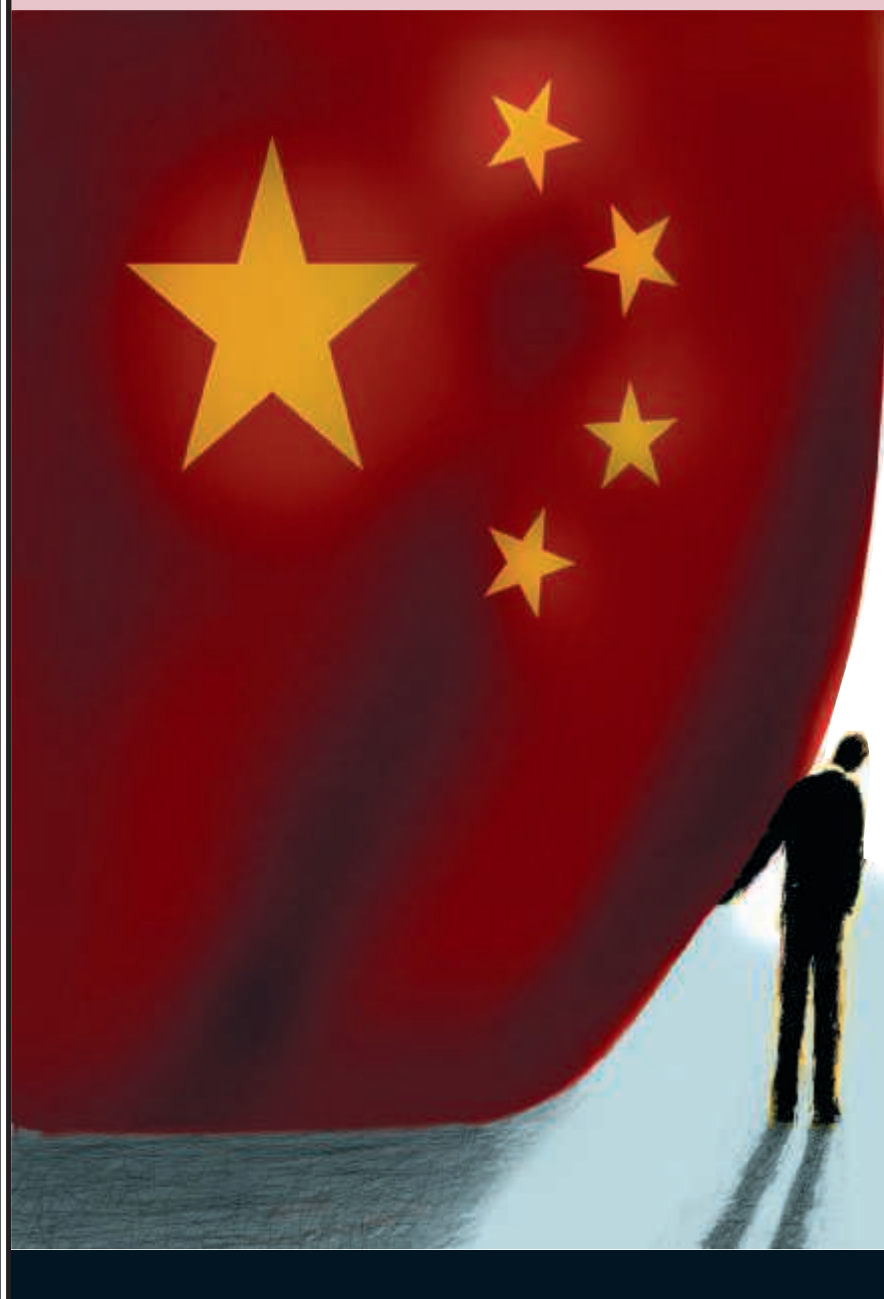
trans-
versales.

économie



La Chine en mode camouflage

Commerce. Malgré les tensions entre Pékin et Washington, les marques chinoises n'ont jamais été aussi populaires aux États-Unis. TikTok, Temu, Shein ou encore CapCut tentent toutefois de faire oublier d'où elles viennent.



IKON IMAGES

↳ Dessin de Gary Waters, Royaume-Uni.

—The Economist, extraits (Londres)

Les téléspectateurs américains du dernier Super Bowl, en février, ont eu droit à une étonnante publicité. On y voyait une femme faire défiler à l'écran quantité de tenues chics et pas chères sur l'application de vente nommée Temu. De cet interminable catalogue de vêtements à des prix défiant toute concurrence émane un sentiment d'opulence, que résume son slogan : *“Je me sens tellement riche, j'ai l'impression d'être milliardaire.”* Lancée en septembre 2022, Temu est aujourd'hui l'application la plus téléchargée sur iPhone aux États-Unis. Un exploit pour cette jeune marque établie à Boston. Encore plus quand on sait que Temu vient en réalité de Chine.

La période est décisive pour de nombreuses entreprises chinoises présentes en Occident. D'un côté, les marques venues de Chine n'ont jamais été aussi populaires aux États-Unis. Temu est talonnée par l'application d'édition vidéo CapCut et l'immensément chronophage TikTok dans les téléchargements sur iPhone. Côté shopping, Shein se place devant Amazon et pourrait figurer parmi les introductions en Bourse les plus importantes à New York cette année. D'un autre côté, la méfiance occidentale ne cesse de grandir à l'égard des entreprises chinoises, sur fond de tensions géopolitiques exacerbées entre Pékin et l'Occident.

Propagande. Le géant des télécoms chinois Huawei est désormais banni aux États-Unis et a failli l'être chez les opérateurs mobiles allemands. Un sort qui attend peut-être également TikTok. Dans le sillage des États-Unis, plusieurs pays envisagent une interdiction complète de l'application de partage de vidéos au motif que le pouvoir chinois s'en servirait pour diffuser de la propagande anti-occidentale ou pour collecter des données personnelles d'utilisateurs – deux accusations dont TikTok se défend.

Les entreprises chinoises qui courtisent la riche clientèle occidentale se retrouvent dans une situation délicate : comment développer son activité dans des pays où votre présence est de moins en moins bien vue ? Shein, Temu et le réprouvé TikTok mettent aujourd'hui en place des stratégies qui présentent plusieurs points communs. De leur réussite dépend l'avenir du commerce chinois en Occident.

C'est dans les années 1980 que la Chine a commencé à s'imposer dans l'économie mondiale : les étrangers investissent massivement dans les usines chinoises qui exportent des produits bon marché vers les pays occidentaux, où ils sont presque exclusivement vendus par des distributeurs comme les supermarchés Walmart ou des marques occidentales faisant produire en

Chine. Puis, au milieu des années 2000, les entreprises chinoises commencent à s'implanter sur les marchés étrangers.

Avant que Washington ne lui coupe les ailes, Huawei commercialisait son propre système de connexion au réseau et ses propres combinés dans tout l'Occident. D'autres poids lourds chinois, comme le fabricant d'électroménager Haier, rachaient et développaient des marques occidentales – l'électroménager de General Electric dans le cas de Haier. Entre 2011 et 2021, les entreprises chinoises ont racheté pour près de 90 milliards de dollars [81,5 milliards d'euros] de marques et de distributeurs étrangers, selon le fournisseur de données Refinitiv.

La tendance a quelque peu ralenti ces dernières années. En 2022, les entreprises chinoises n'ont dépensé que 400 millions de dollars [362 millions d'euros] dans des rachats de marques étrangères : le pouvoir

Nombre de marques chinoises ont choisi de limiter leurs actifs en Occident à leurs sites et leurs applis mobiles.

chinois s'inquiète de ces sorties de capitaux, et les gouvernements occidentaux sont de plus en plus hostiles à ces opérations, qu'ils n'hésitent plus à bloquer. Les temps sont durs pour les marques chinoises qui voudraient trouver une place en Occident. Lenovo, société qui a repris la division informatique d'IBM en 2004, ne contrôle que 15 % du marché américain des PC, loin derrière HP et Dell, qui s'en partagent plus de la moitié. En 2021, Xiaomi a ravi à Apple la deuxième place des fabricants de smartphones dans le monde, mais n'a pas réussi à conquérir l'Amérique.

La dernière vague d'internationalisation de marques chinoises a eu lieu suivant une approche différente. Bon nombre d'entre elles se concentraient sur leur marché domestique avant que la pandémie de Covid-19 et les strictes mesures mises en place par le pouvoir ne les obligent à chercher des débouchés au-delà de leurs frontières, explique Jim Fields, spécialiste du marketing, qui travaille avec des marques chinoises en Amérique. Si Shein, Temu et TikTok font les gros titres des médias aujourd'hui, des centaines d'entreprises chinoises ont également percé sur les marchés américains, européens et japonais en adoptant des stratégies similaires.

La première consiste à ne pas faire étalage de leurs origines chinoises. *The Economist* a passé en revue des dizaines de sites d'entreprises qui pourraient parfaitement passer pour des marques européennes. Leur nom sonne anglais : BettyCora fabrique de faux ongles ; Snapmaker propose des imprimantes 3D. Et presque aucune ne

mentionne un pays d'origine. Selon un jeune entrepreneur qui prépare le lancement de sa propre marque aux États-Unis, les produits chinois ont toujours la réputation d'être de mauvaise qualité. Une image héritée des premières exportations à bas prix des années 1980. Les entreprises qui cherchent à s'implanter à l'étranger préfèrent éviter toute référence à la Chine, dit-il.

Vient ensuite l'utilisation de la technologie pour doubler les concurrents occidentaux sur les prix et les services. De nombreuses entreprises chinoises utilisent leurs propres sites Internet et applications mobiles pour vendre directement aux consommateurs. Ils peuvent ainsi se passer d'intermédiaires et recueillir directement les données des utilisateurs. De quoi leur permettre de réagir rapidement à l'évolution des envies [des consommateurs] et d'anticiper les tendances.

Cette "fabrication à la demande" a permis à Shein de tripler ses ventes aux États-Unis entre 2020 et 2022 pour dépasser [cette dernière année] 20 milliards de dollars [18 milliards d'euros] de chiffre d'affaires. Son application séduit près de 30 millions d'utilisateurs par mois sur le sol américain. Et des centaines d'entreprises chinoises appliquent le même modèle pour capter des parts du marché états-unien. Halara, une nouvelle marque de mode féminine, attire près de 1,5 million de visiteurs en ligne chaque mois. Son concurrent Newchic en compte 1,7 million. La capacité de ces sociétés à comprendre les attentes des clients grâce à l'analyse de leurs données leur confère un énorme avantage sur les marchés des pays riches, explique Xin Cheng, du cabinet de conseil Bain & Company.

Représailles. Troisième stratégie commune : grâce à la maîtrise des outils technologiques et des chaînes logistiques, ces entreprises peuvent limiter au minimum leurs actifs non chinois. Ce type de structure légère attire les investisseurs, explique Zou Ping du cabinet d'études chinois 36Kr. Elle leur permet de réduire les coûts, aussi bien que les risques de pertes, au cas où des responsables politiques occidentaux décideraient de sévir.

Nombre de marques chinoises ont fait le choix de limiter leurs actifs en Occident à leurs sites et applications mobiles. Si elle a récemment ouvert un centre de distribution dans l'Indiana, Shein continue d'expédier la plupart de ses produits depuis la Chine à ses clients américains. En dehors de son adresse à Boston, Temu ne possède aucun entrepôt aux États-Unis et bien sûr aucune usine. Naturehike, un fabricant de matériel de camping, a conquis l'Occident et le Japon sans compter un seul employé hors de Chine. L'entreprise cherche plutôt à renforcer sa capacité

à fabriquer à la demande afin de mieux répondre aux attentes de ses clients étrangers, explique sa chargée de communication Wang Fangfang. En février, CATL a accepté de fournir des batteries pour les véhicules électriques de Ford en accordant une licence au constructeur américain plutôt que de construire une usine aux États-Unis.

Les produits chinois ont toujours la réputation d'être de mauvaise qualité.

Afin de se prémunir d'éventuelles représailles occidentales ainsi que des tentatives d'ingérence du Parti communiste, certains choisissent aussi d'éloigner leurs centres décisionnaires. ByteDance, propriétaire de TikTok, a été la première grande entreprise à miser sur cette stratégie. Dès le départ, l'application chinoise Douyin a été séparée de TikTok, un double destiné à l'international. Puis le siège de TikTok a été transféré à Singapour, loin de celui de ByteDance à Pékin. Aujourd'hui, il est question de créer une filiale américaine dont la mission serait de protéger TikTok et qui rendrait des comptes à un conseil d'administration externe plutôt qu'à ByteDance. De son côté, ByteDance souligne qu'elle est domiciliée aux îles Caïmans et non en Chine.

L'an dernier, Shein a également quitté Canton pour Singapour afin d'y installer son siège légal et opérationnel. Si l'on ajoute à cela sa prochaine introduction en Bourse à New York, ses dirigeants ont désormais le poil qui se hérissé lorsqu'on leur dit que Shein est une entreprise chinoise. D'autres marques pourraient suivre cette voie.

Il est difficile de juger l'efficacité de ces stratégies. Les statistiques des exportations chinoises ne distinguent pas les marques chinoises des produits fabriqués pour des clients étrangers. De nombreuses commandes sont expédiées par colis et ne sont pas comptabilisées comme des exportations.

Il est néanmoins certain que dans plusieurs secteurs les marques chinoises gagnent des parts de marché en Occident. Anker est devenu l'un des premiers fournisseurs de chargeurs de téléphone aux États-Unis. En 2021, près de la moitié de son chiffre d'affaires de 1,8 million de dollars [1,6 million d'euros] a été réalisée en Amérique du Nord, contre moins de 4 % en Chine. Plusieurs fabricants chinois d'appareils ménagers tels que les robots aspirateurs se classent dans les premiers rangs mondiaux aux côtés de marques américaines et allemandes. Ainsi, Roborock a vendu pour 500 millions de dollars [450 millions d'euros] à l'international en 2021, soit 58 % de son chiffre d'affaires, contre 14 % deux ans plus tôt. Les États-Unis représentent son premier débouché.

Les investisseurs ont le moral au beau fixe. L'an dernier, Hidden Hill Capital, un fonds d'investissement singapourien, a levé près de 500 millions de dollars avec la société américaine de capital-investissement TPG, afin d'investir dans des entreprises chinoises chargées des chaînes d'approvisionnement des futures marques internationales. Certains entrepreneurs à l'origine de ces réussites n'en sont pas moins inquiets. Comment surmonter la mauvaise réputation des produits "made in China"? En 2021, Amazon a exclu 600 marques chinoises soupçonnées de poster de fausses évaluations sur leurs propres produits.

La détérioration des relations sino-américaines inquiète encore plus les patrons chinois. Ils observent TikTok pour tenter d'anticiper l'avenir. En janvier, l'entreprise a annoncé l'installation d'un centre informatique aux États-Unis pour y stocker les données de ses utilisateurs américains et a indiqué qu'elle fournirait aux autorités un accès à ses algorithmes. Malgré ces assurances, les projets de loi visant à permettre son interdiction par le président, Joe Biden, poursuivent leur chemin au Congrès.

Si le fossé continue à se creuser entre Pékin et Washington, ce qui semble

probable, les responsables politiques américains pourraient s'en prendre à d'autres applications chinoises. Pour celles qui collectent des données sur les habitudes de consommation de leurs utilisateurs, cela transformerait un avantage technologique en faiblesse géopolitique. Face à cette menace, elles devront déployer de nouveaux trésors d'inventivité.—

Publié le 7 mars

SOURCE



THE ECONOMIST

Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire
economist.com

Institution de la presse britannique, *The Economist*, fondé en 1843 par un chapelier écossais, est la bible de tous ceux qui s'intéressent à l'actualité internationale. Ouvertement libéral, il défend généralement le libre-échange, la mondialisation, l'immigration et le libéralisme culturel.



Courrier international

Le mode sombre
Le Réveil Courier
L'horoscope de Rob Brezsný

Découvrez notre nouvelle application

Un nouveau design
 Vos articles en favoris
 Le meilleur de la presse étrangère



L'appli qui met tout Courier international dans votre poche

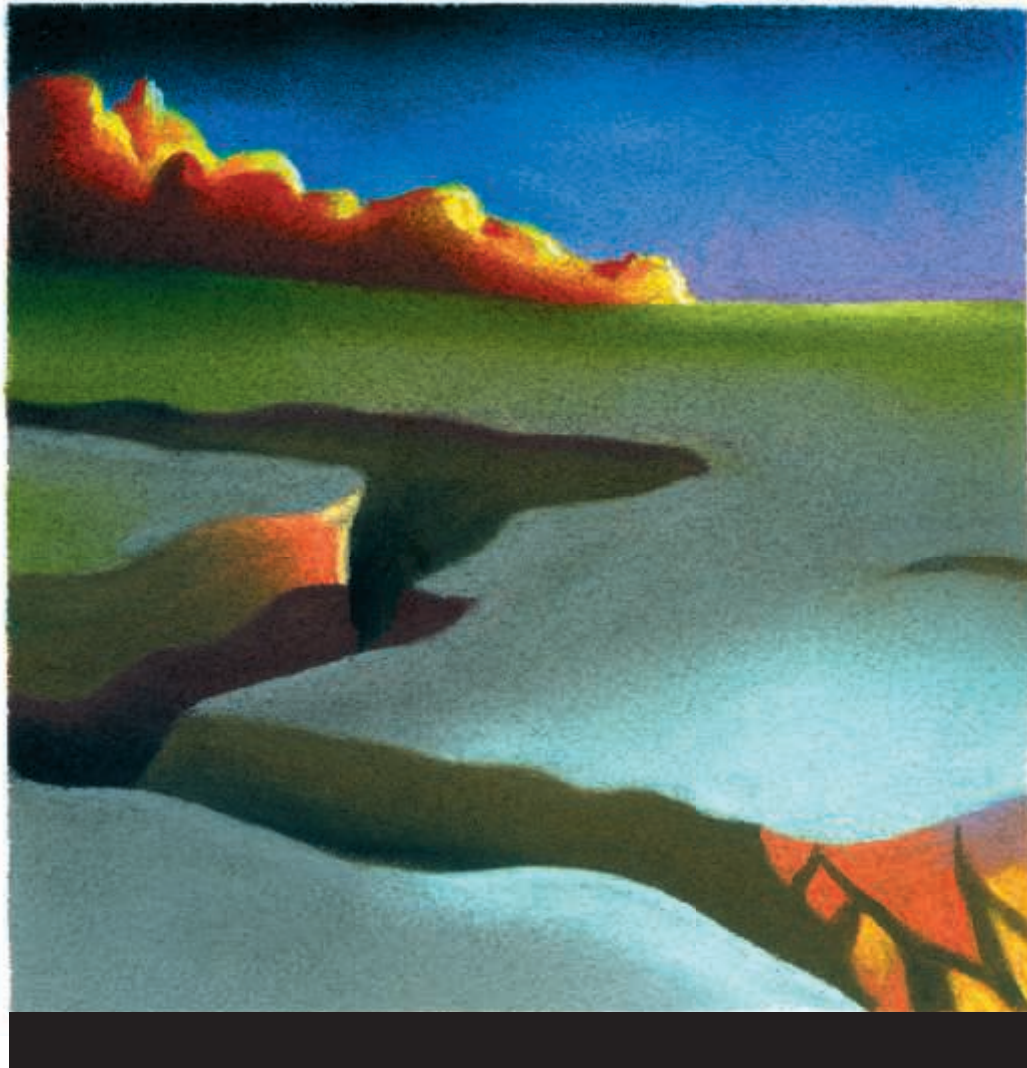
ILLUSTRATIONS JOEP BERTRAMS, VÉRANE COTTIN

ENVIRONNEMENT



La fonte du permafrost canadien, une menace toxique

Pollution. Avec le réchauffement de la planète, les terres glacées du nord de l'Amérique dégèlent, libérant du mercure potentiellement nocif pour les populations et les écosystèmes.



—Hakai Magazine
(Victoria, Canada)

Les Basses-Terres de la baie d'Hudson, région presque aussi vaste que la Norvège, dans le nord [des provinces canadiennes] de l'Ontario et du Manitoba, abritent la zone de permafrost continu [ou pergélisol, un sol perpétuellement gelé] la plus méridionale d'Amérique du Nord. Contrairement à bien d'autres voies maritimes situées à de telles latitudes, la baie d'Hudson reste gelée pendant une bonne partie de l'été, car ses surfaces de glace réfléchissent les rayons du soleil, maintenant ainsi les

températures à des niveaux relativement bas.

La proximité de la baie d'Hudson exerce une influence incroyable sur le temps qu'il fait, explique Adam Kirkwood, doctorant à l'université de Carleton, à Ottawa. *“En août, on peut passer en l'espace d'une demi-heure d'un temps ensoleillé, avec un mercure à 20 °C, à un vent terrible venu de la baie, qui fait chuter la température à 5 °C – et vous aurez beau enfiler toutes vos couches de vêtements, vous continuerez à geler sur place, assure-t-il. Et quand le temps est entre les deux, on est envahi par les insectes.”*

Ce permafrost renferme 30 milliards de tonnes de carbone – une

quantité telle qu'on a bien du mal à saisir ce que cela représente, relève Adam Kirkwood. À cause du réchauffement climatique, le permafrost est en train de fondre et risque de libérer dans l'atmosphère du méthane, un gaz à effet de serre. C'est une véritable “bombe de carbone” à retardement. Mais le permafrost recèle une autre menace, qui pourrait représenter un danger bien plus immédiat pour la population et l'écosystème de la région : le mercure.

Les incendies et les éruptions volcaniques libèrent du mercure dans l'atmosphère et, depuis la révolution industrielle, s'y ajoutent

les émanations des usines et des centrales à charbon. Les flux d'air chaud transportent ensuite le mercure sous sa forme de métal lourd inorganique jusqu'en Arctique, où il se dépose dans le sol et sur la végétation, avant d'être piégé par le gel et profondément enfoui dans le permafrost.

Sous cette forme inorganique, le mercure représente un danger moindre pour l'humain. Mais avec la fonte du pergélisol, alerte Adam Kirkwood, il contamine les sols et les eaux de la région, qui compte de nombreux étangs, lacs et rivières. Les micro-organismes présents dans ces milieux transforment alors le mercure inorganique en méthylmercure, une forme bien plus problématique car neurotoxique.

Menace imminente. Cette épée de Damoclès met en péril le mode de vie des peuples autochtones du nord de l'Ontario, qui se nourrissent des ressources des tourbières depuis plusieurs millénaires – en pratiquant la chasse au caribou, la pêche et la cueillette.

Alors, depuis six ans, Adam Kirkwood se rend chaque été en hélicoptère sur cette terre isolée pour prélever de grosses mottes de tourbe qu'il étudie ensuite dans son laboratoire. Durant ses expéditions, il est régulièrement épaulé par Sam Hunter, un scientifique indépendant et autodidacte de Peawanuck, [une collectivité de la Première Nation crie] située dans le nord de l'Ontario. [Sam Hunter est également conseiller au sein de la Première Nation de Weenusk, dont Peawanuck fait partie.]

Dans les années 1970, les spécialistes qui étudiaient les Basses-Terres de la baie d'Hudson faisaient appel aux Premières Nations pour trouver des guides, mais ils ne les impliquaient jamais dans leurs recherches, se souvient Sam Hunter. Aujourd'hui, une forme de coopération s'est installée : il accompagne les chercheurs sur le terrain et contribue ensuite à diffuser leurs conclusions auprès des populations locales. Cette rencontre entre les chercheurs venus de l'extérieur et les savoirs traditionnels est indispensable, souligne-t-il, car les peuples autochtones sont les premiers témoins de l'évolution du permafrost.

“Marcher sur le permafrost, c'est comme marcher sur un sol

très dur, un peu comme du gravier.” Ce terrain présente *“une flore très diversifiée, avec des baies et des végétaux dont se nourrissent les animaux. On cueille même de quoi faire des infusions”*.

Mais, avec la fonte du pergélisol, *“la région se transforme en marécage... Impossible de marcher là-dedans, on s'enfoncerait immédiatement”*. Et les animaux disparaissent en même temps que le sol gelé. *“Ils remontent de plus en plus loin dans l'Arctique, détaille Sam Hunter. On ne voit plus de bœufs musqués, ni certaines espèces d'oiseaux qui peuplaient autrefois le littoral – ils sont tous partis vers le nord.”*

La contamination au méthylmercure provoquée par la fonte du permafrost vient s'ajouter à la liste des problèmes de qualité de l'eau que rencontrent les peuples autochtones de la région. Près de la frontière avec le Manitoba, 90 % des membres de la Première Nation de Grassy Narrows souffrent toujours des répercussions de la pollution au mercure provoquée par l'industrie dans les années 1960. Dans tout le pays, de nombreux membres des Premières Nations n'ont toujours pas accès à une eau potable de qualité. Et puisque le gouvernement ne soutient pas les opérations de suivi de la qualité de l'eau, à Peawanuck, Sam Hunter a formé lui-même trois personnes de sa communauté au contrôle de l'eau et du poisson.

“Nous ne savons pas quelle quantité de mercure libérera ce permafrost.”

Andrea García Bravo,
CHERCHEUSE

Le mercure qui sommeille dans le permafrost représente-t-il un véritable danger pour les populations? La réponse à cette question découle d'autres interrogations encore en suspens, auxquelles Adam Kirkwood tente de répondre.

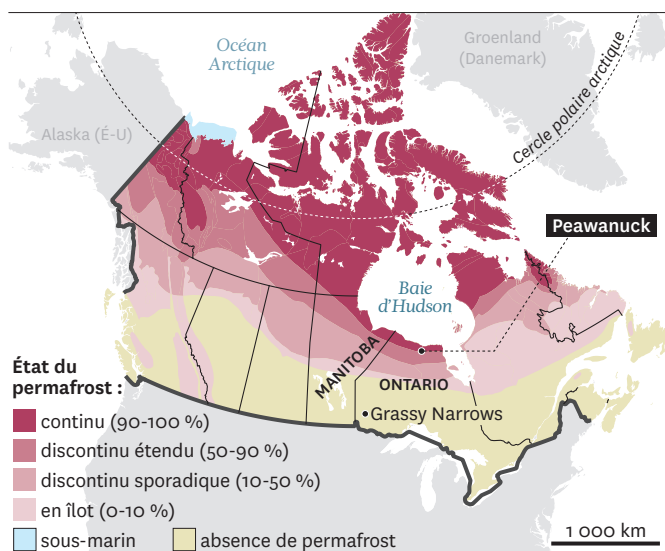
Il y a une dizaine d'années, des chercheurs ont découvert que certains microbes dotés d'un gène spécifique étaient capables de convertir le mercure inorganique en méthylmercure. Si les scientifiques savent que seuls certains types de micro-organismes ont ce pouvoir, personne n'a encore réussi à établir un lien entre la quantité de microbes capables

✓ Dessin de Cost paru dans Le Soir, Bruxelles.

de réaliser la transformation du mercure et celle de méthylmercure effectivement présente dans un environnement.

Au vu de cette incertitude, les spécialistes du cycle du mercure – comme Andrea García Bravo, de l’Institut espagnol des sciences de la mer – estiment désormais que le rythme de production du méthylmercure n’est pas influencé uniquement par la quantité de ces microbes spécifiques. D’autres facteurs entreraient en jeu, notamment les relations complexes qui se nouent entre les différents micro-organismes présents dans les sols.

C’est là qu’interviennent les travaux d’Adam Kirkwood. Grâce à ses échantillons de permafrost, dans lesquels il mesure la quantité de mercure inorganique et effectue un séquençage de l’ADN de l’ensemble des composantes, il espère réussir à mieux comprendre la façon dont est produit le méthylmercure dans le permafrost qui se décongèle. Une fois ce mystère résolu, le jeune homme



SOURCE : ATLAS DU CANADA (6^e ÉDITION, GOUVERNEMENT DU CANADA). DONNÉES DE 2022.

pourra déterminer quelles sont les régions les plus à risque en identifiant les zones qui contiennent à la fois des microbes capables de produire du méthylmercure et du mercure inorganique.

“C’est un sujet qui suscite beaucoup d’intérêt, extrêmement d’actualité”,

constate Andrea García Bravo, qui ne participe pas aux recherches de Kirkwood. Elle ajoute : “Nous nous retrouvons soudain face à une surface réactive qui ne l’était pas auparavant. Et nous ne savons pas quelle quantité de mercure libérera ce permafrost.”

L’ampleur de la menace est très incertaine, souligne la chercheuse. Il demeure notamment impossible de prédire avec exactitude les niveaux de méthylmercure dans les cours d’eau ou dans l’océan en s’appuyant sur les sources terrestres. Malgré les études sur le sujet à travers le monde, “nous ne comprenons toujours pas l’intégralité du processus, regrette-t-elle. Nous faisons de notre mieux, mais nous n’y sommes pas encore parvenus.”

Destination finale. Les premières conclusions d’Adam Kirkwood donnent néanmoins des raisons d’espérer. Dans leurs précédentes estimations, à l’échelle de l’Arctique, les chercheurs avaient fortement surévalué la quantité de mercure inorganique stocké dans les Basses-Terres de la baie d’Hudson : les échantillons prélevés par le Canadien indiquent des niveaux dix fois moins élevés qu’on le pensait.

Mais tout n’est pas rose pour autant. Dans les zones

marécageuses du thermokarst, des mares formées par la fonte de fragments de permafrost, les niveaux de méthylmercure sont plus élevés que dans le reste de la région. La production de ce matériau toxique risque donc d’augmenter avec l’intensification de la fonte et la jonction de ces cuvettes. Et si ce mercure finit par atteindre la baie, sa concentration pourrait augmenter progressivement au fil de la chaîne alimentaire, des algues jusqu’aux poissons dont nous consommons la chair – un phénomène baptisé bioaccumulation.

Les chercheurs qui viennent dans la baie d’Hudson affirment que l’ours polaire est le baromètre du changement climatique, précise Sam Hunter. “Je ne suis pas d’accord. Pour moi, le vrai baromètre, ce sont les paises, les buttes formées dans les zones de fonte du permafrost. Et nous devons comprendre ce qui s’échappe de ce sol.”

— Christian Elliott, publié le 15 mars

© Silki / Mâtin / 2023

Un témoignage décalé, malin et plein d’humour sur nos traditions et habitudes françaises !

Silki est une jeune autrice d’origine coréenne qui vit depuis plus de sept ans en France. Dans ce journal de bord dessiné, elle nous livre son rapport d’étonnement sur son pays d’accueil. Contraception, relations sociales et familiales, cigarette... Silki picore des thèmes du quotidien et s’amuse à décrypter les différences entre la culture coréenne et la culture française.

AU RAYON BANDE DESSINÉE

DARGAUD

En numérique ou en papier, la journée commence toujours avec Mâtin !

Rejoignez-nous sur [@matin_quejournal](#)

360

MAGAZINE

| | |
|--|----|
| Lesley Lokko, archi novatrice • Culture | 42 |
| Mariia Loniouk, armée de son pinceau • Instagram.. | 44 |
| Incontournable Zelda • Jeu vidéo | 45 |
| Un puzzle pharaonique • Histoire | 46 |

Sauvegarde qui peut!

Nous avons parfois le sentiment qu'Internet et Google se souviennent de tout, et que ce que nous publions en ligne y restera pour toujours. Mais rien n'est plus faux. Or archiver des milliards de pages est un défi dantesque. Qui doit s'en charger ? Faut-il tout sauvegarder ? À quelles fins ?

—Ha'Aretz, extraits [Tel-Aviv]

Heidi Taaseh a perdu son fils Shachar pendant l'opération Bordure protectrice, lancée par Israël en 2014 dans la bande de Gaza. Le compte Facebook créé en son honneur était devenu le précieux réceptacle des souvenirs de la famille : il y avait là des photos postées par des amis, des pages commémoratives et des messages de connaissances. Tout a disparu brutalement [en octobre 2022] quand le compte a été d'abord piraté, puis bloqué et enfin supprimé. *“Ç'a été un choc, comme si quelqu'un avait tué Shachar une seconde fois, confie Heidi. Il y avait tellement de choses importantes dessus, tellement de belles choses.”*

Des cas analogues reviennent souvent sur les écrans du service d'assistance de l'Israel Internet Association, et les messages sont parfois bouleversants. *“Je suis désespérée. Il y avait de longues conversations avec mon compagnon disparu, et, de manière générale, des souvenirs de ces dix dernières années”,* se désole une usagère d'Instagram qui n'a plus accès à son compte. *“Il y avait toute ma vie, là-dessus... Je vous en supplie... Je suis à bout”,* écrit une autre. *“Ces comptes ont une valeur immense, inestimable”, “C'est l'œuvre de la vie de mon père”, “Tout a disparu”,* témoignent d'autres.





← Dessins de Joe Magee,
Royaume-Uni

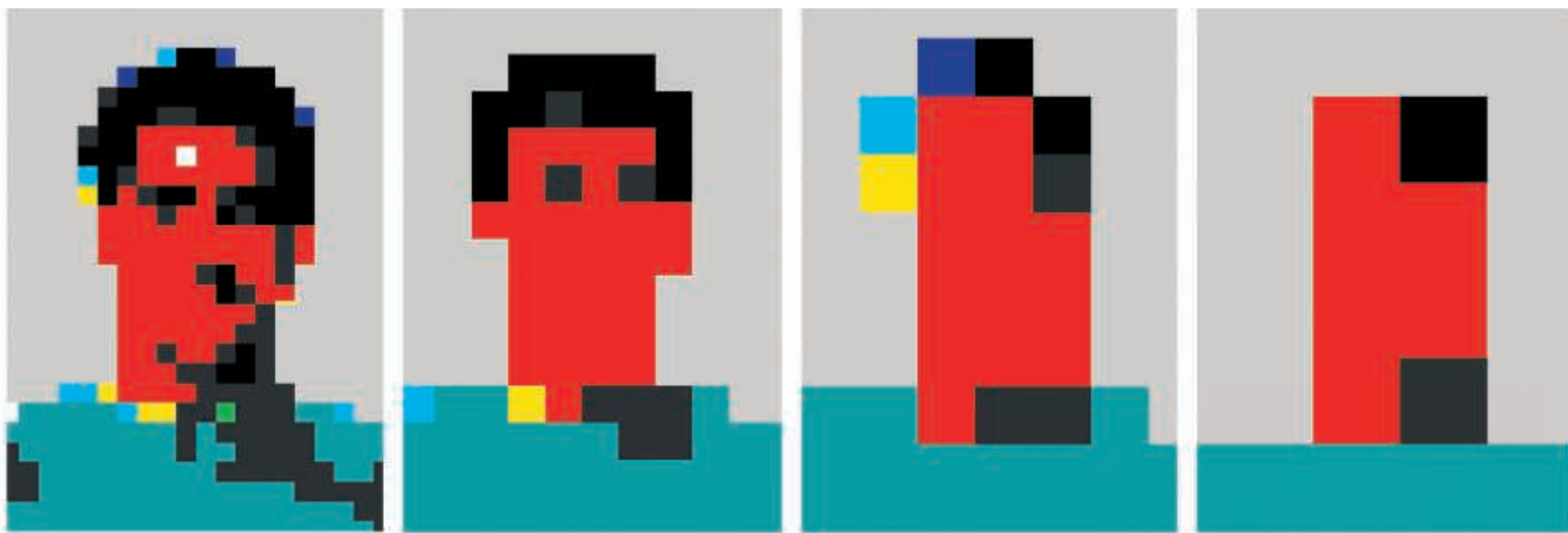
À l'évidence, nos souvenirs numériques, personnels mais pas seulement, sont fragiles. À plusieurs reprises, ces deux derniers mois, on a eu l'impression que l'avenir de Twitter ne tenait qu'à un fil. Si jamais l'entreprise baisse le rideau sans avoir planifié la sauvegarde de ses archives, ce sont presque vingt ans d'informations qui sont susceptibles de partir en fumée. La plateforme, qui a couvert des guerres et des révolutions, et qui a donné naissance à des mouvements comme #MeToo, pourrait bien emporter avec elle, en disparaissant, toute notre mémoire sociale et culturelle.

L'histoire nous enseigne que cette inquiétude n'est pas dénuée de fondement. Qui se souvient aujourd'hui de Myspace qui, voilà moins de vingt ans, était le premier réseau social du globe, avec 250 millions d'utilisateurs rien qu'aux États-Unis, et qui avait plus de succès que Google ? À la suite d'un couac pendant un transfert vers de nouveaux serveurs en 2016, Myspace a perdu l'essentiel des contenus qui avaient été postés par ses utilisateurs. L'agora virtuelle s'est volatilisée : les photos, les posts, les vidéos, les blogs, douze années de contenus et 50 millions de chansons qui avaient été postées par des millions d'artistes : tout a disparu.

Peut-être serait-il temps de remettre en cause une idée très répandue qui voudrait que Google se souvienne de tout et que, avec un soupçon d'iCloud, de Dropbox et de Google Drive, nous serions parés pour l'éternité. La presse en ligne est-elle, par exemple, archivée comme il se doit pour les générations futures ? Et quid de nos sites web, de nos blogs, de nos forums et autres réseaux sociaux où nous passons désormais nos vies ? Nos souvenirs sont-ils en sécurité ou les clouds qui les hébergent vont-ils se dissiper et disparaître un beau matin ?

Yoram Hacoen, directeur général de l'Israel Internet Association, a lui-même perdu une bonne partie des documents qu'il avait tapés avec le logiciel de traitement de texte Einstein Writer lorsqu'il était étudiant. Le problème qu'il soulève se trouve, selon lui, *“au cœur d'un phénomène connu sous le nom de ‘Moyen Âge numérique’”* [en anglais : *digital dark age*, ou *“âge des ténèbres numériques”*, en référence à une tournure parfois utilisée par l'historiographie anglophone pour désigner le Moyen Âge comme une période de déclin]. Il précise : *“L'humanité, qui a aujourd'hui les moyens de reconstituer des informations qui ont été enfouies sous terre voilà quatre mille ans, pourrait avoir beaucoup plus de mal à reconstituer celles qui ont été enregistrées numériquement voilà seulement quarante ans.”*





JOE MAGEE, ROYAUME-UNI

En 2015, [l'ingénieur américain] Vint Cerf, l'un des pères d'Internet, a souligné le risque qu'une bonne partie de la mémoire du *xxi*^e siècle ne soit jamais transmise aux générations futures. La technologie évolue à toute allure et les programmes deviennent obsolètes en quelques années. Rien ne nous dit que, demain, nous serons encore capables de lire les fichiers que nous enregistrons aujourd'hui. *“Sans même nous en rendre compte, comme si de rien n'était, nous jetons toutes nos données dans ce qui risque de se transformer en un trou noir de l'information”*, confiait à l'époque Vint Cerf au [quotidien britannique] *The Guardian*.

La comparaison avec le Moyen Âge peut sembler absurde à l'heure du big data, mais quiconque a retrouvé des disquettes des années 1990 et des cartons de photos jaunies des années 1930 dans le vide sanitaire de sa maison le sait : rira bien qui rira le dernier.

La durée de vie des sites Internet est bien plus brève que ne le pensent la plupart des gens, met en garde Anat Ben-David, spécialiste d'Internet et des réseaux sociaux à l'Université ouverte d'Israël. *“On a l'impression que tout ce qui se trouve sur Internet est éternel, alors que, dans la plupart des cas, l'information n'y reste pas plus de dix-huit mois.”*

Des sites web ne répondent plus, des liens ne mènent nulle part, des adresses sont abandonnées. La Toile se désagrège rapidement autour de nous, mais l'on ne s'en rend généralement pas compte, indique Anat Ben-David. Même si un site reste opérationnel, il doit être mis à jour pour apparaître dans les résultats de recherche, qui préféreront toujours le nouveau à l'ancien. *“Même quand il y a plusieurs millions de résultats [à une requête], Google n'affiche pas de résultats au-delà du millième. Donc, même si l'information est là, on ne la verra pas, parce qu'elle n'est pas jugée pertinente.”*

L'Internet Archive, une association à but non lucratif fondée en 1996, apporte une réponse au moins partielle au problème des “liens morts”. L'Internet Archive est un bot qui écume le cyberspace et enregistre les pages qu'il y trouve. Jusqu'à présent, près de 760 milliards de sites ont été sauvegardés et sont rafraîchis régulièrement à divers intervalles. Le site de l'association propose un outil appelé “Wayback Machine” [“Machine à remonter le temps”], qui permet à l'internaute de savoir

à quoi ressemblait un site donné à une date donnée. À une époque, cela concernait même des pages qui ont été effacées d'Internet par la suite.

Par exemple, on peut voir ce que la Wayback Machine a trouvé quand elle a consulté la page d'accueil du site web de la Knesset [le Parlement israélien] le 13 février 1997 à 11 h 02 (et ce n'est pas joli visuellement). On peut voir à quoi ressemblait la page d'accueil de l'édition en hébreu du quotidien *Ha'Aretz* le 8 octobre 1999 (ce n'est guère mieux).

En 2013, une analyse des publications en ligne dans les domaines du droit et des politiques publiques a établi que bon nombre des liens qui apparaissaient dans leurs notes de bas de page – ces références précieuses qui permettent aux universitaires de vérifier que l'information qu'ils lisent est bien exacte – ne menaient plus nulle part. Six ans après leur parution, près de la moitié des références citées n'était plus accessible.

L'héritage numérique d'une nation tout entière peut être effacé en un instant.

Ben-David a pléthore d'exemples dérangeants, comme la “révolte des tentes” de 2011 contre la vie chère en Israël. *“Essayez simplement de trouver un contenu original créé en lien avec le mouvement cette année-là. Vous ne trouverez rien”*, assure-t-elle. Certes, il est possible de retrouver certains sites sur l'Internet Archive, mais, ajoute-t-elle, *“le site [original] lui-même, en tant que source première, la chose elle-même qui existait à ce moment-là, avec ses publicités et ses liens vers d'autres sites, et tout l'écosystème médiatique qui allait avec, tout ça, c'est éphémère”*.

Dans certains cas extrêmes, l'héritage numérique d'une nation tout entière peut être effacé en un instant. Le 30 mars 2010, l'extension “.yu” (ce qu'on appelle un “domaine de premier niveau”) a été effacée de la base de données des adresses et tous les sites web de l'ex-Yougoslavie ont disparu. Dans un article qu'elle y

a consacré, Anat Ben-David raconte que, si certaines pages ont pu être conservées dans l'Internet Archive, elles ne sont pas accessibles via l'outil de recherche, à moins d'en connaître l'adresse exacte (pour une raison ou pour une autre, la Russie gère encore l'extension de l'Union soviétique, “.su”).

La question de la préservation de la mémoire numérique ne doit pas être glissée sous le tapis, estime Sharon Ringel, de la faculté de communication de l'université d'Haïfa. Sans compter, poursuit-elle, qu'il faut nous poser la question de savoir où, en tant que société, nous voulons stocker nos informations, à qui nous les confions. Et ce qui vaut vraiment la peine d'être préservé parmi le volume infini d'informations que nous produisons.

En 2018, Sharon Ringel a interrogé des dirigeants de 30 groupes de médias américains. L'immense majorité d'entre eux, a-t-elle découvert, ne se préoccupait pas de la préservation de la production numérique pour les générations futures – de journalistes comme de clients :

“Les journalistes estiment que, ce qui est important, c'est ce qui se passe là, en ce moment : l'actualité, c'est la nouveauté. Ça ne relève pas de leur responsabilité. Et je ne leur jette pas la pierre. Les journalistes ne peuvent pas porter l'histoire sur leurs épaules.”

Les journaux suivent leurs intérêts propres, bien sûr, et ne pensent pas toujours à la question de la préservation. En 2014, quand [le média américain] *BuzzFeed* a voulu relever son niveau de sérieux journalistique en effaçant certains des contenus les plus ineptes qu'il a publiés, il s'est contenté de supprimer 4000 articles. En 2017 [dans un autre registre], l'homme d'affaires [américain] Joe Ricketts a acheté un réseau de sites de presse locale [le réseau Gothamist, incluant des blogs comme “Chicagoist” ou “LAist”]. À l'approche de la date d'acquisition, les articles qui le critiquaient ont disparu des archives des publications en question (même si l'on ne sait pas très bien qui les a fait disparaître). Et quand ses collaborateurs ont voulu se syndiquer, Ricketts a fermé du jour au lendemain, sans autre forme de procès, tous les sites du groupe, dont les archives n'ont pu être sauvées que grâce à d'autres groupes de médias qui ont décidé de les racheter. L'affaire a poussé la Freedom of the Press Foundation [une ONG américaine qui défend la liberté de la presse] à créer des archives pour les journaux particulièrement vulnérables au “problème des milliardaires”.

Conserver la trace des médias numériques ne se résume pas à garder les articles eux-mêmes, fait observer par ailleurs Sharon Ringel. Elle cite l'exemple de l'affaire de corruption dite "Affaire 4000" devant les tribunaux israéliens, impliquant [la société de téléphonie nationale] Bezeq et [le site d'information] Walla. Au cœur de cette affaire, des articles favorables au [Premier ministre] Benyamin Nétanyahou publiés sur Walla [en échange de faveurs, vers 2012-2016]. Il reste possible à ce jour de retrouver les articles, mais leur localisation sur le site web n'a pas été archivée. Combien de temps tel ou tel article favorable à Nétanyahou ou à sa famille est-il resté en une ? À quel moment a-t-il été mis en exergue sur le site et quand a-t-il été relégué dans ses profondeurs ? "Nous avons l'information, mais nous n'avons plus le contexte", déplore Sharon Ringel.

Chez Ynet [un des principaux sites d'information israéliens], on mesure l'importance de la question depuis le début. Depuis des années maintenant, les éditeurs du site, propriété [du quotidien] Yediot Aharonot, impriment les captures d'écran du site web et les classent chaque fois que les gros titres changent de sujet.

La question de la localisation d'un article sur un site Internet pourrait également intéresser les générations à venir pour des raisons que l'on ne devine pas encore de nos jours. "Il existe, par exemple, des études qui demandent aux Américains ce qu'ils savaient de ce qui se passait en Europe durant l'Holocauste, explique Ringel. Certains d'entre eux reconnaissent que le sujet a bien été abordé dans les médias, mais qu'il était noyé dans le reste de l'information, dans les pages intérieures. Or tant que le sujet ne faisait pas la une, les gens n'en parlaient pas." Comment les historiens de demain mesureront-ils l'écho des catastrophes du temps présent ?

"Depuis plusieurs années maintenant, on se demande comment collecter et sauvegarder la mémoire numérique, la création culturelle, commente pour sa part Oren Weinberg, directeur de la Bibliothèque nationale d'Israël. Notre capacité à produire de l'information étant bien supérieure à ce qu'elle était par le passé, les processus de 'sélection naturelle' se sont nettement complexifiés. N'importe qui peut publier un poème dans son coin. Mais s'agit-il d'une œuvre digne d'être conservée au même titre que telle autre œuvre qui a été soumise à l'avis de professionnels ? Qu'est-ce que cette question nous dit de la manière dont nous protégeons notre mémoire culturelle ?"

L'institution sait qu'une bonne partie du patrimoine culturel israélien, dont elle est dépositaire, ne se matérialise plus sous forme physique. Ces dernières années, afin de ne prendre aucun risque, la Bibliothèque nationale d'Israël, comme celles de la plupart des pays du globe, archive tous les sites web du pays, au moins une fois par an. Les "moissonneurs" de l'établissement viennent de commencer [en décembre 2022] leur récolte annuelle, faisant des copies de tous les sites relevant du domaine "il".

"Il y a un débat en cours sur la nécessité d'archiver ou non Internet, précise Oren Weinberg. En ce moment, on a tendance à y mettre beaucoup d'argent, parce que c'est un nouveau monde et qu'il vaut mieux ne perdre aucune information. On investit actuellement plus d'un demi-million de shekels [130 000 euros] par an."

Weinberg s'inquiète également d'autres effets possibles de la dématérialisation sur les fonctions traditionnelles de la Bibliothèque nationale : "Si, par le passé, on recevait une archive papier avec, par exemple, les notes du poète dans la marge, donnant à voir les ratures qui peuvent témoigner du cheminement créatif de l'auteur, de nos jours,

les gens sont assis devant un logiciel de traitement de texte. Même si vous sauvegardez des versions, une bonne partie du processus créatif disparaît en chemin."

Devant cet écueil, l'institution culturelle a eu l'idée d'un projet étrange et original qui consiste à "repérer les auteurs prometteurs tant qu'ils sont encore jeunes et, avec leur coopération, à préserver leurs travaux, leur correspondance et leurs photos, et ce tout au long de leur vie", dit le descriptif du projet. "Cette mission relève un peu d'un pari, détaille la présentation, puisqu'il n'est pas possible de savoir à coup sûr que telle jeune personne jugée 'prometteuse' deviendra au bout du compte une personne créative, dont les travaux, même a posteriori, seront jugés uniques et dignes d'être sauvegardés."

Douché par la lecture de toutes ces histoires d'informations qui se perdent et de culture qui part en fumée, j'ai décidé de descendre physiquement au sous-sol du bâtiment de Ha'Aretz, à Tel-Aviv, dans l'espoir de trouver le réconfort au milieu des rayonnages bien réels des archives papier du journal, des petits tiroirs dans lesquels les articles sont classés par sujet depuis la Seconde Guerre mondiale, et des classeurs qui réunissent tous les numéros du journal papier depuis 1919.

Or, même là, la menace du numérique est palpable. La préservation des journaux perd du terrain, et, depuis

"Facebook et d'autres plateformes sont en train de devenir des archives colonialistes."

Anat Ben-David,
SPÉCIALISTE D'INTERNET

deux ans, l'usage qui voulait qu'on fasse relier les numéros à l'extérieur n'a plus cours. Aujourd'hui, ils sont uniquement stockés dans une réserve. "C'est un combat d'arrière-garde pour nous tous, reconnaît Nirit Mitrani, le directeur des archives. La sauvegarde physique perd du terrain pour des raisons financières."

Ceux qui ne se laissent pas abattre passent à l'action. En 2014, le journaliste Hadi Al-Khatib a ainsi créé à Berlin Syrian Archive ["Archive syrienne"], qui a pour but de préserver tout document numérique relatif aux crimes de guerre commis en Syrie en prévision des procès à venir. Les archives ont recueilli à ce jour plus de 3,5 millions de vidéos. Si la guerre en Syrie est apparemment le conflit le plus couvert de l'histoire, il n'en disparaît pas moins de la Toile à toute vitesse. Une bonne partie du travail de l'association consiste à protéger et à valider les contenus qui, chaque jour, sont postés sur YouTube, Facebook, Twitter et Instagram, et que les plateformes suppriment ensuite en raison de leurs propres standards régissant la représentation de la violence.

Les témoignages ainsi réunis ont déjà servi dans le cadre d'un procès de 2020 intenté devant un tribunal spécial allemand contre le gouvernement syrien pour l'utilisation présumée d'armes chimiques contre des civils pendant la guerre. Parallèlement, Syrian Archive a donné naissance à l'association Mnemonic, qui recueille le même type d'archives pour rendre compte des crimes de guerre perpétrés au Yémen, au Soudan et en Ukraine, et propose des formations aux journalistes et aux défenseurs des droits humains afin

de les aider à garder la mémoire numérique dans les zones de conflit.

Les initiatives de la société civile comme celle-ci ont pour but de protéger la mémoire numérique et d'éviter qu'elle ne soit déformée plus tard. À la suite de l'invasion russe de l'Ukraine, des voix se sont élevées pour réclamer la préservation du patrimoine culturel ukrainien en danger. Des centaines de bibliothécaires et d'archivistes du monde entier se sont retroussés les manches, et ont archivé à ce jour près de 5 000 sites web appartenant à des établissements d'enseignement ukrainiens.

Quand Anat Ben-David parle d'assumer la responsabilité de notre mémoire numérique (elle parle de "contre-archivage"), ce n'est peut-être pas du militantisme, mais ça en a tout l'air. "Le contre-archivage, c'est une tentative de réaffirmer la place des archives publiques à l'ère de la médiation algorithmique, dit-elle. Rappeler que cette information est publique, et que, même si les plateformes prétendent qu'elle leur appartient, il existe toujours des moyens de la rendre au public."

Pour Anat Ben-David, la situation actuelle est une illustration du "colonialisme des données" : l'occupant colonial, ce seraient ici les multinationales, et la ressource naturelle exploitée, les données qu'elles moissonnent en traquant nos activités en ligne – nos envies, nos relations sociales, et à peu près tout ce que nous faisons.

"Dans Imagined Communities [L'Imaginaire national, 1983, La Découverte], Benedict Anderson [historien irlandais, spécialiste de l'Asie du Sud-Est, 1936-2015] parle de la carte, du musée et des archives comme des trois institutions qui organisent le savoir pour la population autochtone et lui disent ce qu'elle est autorisée à savoir d'elle-même", relate l'enseignante, qui ajoute : "Ce que j'essaie d'expliquer pour ma part, c'est que Facebook et d'autres plateformes font la même chose et sont en train de devenir des archives colonialistes."

"Les journaux et les bibliothèques qui sont mus par l'intérêt général ont un rôle à jouer dans la définition de ce qu'est une archive historique, conclut Anat Ben-David. J'ai le sentiment que c'est nécessaire pour engager un débat public sur la question et sur la manière dont nous écrivons notre histoire pour nous-mêmes. Il n'est pas nécessaire de tout garder, mais il faut être conscient de ce qui est sauvegardé, de ce qui ne peut pas l'être et de qui est missionné pour le faire. Les craintes relatives à un 'Moyen Âge numérique' sont fondées, et c'est une prise de conscience qui doit nous pousser à l'action, sous quelque forme que ce soit."

—Itay Mashiach,
publié le 22 décembre 2022

SOURCE



HA'ARETZ

Tel-Aviv, Israël

Quotidien

haaretz.co.il

Premier journal publié en hébreu

sous le mandat britannique, en 1919,

"Le Pays" est le journal de référence chez les politiques et les intellectuels israéliens.

Aujourd'hui situé au centre gauche, Ha'Aretz a toujours cultivé une ligne éditoriale libérale indépendante

du mouvement travailliste (qui a longtemps disposé de ses propres quotidiens).

Il propose aussi une édition en anglais.

culture. 



—The Observer (Londres)

L'Afrique est le continent le plus jeune du monde, affirme Lesley Lokko depuis un hôtel londonien où elle s'est arrêtée lors de son voyage d'Accra à Venise. *C'est le continent qui s'urbanise le plus rapidement et qui recense le moins d'architectes.* Dans ce lieu d'instabilité et d'innovation, très peu corseté par des structures professionnelles, *«la vitesse du changement excédera probablement la capacité à le comprendre»*. D'autant plus que les dirigeants politiques des pays africains sont, en moyenne, les plus vieux du monde, ce qui explique que la politique gouvernementale ne suive pas l'évolution de la société.

Pour Lesley Lokko, ces éléments font de l'Afrique un territoire d'avenir doté d'une créativité et d'une imagination imprévisibles, deux qualités qu'elle prévoit d'apporter [à partir du 20 mai et jusqu'au 26 novembre] à l'antique Venise, cette ville qui représente parfaitement le passé. En effet, cette année, Lesley Lokko est la commissaire de la Biennale d'architecture de Venise, l'événement architectural le plus important et le plus influent au monde. Sous le titre *«Le laboratoire du futur»*, elle compte donner une voix à l'Afrique.

Lesley Lokko, ambassadrice d'une Afrique du futur

Le 20 mai débute la 18^e Biennale d'architecture de Venise. Sa commissaire, Lesley Lokko, 59 ans, veut faire enfin rayonner l'Afrique.

Accompagnée d'événements et de publications, la Biennale d'architecture de Venise est une gigantesque exposition disséminée dans plusieurs lieux à travers la ville. Elle comprend des espaces investis par la commissaire, comme l'ancienne corderie de l'Arsenal, un monument historique, et les pavillons nationaux, où des équipes provenant de différents pays

conçoivent leur propre installation sur le thème de l'année. Jusqu'à aujourd'hui, malgré les quelques contributions de l'Amérique et de l'Asie du Sud-Est, la Biennale avait toujours été résolument eurocentrique.

L'édition de cette année, dont plus de la moitié des 89 participants viennent d'Afrique ou de la diaspora africaine, va

renverser cette tendance. Lesley Lokko souhaite en profiter pour repousser les frontières de l'architecture. Elle ne pense pas que *«l'histoire de l'architecture telle qu'elle est habituellement racontée est fautive, mais qu'elle est incomplète»*. Comme source d'inspiration, elle cite la Farnsworth House, en Illinois, réalisée par Mies van der Rohe [1886-1969] : un cube cristallin en verre et acier, un exemple ultime de ces bâtiments canoniques construits par des hommes blancs aujourd'hui décédés, mais elle souligne que, sans rejeter ce type de structures, elle veut montrer qu'il existe d'autres manières de faire.

Diversité. La vie qu'elle a menée a élargi son champ de vision. Née [en 1964] d'une mère écossaise et d'un père ghanéen, Lesley Lokko a consacré la majeure partie de sa carrière à l'enseignement, notamment en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en Afrique du Sud, avant de fonder en 2020 l'African Futures Institute, une école supérieure d'architecture à Accra. Elle a également trouvé le temps d'écrire des œuvres de fiction sur les thèmes de l'identité et de la colonisation [l'un d'entre eux a été traduit en 2007 aux éditions Lattès, sous le titre *Des amies, des amants, des années*]. Son douzième

✎ Lesley Lokko à Venise, le 30 mai 2022.

Photo Stefano Mazzola/Getty Images

roman sera d'ailleurs publié [en anglais] l'année prochaine.

La Biennale organisée sous son égide sera ainsi marquée par la diversité. Aux côtés de grands noms de la discipline comme Francis Kéré, germano-burkinabè, ou David Adjaye, britannico-ghanéen, on retrouve ceux de 22 jeunes architectes présentés comme les "invités du futur".

Le plus jeune participant est âgé de 24 ans. Une formation de quatre semaines dans un établissement mis en place tout spécialement sera d'ailleurs proposée aux étudiants du monde entier.

Parmi les exposants, on compte des concepteurs de bâtiments, tels que l'Atelier Masomi, une agence établie au Niger qui exécute de magnifiques projets culturels et résidentiels. Néanmoins, la définition de l'architecture sera aussi élargie pour inclure "le cinéma, le journalisme d'investigation, la réutilisation adaptative, la récupération des terres et les pratiques communautaires de base". Les visiteurs de l'Arsenal seront accueillis par le poète [britannique] Rhael Cape, alias "LionHeart", qui réalisera une performance sur les thèmes de la diaspora et de la réparti-

Elle incite ses étudiants en architecture à s'intéresser à l'économie, à la politique, au militantisme.

tion. Ils seront alors baignés dans une lumière évoquant l'"heure bleue", un crépuscule "lié à la nostalgie". Pendant trois ateliers, décrits comme "pleins de soleil et de lumière poussiéreuse", seront présentés des projets urbains qui ont été abandonnés pour des raisons politiques, financières ou climatiques.

L'imprévisibilité du résultat de cette explosion d'énergie et de diversité semble être intentionnelle. Pendant ses cours, Lokko encourage ses étudiants à traverser les frontières professionnelles pour s'intéresser à la politique, à l'économie ou au militantisme. Elle estime que l'Afrique pourrait aujourd'hui enseigner au reste du monde, entre autres, la réorganisation des anciennes disciplines. Sur ce continent, explique-t-elle, "les choses sont souvent instables et, dans cette instabilité, il faut apprendre à être très flexible".

"Les pays du Sud sont généralement considérés sous l'angle de leurs problèmes. On entend surtout parler de ce qui leur manque. L'imagination et la créativité seraient réservées aux pays du Nord, puisqu'on suppose que des ressources sont nécessaires pour développer ces qualités." Lesley Lokko pense au contraire qu'il est probable que "la beauté, la joie et l'inspiration" soient plus importantes et présentes dans les pays

moins prospères. "Ce sont ici des instruments politiques très puissants, et non pas une simple fantaisie", assure-t-elle.

Le fait de construire son projet autour de l'"Afrique" présente un danger évident, puisque ce concept a été historiquement imposé par l'Occident, mais Lokko estime qu'il mérite qu'on s'y intéresse. "Il est vrai que le terme 'Afrique' renvoie à un concept qui vient de l'extérieur, mais les Africains partagent quelque chose de bien réel : le sentiment, en particulier parmi les jeunes, qu'il est temps de prendre ce concept dans leurs mains ; le sentiment que leur moment est enfin arrivé."

Un rêve nommé "Wakanda". L'un des résultats de cette initiative pourrait être l'augmentation du nombre, pour l'instant réduit, de catégories dans lesquelles l'architecture africaine est généralement cantonnée et divisée. On observe notamment un respect témoigné aux constructions traditionnelles comme les villages et les colonies en terre ; et, plus récemment, un intérêt s'est développé pour la conception de structures originales en béton, une pratique qui a pris le nom de "modernisme tropical". On évoque parfois également le génie de l'auto-organisation et de l'improvisation de bidonvilles comme Kibera, à Nairobi, ou Makoko, à Lagos. Tous ces exemples sont riches et significatifs, mais ils sont loin d'être les seuls.

Lokko a été impressionnée, par exemple, par la réaction de certains de ses étudiants sud-africains à Wakanda, la ville fictive faite de tours et de pinacles des films *Black Panther* [réalisés par Ryan Coogler pour Marvel, et sortis en 2018 et 2022]. Si elle-même n'est pas convaincue par son architecture "pastiche", ses étudiants, eux, "ont fondu en larmes. Ils ont été profondément touchés, dans leur estime de soi et dans leur dignité, par le simple fait qu'il était possible d'imaginer une telle cité". Ses étudiants africains "aspirent à maîtriser leur propre voix", insiste-t-elle, et c'est à ce désir que le film fait écho.

Lesley Lokko aimerait bien savoir "à quoi Wakanda ressemblerait après dix ans de réflexion sur les relations entre le futur et la technologie, ou bien entre la durabilité et la justice sociale ou la santé publique, afin que la ville ne ressemble pas à une version de Dubaï sous stéroïdes". Il est peu probable que la Biennale apporte toutes les réponses, mais ce n'est pas son but non plus. Selon elle, cet événement est une étape parmi d'autres et, par sa simple présence et son choix d'œuvres et de concepteurs jamais vus auparavant, la Biennale d'architecture de Venise 2023 constituera sans doute un puissant début à ce cheminement.

—Rowan Moore, publié le 26 mars

Portraits

Sumayya Vally

AFRIQUE DU SUD

À 32 ans, Sumayya Vally a acquis une renommée internationale fulgurante.



En 2021, elle a été la plus jeune architecte à concevoir un pavillon éphémère pour la Serpentine Gallery, à Londres, et a figuré parmi les 100 personnes les plus influentes au monde, selon *Time*. Cette année, elle a été commissaire de la première Biennale des arts islamiques en Arabie saoudite. De sa jeunesse à Johannesburg et à Pretoria, au sein d'une communauté musulmane, elle a hérité "un fort sens du collectif et un fort sens de l'entraide", perceptibles dans sa pratique, dit-elle au journal sud-africain *Sunday Times*. Son studio, Counterspace, questionne la manière dont les bâtiments "nous dictent des choses, nous aident à affirmer notre sentiment d'appartenance ou prétendent nous dire ce que nous méritons", comme en Afrique du Sud, où "tant de créations ont eu pour but d'affirmer l'infériorité de pans entiers de la population". Elle promeut une architecture plus inclusive, "déclinée dans l'expression d'identités hybrides, africaines et musulmanes, très ancrées dans un territoire et diasporiques à la fois."

sa volonté de voir tous les Ghanéens, et tous les Africains, quelle que soit leur place dans la société, trouver des occasions d'accéder à l'art", note *The Art Newspaper*.

À travers de gigantesques installations où il emballe des monuments dans de la toile de jute et des matériaux récupérés, l'artiste engagé de 36 ans repense la politique urbaine et le passé de son pays.

Kabage Karanja et Stella Mutegi

KENYA



Ils n'en sont pas à leur première Biennale. En 2021, Kabage Karanja et Stella Mutegi ont déjà exposé à Venise une installation de leur agence, Cave_Bureau, en hommage aux grottes qui ont servi de premier habitat à leurs ancêtres, mais aussi à celles dans lesquelles les guerriers Mau Mau se réfugiaient pour échapper aux colons britanniques qu'ils combattaient dans les années 1950. Installés dans la capitale, Nairobi, ces quadragénaires formés au Royaume-Uni et en Australie explorent la notion de résistance et la relation entre nature et urbanité dans un pays fortement marqué par les divisions dues à la colonisation britannique. Leur travail "brasse large, de la cartographie 3D des grottes aux esclaves de Shimoni, sur le littoral kényan, où, au XVIII^e siècle, des Africains étaient enchaînés en attendant d'être conduits sur les marchés aux esclaves de Zanzibar, en passant par une vidéo sur l'exploration géothermique et le déplacement des Masaï dans la vallée du Rift", résume *The New York Times*. Ils mettent en place aussi des projets sociaux dans des bidonvilles, "dans l'objectif de tisser des liens dans les territoires et entre eux", explique Kabage Karanja au quotidien.

Ibrahim Mahama

GHANA

Installé à Tamale, dans le nord du Ghana, Ibrahim Mahama décolonise l'art et l'espace en inventant un nouvel usage pour des espaces abandonnés. Cette année, il a acquis des trains de l'ère coloniale britannique pour les transformer en salles de classe, en sculptures et en bibliothèques qui feront partie de son atelier. En 2021, il a transformé un ancien silo à grains en centre d'éducation artistique. "Il y a un fil rouge dans le travail de Mahama :



plein écran. 

Mariia Loniouk, armée de son pinceau



Cette jeune peintre ukrainienne s'est fait connaître sur les réseaux sociaux. Ses compatriotes sont nombreux à se reconnaître dans les tableaux que la guerre lui inspire.

—Oukraïnska Pravda, extraits (Kiev)

Ses créations nous touchent en plein cœur, car elles reflètent le ressenti de tous les Ukrainiens. D'un côté, la douleur, la perte, la souffrance. De l'autre, la force, le courage, l'amour. Tout cela se retrouve dans ses œuvres.

En tout, Mariia Loniouk a déjà produit près de 80 tableaux [dont elle diffuse une partie sur son compte Instagram, qui compte presque 30 000 abonnés] sur des sujets militaires. On peut y voir différents thèmes de notre vie. Le courage des défenseurs qui se battent contre les occupants. Le désespoir face à la mort de dizaines de milliers d'Ukrainiens tués par les Russes. Le supplice des femmes violées. Et la force de tous les Ukrainiens, qui ne se rendent pas face à l'invasion ennemie.

À 29 ans, Mariia Loniouk a peint toute sa vie. Ces dernières années, elle travaillait comme illustratrice numérique – elle réalisait des graphismes pour des jeux sur mobile et ordinateur. Et elle donnait des cours de dessin.

La grande guerre a surpris Mariia chez elle, à Kiev, où elle vivait avec ses parents, sa vieille grand-mère et ses chats. Cette famille n'arrivait pas à croire au risque d'une agression à grande échelle de la part de la Russie. Il fallait être dément pour imaginer une chose pareille. Donc, sa famille n'avait pas préparé de bagages d'urgence ni prévu d'itinéraire d'évacuation.

“La veille du 24 février [le jour de 2022 où la Russie a lancé son offensive], j'étais très anxieuse et j'ai fait le plein de ma voiture, au cas où. Sur la route, j'ai vu que beaucoup de gens commençaient déjà à partir. On voyait des sacs et des affaires dans les voitures”, se souvient Mariia Loniouk. Quand elle a

entendu les premières explosions, elle s'est retrouvée dans un état de stupeur.

“Intérieurement, c'était le vide, je ne savais pas ce qu'il fallait faire. Partir était effrayant, car un long voyage aurait été très difficile pour ma grand-mère de 83 ans. Quelques mois plus tard, elle nous a quittés, elle n'a pas pu attendre jusqu'à la victoire. Pour atténuer la tension, le soir du 24 février, je me suis mise à dessiner. C'était ma façon de fuir un peu la réalité et de me détendre”, raconte-t-elle.

La famille résidait à la sortie de Kiev, vers Hostomel, que les Russes ont attaqué dès le premier jour de la guerre. Par conséquent, ils ont nettement entendu les explosions, le grondement de l'aviation et les tirs, jour et nuit. C'était affreux. Mais malgré tout, ils sont restés chez eux, en espérant

“Dessiner a été ma façon de fuir un peu la réalité et de me détendre.”

Mariia Loniouk

que ce soit vite fini. C'est la vue de chars ukrainiens passant dans la rue où habite la famille, et tirant en direction de Hostomel, qui les a convaincus de partir de la zone dangereuse près du front.

Le 25 février, la famille, sans trop de discussions, s'est rapidement préparée puis est partie chez des proches à Kiev, sur la rive gauche du Dniepr, où la situation était relativement plus calme. Ils y ont tous séjourné jusqu'à la fin du printemps.

En juin, des amis l'ont invitée à vivre chez eux à Vinnytsia [dans l'ouest du pays]. Elle y est partie et s'y trouve encore aujourd'hui. Et pas seulement parce que Vinnytsia est plus tranquille en comparaison de Kiev. C'est aussi parce que, dans cette nouvelle ville, Mariia a rencontré l'amour. “Je suis arrivée chez mes amis, et j'ai rencontré quelqu'un que je n'avais pas vu depuis longtemps. Et il s'est passé une histoire si douce que nous avons noué des sentiments. Nous vivons ensemble maintenant, nous nous soutenons mutuellement – c'est super important, surtout en ces moments si difficiles”, explique-t-elle.

La peintre confie que, quoi qu'il adienne, elle trouve toujours la force de dessiner. “Ma première illustration sur la guerre, je l'ai publiée le 8 mars 2022. C'est une fille avec un fusil d'assaut, les cheveux noirs, blessée, les yeux cernés, et avec cette expression sur le visage : je me suis battue, je perds mon sang, mais je suis forte, je tiens fermement mon arme et je suis prête à défendre mon Ukraine. Tous mes travaux sont le reflet de mon ressenti, mon vécu. Ça a été très dur les premiers jours. Mais il est devenu évident que les gens étaient animés d'un esprit puissant, de patriotisme, de la volonté de se battre. Et tout ce ressenti est passé dans mon premier tableau sur la guerre.”

✓ Sur beaucoup de ses toiles, Mariia Loniouk se prend pour modèle.

Photo @art.malon

La peinture explique qu'un tableau en particulier est important pour elle, il dépeint des chevaux et des écuries en flammes. Car elle a appris que les occupants avaient brûlé vifs des centaines d'animaux, et qu'il y avait eu des dizaines de cas de ce genre. “Autrefois, j'ai fait de l'équitation, j'aime les chevaux sans limites, et je sais beaucoup de choses sur les soins dont ils ont besoin. Et j'ai imaginé l'horreur des propriétaires des écuries, qui n'ont rien pu faire. Parce que le cheval, ce n'est pas un chien que l'on peut mettre dans la voiture. Évacuer un haras, c'est vraiment illusoire, et ces animaux ne sont pas faits pour marcher sur le bitume. J'ai exprimé ma douleur par le dessin : une petite fille debout pleure, tenant dans sa main un harnais. Son cheval lui caresse l'épaule de la tête, mais la fille ne le voit pas, car c'est un fantôme : le fantôme de son cheval favori, tué”, décrit l'artiste.

Une autre illustration qui lui tient à cœur a été créée pour les cent jours de la guerre totale. Il s'agit presque d'un autoportrait. “Très souvent, je dessine des filles à partir de photos de moi : je me prends dans des poses différentes, pour que ce soit plus simple de reproduire les mains, les visages. Par conséquent, une grande partie de mes personnages me ressemblent, par leur silhouette ou leurs traits. Sur l'autoportrait, je suis assise par terre, couverte du drapeau ukrainien, autour de moi, les feuilles arrachées d'une éphéméride. Et l'atmosphère – on a l'impression que je suis au fond d'une rivière, et autour de moi, il fait très sombre. J'avais ce sentiment : même si tu commences à vivre une autre vie, il faut de toute façon faire quelque chose, travailler, agir”, dit-elle.

L'espoir et la foi l'aident à ne pas baisser les bras en ces jours horribles. Elle ajoute qu'elle rêve d'un avenir lumineux pour notre pays, et qu'elle souhaite en faire partie. “Quelles que soient les horreurs qui surviennent, quelles que soient les douleurs et tragédies que l'on affronte, la vie est plus forte que tout. Et tant que l'on existe, tant que l'on planifie quelque chose pour l'avenir, tant que l'on ressent quelque chose et que l'on crée, la vie continue”, soupire Mariia Loniouk.

—Viktoriia Iaryjko, publié le 12 mars



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

La personne à suivre.

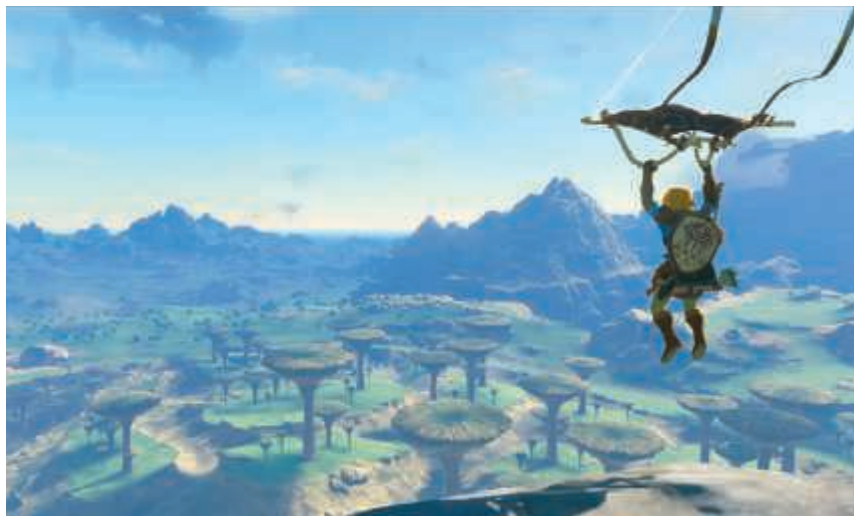
Chaque lundi, découvrez le portrait d'un influenceur.

Le 15 mai : l'Indonésienne Andrea Gunawan livre ses conseils sexo sur Instagram.

JEU VIDÉO

↓ Le royaume d’Hyrule
dans *Tears of the Kingdom*.
Photo Nintendo

Le nouveau Zelda, déjà incontournable



Avant même sa sortie, le 12 mai, *Tears of the Kingdom* est déjà applaudi par la critique. La nouvelle création des studios japonais Nintendo devrait régaler les joueurs.

Peu de licences peuvent se targuer de compter un titre de référence ayant redéfini les canons du jeu vidéo. *Zelda* en compte une poignée, et le dernier volet - *Tears of the Kingdom* (*TotK*), qui sort ce 12 mai sur Switch - pourrait bien s’ajouter à la liste des jeux vidéo les plus importants. Ainsi, **The Washington Post** titre : “On n’avait encore jamais rien vu de tel.” Un sentiment partagé par de nombreux critiques, qui ont pu tester *TotK* en avant-première.

Bloomberg rappelle que le titre fait suite à *Breath of the Wild*, sorti en 2017 avec un accueil impressionnant de la presse et du public (29 millions d’exemplaires vendus). “Ce nouveau jeu, dans

lequel le joueur incarne toujours Link, un héros silencieux mais particulièrement expressif qui doit une fois de plus sauver le royaume d’Hyrule du démoniaque Ganon, suscite beaucoup d’attentes.”

Appartenant au grand genre dit de “l’action-aventure”, ce dernier *Zelda* en date comporte bien sûr des quêtes à accomplir, des ennemis à combattre et des casse-tête à résoudre. Mais la découverte du monde constitue en elle-même un attrait majeur, détaille le média économique. “*Breath of the Wild* était une véritable révélation, car il permettait aux joueurs d’explorer le moindre recoin d’un univers en apparence infini. *Tears of the Kingdom* reprend le même, augmenté de

nouvelles dimensions, notamment des îles volantes [...] et un territoire souterrain.”

Au-delà de l’impressionnante échelle de sa carte, ce sont deux innovations au rayon des mécaniques de jeu qui suscitent un enthousiasme immédiat pour *TotK*. La première, baptisée “Emprise”, prête des pouvoirs de télékinésie au héros. La seconde, “Amalgame”, permet de combiner deux objets entre eux et de “piocher encore et encore dans le puits sans fond de l’imagination en associant toutes sortes de matériaux”, souligne le *Washington Post*. De quoi laisser s’exprimer la créativité des joueurs.

Keza MacDonald, critique du *Guardian*, a tenté de fabriquer, entre deux fous rires, un chariot propulsé par un lance-flammes. L’équilibre est précaire : “Link chute de sa monture, et le fruit de mon dur labeur se réduit - littéralement - en cendres sous mes yeux. Les quelques composants non inflammables chutent au sol de façon pathétique. De toute évidence, fabriquer un kart en bois équipé d’un lance-flammes n’était pas l’idée du siècle.”

Il est impossible de prévoir comment les joueurs s’empareront de la liberté qui leur est offerte. Mais que l’expérimentation réussisse ou rate, une chose est sûre, selon la journaliste britannique : “Chaque fois que j’ai voulu tenter quelque chose, le résultat produit par *Tears of the Kingdom* m’a beaucoup amusée.”

— **Courrier international**



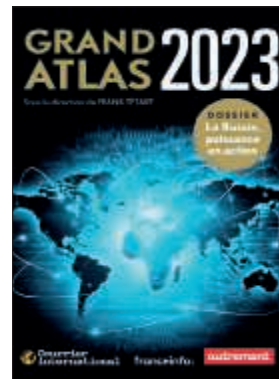
Revue de presse

NOTRE SÉLECTION

Pour commander,
scannez le code QR



Ou sinon rendez-vous sur notre site :
<https://boutiquevpc.courrierinternational.com/>



19,90€*

Collection dirigée par
Frank Tétart Format

Grand Atlas 2023

Le Grand Atlas 2023 fait le point sur l’actualité géopolitique mondiale. Les 50 thèmes abordent les enjeux politiques de l’année, les conflits en cours et les défis de la mondialisation. En plus, un dossier spécial pour fêter les 10 ans.

- Format : 20 x 29,5 cm
- 144 pages



25€*
dont 1€
reversé à
Handicap
international

Livre de cuisine “La Cuisine en partage”

40 recettes issues de 27 pays,
en partenariat avec **Handicap
International**.

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine
jusqu’au 31/12/2023 * Frais de port en sus en fonction du produit.
Réception chez vous environ trois semaines après la prise
en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles
sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

histoire.



Un puzzle pharaonique

xiv^e siècle avant J.-C. — Égypte

Dans la capitale danoise, deux morceaux d'un même relief sont réunis pour la première fois depuis trois millénaires. Le motif révélé apporte un éclairage crucial sur un chapitre spectaculaire de l'antiquité égyptienne.

—Politiken, extraits (Copenhague)

A la Glyptothèque de Copenhague, une salle d'exposition révèle au public un relief vieux de trois mille ans. D'une longueur de 52 centimètres, il faisait autrefois partie d'un motif plus important plaqué sur un mur décoré d'un palais d'Amarna, une cité de l'Égypte antique.

Le relief représente le visage de Kiya, l'épouse secondaire du pharaon Akhenaton. Portant une perruque nubienne, elle regarde les rayons du soleil. Jusqu'à une date récente, la Glyptothèque ignorait que cette femme élégante était une pièce d'un puzzle.

Son nom et son titre, "épouse très aimée", avaient été arrachés du mur décoré. Trois ans seulement après son mariage, l'épouse en question était tombée en disgrâce. Et, pendant des milliers d'années, le mystère est resté entier sur la ou les personnes qui avaient essayé de la rayer de l'histoire.

Jusqu'au jour récent où W. Raymond Johnson, égyptologue à l'université de Chicago, a découvert que le relief de la Glyptothèque correspondait à un autre relief du Metropolitan Museum of Art, à New York. On y voit le pharaon Akhenaton en train de faire une offrande au dieu solaire, Aton. Lorsque les deux morceaux sont associés, on comprend tout de suite

ce que Kiya tient dans ses mains. Le motif donne un éclairage nouveau sur son rôle et son importance.

Une page d'histoire s'est donc écrite avec la réunion des deux reliefs présentés côte à côte à l'occasion de l'exposition de la Glyptothèque inaugurée le 26 janvier dernier : "Amarna. Cité du dieu Soleil". "Ce jour est enfin arrivé. On se souviendra désormais de leur histoire", lance Tine Bagh, conservatrice de la Glyptothèque pour les collections égyptiennes.

Les deux reliefs viennent d'Amarna, cité de l'Égypte antique fondée sur les rives du Nil par le pharaon Akhenaton et la reine Néfertiti, qui régnèrent d'environ 1352 à 1336 avant notre ère. Comme le rappelle Tine Bagh : "Ils ont tourné le dos aux anciennes divinités, créé une toute nouvelle religion et une nouvelle capitale, d'où ils ont gouverné le pays comme un couple de puissants souverains."

Cela avait eu lieu sur ordre direct du dieu Soleil, Aton, comme l'indiquent les hiéroglyphes dans les ruines des constructions qui marquaient la limite de la gigantesque cité. Les égyptologues pensent que les zones agricoles environnantes étaient suffisamment vastes pour nourrir 30 000 habitants.

Le projet de construction était colossal. D'après Tine Bagh, l'une des raisons pour lesquelles il a pu être mené à bien en si peu de temps est que les pierres de construction utilisées – appelées *talatates* – étaient un peu plus petites que celles qui avaient, par exemple, servi à édifier les pyramides.

Séparés. Le relief représentant Kiya a été sculpté dans une de ces *talatates*, qui formaient une partie d'un mur dans ce qui était appelé le palais du Nord. Mais après la mort d'Akhenaton, le pays se remit à vénérer les anciennes divinités et la nouvelle capitale fut laissée à l'abandon aussi rapidement qu'elle avait été bâtie.

Quelques décennies plus tard, Ramsès II vint récupérer les blocs de construction de la cité délaissée pour les utiliser comme fondations et remblais dans ses nouveaux temples et monuments le long de la vallée du Nil. Les deux reliefs représentant Kiya et Akhenaton furent

La jeune Kiya fut mariée à Akhenaton alors qu'il avait déjà eu plusieurs filles avec la reine Néfertiti. Elle était peut-être une princesse étrangère.

alors séparés. Et c'est ainsi qu'ils disparurent de l'histoire pendant plusieurs millénaires.

Le relief américain montre le torse et la tête d'Akhenaton avec son imposante mâchoire. Il porte une coiffe et tient d'une main un canard par les ailes et de l'autre le cou du volatile, qu'il tord en offrande à la divinité du soleil. Tout devient clair : ce que l'on avait longtemps pris pour la main de Kiya, dans le coin inférieur gauche du relief de la Glyptothèque, est en réalité le cou d'un autre palmipède.

"Kiya est donc sur le point de donner à son époux un autre canard dont il va faire offrande", explique Tina Bagh. La divinité solaire Aton darde le couple de ses rayons. On sait que la jeune Kiya fut mariée à Akhenaton alors qu'il avait déjà eu plusieurs filles avec la reine Néfertiti. Son origine est en revanche incertaine ; elle était peut-être une princesse étrangère.

Jalousie. Kiya n'est jamais devenue reine, mais a reçu le titre très inhabituel d'"épouse très aimée". Et l'on sait avec certitude qu'elle a donné naissance à au moins une fille. Au bout de trois années seulement comme épouse secondaire, Kiya est cependant tombée en disgrâce.

Cela aussi, on peut le voir clairement sur le relief exposé à la Glyptothèque. Outre le nom de Kiya, son œil et son nez ont été détruits, de sorte qu'elle ne peut ni lire ni respirer. Est-ce la principale rivale de Kiya, la reine Néfertiti, qui a fait enlever les hiéroglyphes de Kiya et les a fait remplacer par le nom d'une de ses propres filles, Mérytaton ?

"Nous l'ignorons, mais enlever des noms et des images était très violent. Cela signifiait qu'on voulait effacer le souvenir de l'existence de quelqu'un", précise Tine Bagh.

Il y avait certainement de la jalousie entre les deux épouses. "Comme les êtres humains ont beaucoup d'imagination, nous ne pouvons pas nous empêcher de nous imaginer quelque chose comme ça. Y a-t-il eu des disputes conjugales ? Néfertiti a-t-elle fini par prendre le dessus ?" se demande-t-elle.

L'explication pourrait être que Kiya ait mis au monde un fils et qu'elle ait été la mère de Toutankhamon, qui est devenu pharaon après Akhenaton. Certains égyptologues penchent en tout cas pour cette version.

"Si c'était le cas, Kiya pouvait représenter une menace pour Néfertiti, qui a accouché de six filles, mais d'aucun fils", souligne Tine Bagh.

Ce n'est que lors de fouilles, effectuées dans les années 1920 et 1930, que les archéologues ont trouvé les pierres de construction – *talatates* – décorées d'Amarna. Des centaines de reliefs quittèrent ainsi l'Égypte via un trafic d'œuvres d'art. C'est la raison pour laquelle ils sont aujourd'hui disséminés dans des collections privées et des musées du monde entier.

C'est également le cas des deux reliefs qui, à un moment donné, sont arrivés séparément à la Glyptothèque et au Metropolitan Museum of Art. Ils sont aujourd'hui exposés côte à côte à Copenhague jusqu'au 18 juin prochain.

—Ida Herskind, publié le 25 janvier

➤ Les reliefs de Kiya et d'Akhenaton réunis.
Photo Thomas Wiederstein/Ny Carlsberg Glyptotek

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier
international**

Hors-série Avril-mai 2023
8,90 €



GÉOPOLITIQUE LE MONDE DE DEMAIN

*Comment la guerre
en Ukraine
bouleverse les
alliances, renforce
les autocraties,
soudé l'Occident
et fait émerger
un Sud global.*



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier
international**



/ PRÊT À PERFORMER, MÊME PAR TEMPS DE PLUIE



MEILLEUR DE SA CATÉGORIE
SUR CHAUSSÉE HUMIDE¹



KILOMÉTRAGE
SUPÉRIEUR²



EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE
AMÉLIORÉE²

TURANZA 6

NOUVEAU



AVEC LA TECHNOLOGIE ENLITEN



CONÇU POUR VÉHICULES ÉLECTRIQUES :
Pneu conçu pour répondre aux exigences spécifiques des véhicules électriques



^{1,2} **Bridgestone Europe NV/SA Succursale France - RCS 842 476 277**

Pour connaître le revendeur agréé Bridgestone le plus proche de chez vous,
visitez notre site internet www.bridgestone.fr

Pour plus de détails sur les résultats comparatifs et les indicateurs
de performance du produit, veuillez scanner le code QR.

BRIDGESTONE
Des solutions pour votre mobilité